



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

AVRIL 2023 - n°23

- La dialectique de l'Histoire :
la séquence de l'effondrement de l'occident (page 3)
- L'alliance sino-russe comme socle de la formation du bloc
autour de la superpuissance chinoise, avec la question ukrainienne
comme clef (page 20)
- Le tiers-monde, poids entraînant le capitalisme dans sa chute
à travers l'inflation systématisée, preuve de la crise générale
au niveau mondial (page 35)
- Le 39e congrès du PCF d'avril 2023 : la réactivation du révisionnisme
(le « capitalisme monopoliste d'État) (page 45)
- Paul Boccara, théoricien révisionniste du PCF
avec le Capitalisme Monopoliste d'État (page 54)
- Crise et décomposition du 53e congrès de la CGT : la fin programmée du
syndicalisme à la française, l'ère de l'autonomie prolétarienne (page 96)
- Le mouvement contre la réforme des retraites début 2023, expression de
la crise, reflet de la décomposition de la société française (page 109)
- Du Caucase à la France :
les Arméniens doivent rompre avec l'Occident (page 144)

ÉDITORIAL

Ce numéro de Crise sort plusieurs mois après le précédent, ce qui n'est pas la norme : depuis le premier numéro, nous avons tenu un rythme très régulier, avec une production de documents vraiment unique. Mais c'est qu'une première séquence s'est terminée : celle de l'instauration de la seconde crise générale du capitalisme. On peut résumer, si l'on veut, cette première séquence à l'irruption de la pandémie en 2020 et à celle du conflit armé en Ukraine en 2022. Ces deux moments forment les deux aspects de la contradiction. Et c'est parce que nous avons compris le sens du premier aspect que, dès avril 2021, nous annonçons le conflit en Ukraine.

La conclusion de la première séquence, sur le plan des sociétés capitalistes où règne le 24h sur 24 du capitalisme, nous pensons en avoir dressé le tableau dans le numéro précédent. Nous accordons une grande valeur à ce numéro parce que nous pensons qu'il parvient à présenter la nature d'une réalité très négative, avec les gens qui se replient sur eux-mêmes, qui ne veulent rien savoir, qui sont prisonniers de leurs vies quotidiennes dans le capitalisme. Et, surtout, qui sont totalement paralysés par la crise générale. Il y a quelque chose de cassé dans les gens.

Ce nouveau numéro intervient justement alors qu'il se passe quelque chose. La France a connu une très vaste mobilisation contre un programme d'allongement de l'âge du départ à la retraite. Des millions de personnes se sont mobilisées. Et pourtant, malgré la colère et les tensions avec la police, il ne s'est rien produit de politique, de social, de culturel, d'idéologique. Il n'y a pas encore eu le déclic. Voilà un fait important, tout comme l'est la décomposition de la CGT, un syndicat qui en France a joué un rôle très important dans la neutralisation « syndicaliste » de la moindre contestation. Tout cela est d'ailleurs bien entendu lié. On sent la fin d'une époque.

Il y a aussi, bien sûr, l'officialisation du très étroit rapport entre la Russie et la Chine. Cela n'a rien de surprenant, c'était dans l'ordre des choses.

Cependant, la moindre avancée « officielle » de la superpuissance chinoise sur le terrain mondial est très lourde de conséquences. Là aussi, c'est la fin d'une époque. C'est la raison d'ailleurs pour laquelle le président français Emmanuel Macron s'est empressé d'aller à Pékin avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Cela a été une tentative de parvenir à freiner le cours des choses.

Pour résumer, donc, tout se déroule de manière conforme à nos analyses et, par conséquent, on peut dire que le monde va mal, très mal, et que c'est de pire en pire chaque jour. Naturellement, nous voyons les choses dialectiquement et savons que cet aspect négatif implique un aspect positif tout aussi puissant, pas initialement, mais à terme plus puissant. Nous avons conscience d'être en première ligne et que notre position est en décalage massif avec la conscience et le vécu des gens. Néanmoins, la recomposition du prolétariat comme classe est inévitable, la paupérisation va ruiner le 24 heures sur 24 du capitalisme dans les métropoles impérialistes, la marche à la guerre va bouleverser la vie quotidienne, remettant en cause les considérations que chaque personne porte sur cette société, sur le monde, sur sa propre vie.

L'avenir est radieux, le sentier est sinueux, pour reprendre l'expression mise en avant en Chine à l'époque socialiste, celle de Mao Zedong. Ou bien encore : l'arbre préfère le calme, mais le vent continue de souffler. Et nous savons une chose. Même si ce n'était pas le cas, même s'il n'y avait aucun effondrement du capitalisme en occident, cela ne changerait rien à la haine profonde qu'il faut éprouver pour un monde aussi vide et destructeur, plein d'exploitation et de vilénies, d'aliénation et de crimes. Il n'y a de vie digne que dans le combat pour la libération ! Et la vie n'a de sens qu'en étant en phase avec l'Histoire et sa marche irrépessible au Communisme.

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites vivelemaoisme.org et materialisme-dialectique.com. ■

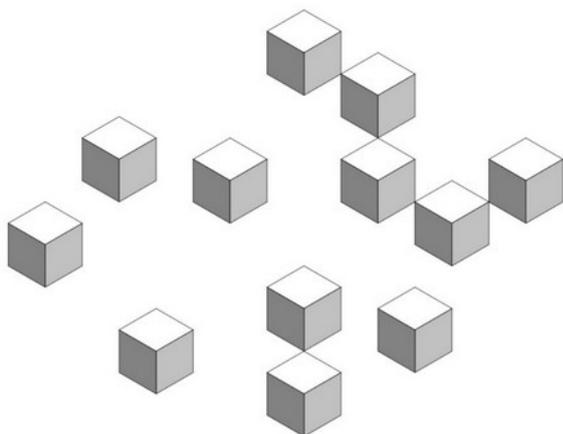
C'est la nature de la séquence historique que nous vivons.

Comment procède en effet l'Histoire ? L'histoire procède par une accumulation de contradictions, à travers duquel un fil conducteur conduit à une étape plus développée. Ce fil conducteur, c'est la synthèse qui se produit à travers la résolution des contradictions.

Le matérialisme dialectique permet de cerner chaque séquence historique – raisonner en termes de séquence historique est fondamental pour parvenir à suivre le cours des choses. Ne pas voir la séquence, ne pas en cerner la substance, c'est passer à côté du réel et ne pas parvenir à contribuer à aider l'aspect positif à renverser l'aspect négatif.

Regardons l'Histoire du monde et comment elle aboutit, de manière inévitable, à la fusion de l'humanité, et à travers ce parcours à l'inéluctable effondrement de l'occident.

Initialement, les êtres humains sont une branche des grands singes, dont ils se dissocient. Y a-t-il la place pour un rôle de l'humanité sur la planète alors ? Non, il n'y en a pas. Les êtres humains forment de simples petites communautés, qui vivent sur le tas en pratiquant un communisme primitif. Ils vivent d'une chasse élémentaire et d'une cueillette toujours fragile.



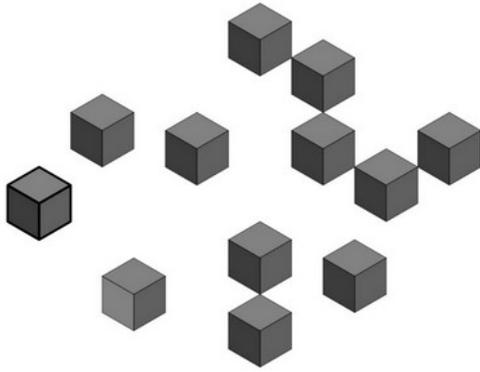
Les premiers êtres humains vivent de ce qu'ils trouvent, partagent tout, ne peuvent pas développer de personnalité dans une communauté où chacun n'est qu'un rouage de la survie du groupe. Les femmes ont une valeur supérieure, car elles donnent la vie : le communisme primitif est matriarcal.

Les êtres humains sont, pour résumer, dispersés au sein de petits groupes : l'aspect quantitatif ne joue pas. Les groupes ne se connaissent pas, ils sont de trop petites tailles.

Cependant, l'humanité va connaître une accumulation qualitative. Le développement de la main va en effet lui permettre de transformer son environnement et d'arriver à l'utilisation d'outils. Ce processus va amener le développement de son cerveau.

En retour, les activités menées avec les outils sont de plus en plus complexes. Le cerveau exigeant une alimentation particulièrement énergétique, les êtres humains sont obligés d'aller dans le sens de modifier leur environnement.

Ils vont commencer à systématiser des connaissances concernant l'utilisation de ce qui leur est nécessaire. Cela donne le développement de l'agriculture d'un côté, de la domestication des animaux de l'autre. Cela modifie-t-il la réalité ? Pas encore. On a simplement l'ajout d'un élément qualitatif aux éléments quantitatifs.



Les êtres humains continuent de vivre en petits groupes dispersés, cependant ils commencent à modifier leur environnement, à une toute petite échelle, ce qui agrandit le groupe, le renforce.

On a donc la même situation qu'au préalable, mais avec un élément qualitatif s'ajoutant à chaque élément quantitatif pris en particulier. Bien entendu, le processus est inégal. Il y a déjà des nuances, des différences.

Que se passe-t-il nécessairement ? D'une part, il commence à y avoir une contradiction entre la centralisation et la décentralisation.

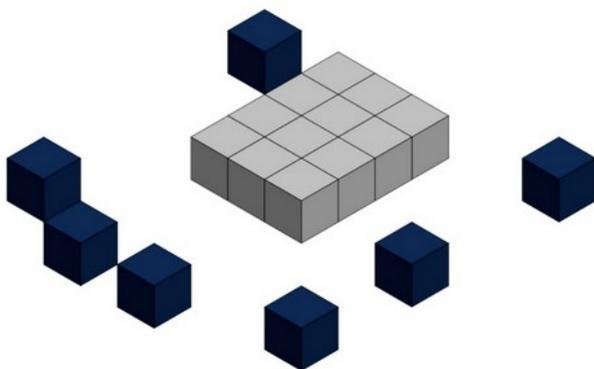
Lorsqu'un groupe atteint une certaine taille, il se scinde. Soit les deux groupes coexistent avec des liens solidaires en raison de la parenté, soit un groupe s'en va et va s'installer au loin.

L'humanité commence quantitativement à se multiplier, et elle commence à qualitativement agir sur la planète à une échelle spatiale et temporelle toujours plus grande.

Ce processus est évidemment extrêmement long. Mais, surtout, au cours de ce processus, certains groupes vont connaître un développement différent. Cela est dû au développement inégal propre à chaque développement.

Ce développement inégal passe par l'agriculture ou bien la domestication des animaux. On a ainsi en Mésopotamie, au moyen de l'agriculture, un développement très fort de populations, dans ce qu'on appelle le « croissant fertile ».

La domestication des animaux va également permettre à certains groupes d'atteindre une certaine taille, et par l'utilisation des chevaux, se lancer dans des conquêtes. On a ainsi par exemple les Mongols et les Aryens, ces derniers employant plus particulièrement des chars.



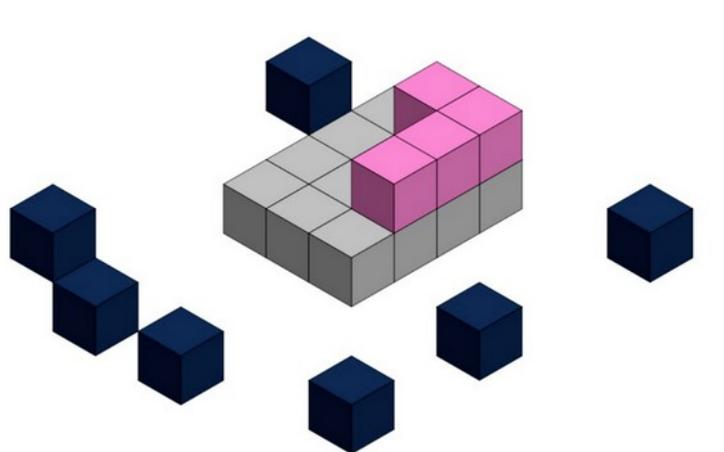
On arrive alors à une première grande étape de l'humanité. Cette étape tient à la coexistence particulièrement difficile de forces centralisées. Certains groupes ont pris le pouvoir sur d'autres en formant des Cités-États. Ce sont les fameuses Babylone, Athènes, Sparte, Ur, Uruk, Thèbes, etc.

On a donc un premier processus d'unification de l'humanité.

Est-ce à dire que ces Cités-États occupent tous les espaces de la planète et régissent toute l'humanité ? Absolument pas. Tout développement est inégal.

L'empire romain est une Cité-État victorieuse qui s'est généralisée en empire, mais il coexiste avec comme voisins les barbares germaines, gaulois, calédoniens, etc. Si le Pérou actuel connaît les Incas comme force centralisatrice, le Brésil actuel est parsemé de petits groupes de chasseurs-cueilleurs.

Néanmoins, aucun développement ne pouvant aller en arrière, la généralisation des Cités-États est l'aspect principal. Elle forme un socle.



Cette généralisation des Cités-États obéit elle-même à la loi du développement inégal. Certaines Cités-États vont prendre le dessus et développer un très haut niveau de culture, étendant leur domination de manière impériale.

Ce sont les fameuses grandes « civilisations » que l'humanité affectionne particulièrement. Ce sont notamment les Babyloniens, les Égyptiens, les Romains, les Grecs, les Perses, les Mayas, les Aztèques, les Indiens, les Chinois, la Rus', les Arabes.

La manière avec laquelle ces Cités-États prennent le dessus obéit également au développement inégal. Ainsi, si les conquêtes d'Alexandre le grand aboutissent à une grande diffusion de la culture, tel n'est pas le cas des hordes turco-mongoles.

Et même une Cité-État victorieuse voit son développement être inégal. L'Islam se répand comme unification arabe depuis La Mecque. Sa dimension positive, civilisationnelle, devient négative avec de simples conquêtes gratuites. Mais l'instauration de nouveaux régimes impériaux aboutit à des Cités-États civilisationnelles de nouveau, avec Bagdad, Damas, Agra, Le Caire, etc.

C'est à ce moment-là de l'humanité que se développent des villes immenses. 6 500 ans avant notre ère, l'emplacement actuel de Çatalhöyük abritait entre 5 000 et 10 000 personnes. 2 000 ans avant notre ère, la ville égyptienne de Memphis abrite plus de 30 000 personnes ; trois cent ans plus tard, Babylone a 65 000 habitants, six ans plus tard, la Thèbes égyptienne 60 000 habitants.

Au 2^e siècle avant notre ère, la ville chinoise de Xi'an a 400 000 habitants ; au moment où Jésus émerge comme figure historique, Rome en a au moins autant et Constantinople pareillement trois siècles plus tard.

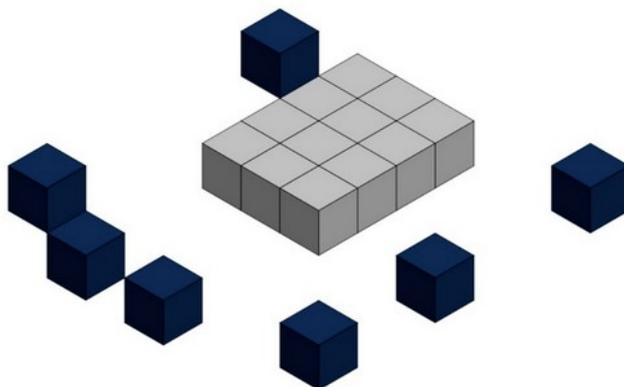
Au 8^e siècle, Bagdad a autour d'un million d'habitants, tout comme la ville chinoise de Hangzhou au 14^e siècle.

Ces villes pouvaient-elles se maintenir ? Absolument pas.

Elles sont nées comme Cité-État devenant empire. L'humanité est alors esclavagiste. Le maintien de l'empire dépend du maintien d'immenses populations en esclavage et de permanentes conquêtes pour obtenir des tribus.

Qui plus est, en raison du développement inégal, des barbares à l'écart connaissent eux-mêmes un mouvement d'unification de leur côté et viennent bouleverser l'ordre initial. Les Germains contribuent puissamment à détruire l'empire romain, alors qu'en Chine les Mongols démolissent les empires locaux, qu'en Mésoamérique les Aztèques font irruption et s'arrogent l'hégémonie.

Aucune Cité-État, aucun empire esclavagiste n'a pu se maintenir. On en revient alors à une situation où l'humanité consiste en quelques blocs unifiés restant, avec une Cité-État devenue royaume, le reste vivant dans des petits royaumes ou de manière barbare, au niveau des chasseurs-cueilleurs même si à différents degrés.



En réalité, on a passé un second cap dans l'Histoire de l'humanité avec l'effondrement des Cités-États et des empires en formant le prolongement.

Le premier cap a consisté en un premier rapprochement, tourmenté, des êtres humains vivant de manière isolée. Cette manière de vivre a pris fin avec l'agriculture et la domestication des animaux, qui a brisé le repli, l'isolement, la dispersion.

Une autre manière d'exister est apparue pour l'humanité et Karl Marx a justement compris que l'esclavagisme consistait en un mode de production.

Au mode de production des chasseurs cueilleurs succède, par l'agriculture et la domestication des animaux provoquant une certaine unification humaine, le mode de production esclavagiste.

Dans le *Manifeste du Parti Communiste* écrit avec Friedrich Engels, Karl Marx nous enseigne que :

« Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de luttes de classes.

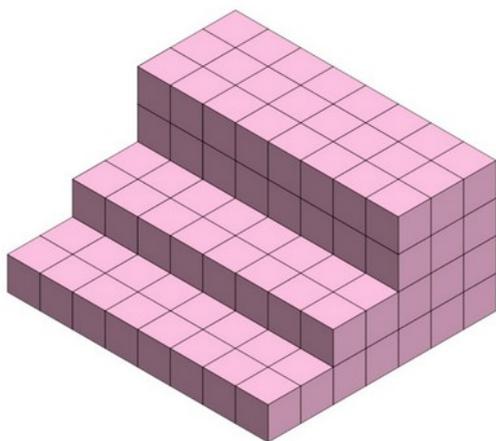
Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître artisan et compagnon, — en un mot oppresseurs et opprimés, dressés les uns contre les autres dans un conflit incessant, ont mené une lutte sans répit, une lutte tantôt masquée, tantôt ouverte ; une lutte qui chaque fois s'est achevée soit par un bouleversement révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en conflit.

Aux époques de l'histoire qui ont précédé la nôtre, nous voyons à peu près partout la société offrir toute une organisation complexe de classes distinctes, et nous trouvons une hiérarchie de rangs sociaux multiples.

C'est, dans l'ancienne Rome, les patriciens, les chevaliers, la plèbe, les esclaves ; au moyen-âge, les seigneurs, les vassaux, les maîtres artisans, les compagnons, les serfs, et presque chacune de ces classes comporte à son tour une hiérarchie particulière. »

Le mode de production esclavagiste impliquait une centralisation croissante, une paupérisation toujours plus grande de ceux qui étaient libres, sans pour autant appartenir à l'oligarchie.

Les révoltes des esclaves et de la plèbe, les affrontements avec les barbares, conduisent inmanquablement à la disparition du mode de production esclavagiste.



Cependant, ce mode de production a développé les forces productives. Il a centralisé le travail et modifié les conditions de vie de l'humanité.

C'est sur ce mode de production, littéralement, qu'apparaît le féodalisme.

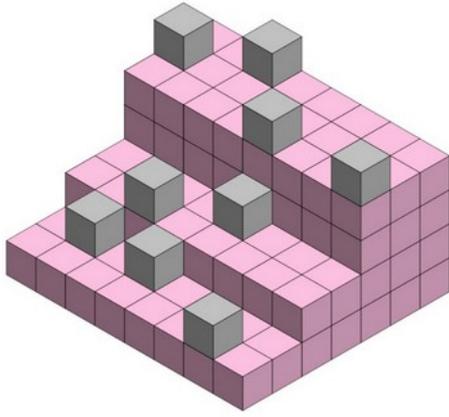
L'effondrement des grandes « civilisations » n'a donc pas impliqué un retour en arrière, mais le passage à un mode supérieur.

Le mode de production esclavagiste est, si l'on veut, un socle au mode de production féodal qui le suit.

Mais il n'existe plus comme socle : il s'est intégré, pour sa partie positive, au mode de production féodal. Il a servi de marche-pied historique.

Et, on l'aura compris, si le mode de production féodal commence de manière dispersée, comme « échec » des Cités-États et des empires, il repose sur ce marche-pied.

Lorsque le mode de production féodal s'installe, il existe encore des formes de Cités-États et des empires, l'esclavagisme est encore présent sous telle ou telle forme un peu partout.



Cependant, en raison du marche-pied esclavagiste sur lequel il repose, le mode de production féodal ne part pas de rien dans son existence.

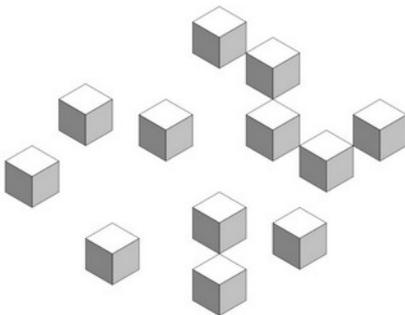
C'est particulièrement vrai pour l'empire byzantin, pour l'empire moghol, et indirectement pour le moyen-âge européen qui profite des avancées romaines, sans avoir à payer le prix principal de l'effondrement de celui-ci.

Résumons. Les premiers humains sont dispersés. Grâce à la main, ils développent leurs facultés, et afin d'obtenir une alimentation suffisante pour le cerveau développé, tendent à l'agriculture et à la domestication des animaux. Les échanges apparaissent, tout d'abord conflictuels.

Le cannibalisme se généralise d'ailleurs pour une très longue période. Les carences nutritives provoquent également des hallucinations prononcées, et avec l'usage de produits stupéfiants, cela donne l'obsession pour le divin.

Des regroupements prennent le pas sur les autres et systématisent leur domination esclavagiste. Cela forme de grandes civilisations lorsque l'entreprise se perpétue. L'esclavagisme s'effondre cependant inmanquablement. C'est alors le féodalisme, avec des forces « aristocrates » prenant le dessus militairement, mais se contentant du servage, avec des garanties pour les serfs.

Ce processus d'établissement de l'aristocratie implique une dispersion très grande, chaque famille conquérante s'élevant un fief.



Il y a alors deux possibilités : un développement général local de chaque regroupement, comme à l'époque des premiers regroupements d'êtres humains avec l'agriculture et la domestication des animaux. Ou bien un développement central, permettant une évolution générale.

En raison du « socle » esclavagiste, on a justement les deux.

En effet, localement, l'artisanat s'est développé, permettant l'essor d'une classe marchande. Il y avait déjà des commerçants et des marchands lors de l'esclavagisme, mais cette fois les conditions étaient différentes.

Dans l'esclavagisme, les artisans, marchands et commerçants existaient à côté de la société. Ils accompagnaient la formation de la Cité-État, de l'empire ; ils agissaient pour ainsi dire de l'extérieur.

La société féodale a par contre unifié l'ensemble de la population, même si avec des différenciations très prononcées.

Ce sont des serfs eux-mêmes qui devinrent artisans, commerçants, marchands. Ce sont eux qui fondèrent les villes en proposant leurs biens là où se trouvait le pouvoir aristocratique local et l'Église.

Autrement dit, les artisans, marchands et commerçants formaient uniquement une caste dans la société esclavagiste, alors qu'avec le féodalisme, ils s'établissent en classe.

Le *Manifeste du Parti Communiste* nous dit que :

« Les serfs du moyen-âge engendrèrent les bourgeois des premières communes ; de cette bourgeoisie des communes se développèrent les premiers germes de la bourgeoisie moderne.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique fournirent un sol nouveau à la bourgeoisie qui levait.

Le marché des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, les échanges commerciaux avec les colonies, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent au commerce, à la navigation, à l'industrie, un essor jusqu'alors inconnu, et, du même coup, hâtèrent la croissance de l'élément révolutionnaire présent au cœur de la société féodale qui s'écroulait. »

S'il y a ainsi dispersion dans le féodalisme, il existe cette fois une unité par en bas qui se produit lentement, mais sûrement, avec le développement du capitalisme. Celui-ci a besoin d'une main d'œuvre salariée et il contribue à dissoudre de l'intérieur les rapports féodaux.

Parallèlement, les États se centralisent dans le cadre de la concurrence entre les forces aristocrates. Cependant, la vraie histoire du moyen-âge est celle du développement du capitalisme, pas celle des rois et des empereurs. Pour cette raison, le féodalisme est un socle sur lequel se développent des éléments capitalistes qui vont par la suite se systématiser former un nouveau socle, d'une autre ampleur.

Le capitalisme est un processus unificateur. Tout comme la Cité-État unifiait sous son joug des regroupements d'êtres humains dispersés sinon, le capitalisme unifie des regroupements emprisonnés dans les divisions féodales issues de l'effondrement de l'esclavagisme.

On lit dans le *Manifeste du Parti Communiste* :

« La bourgeoisie a fait la ville maîtresse souveraine de la campagne.

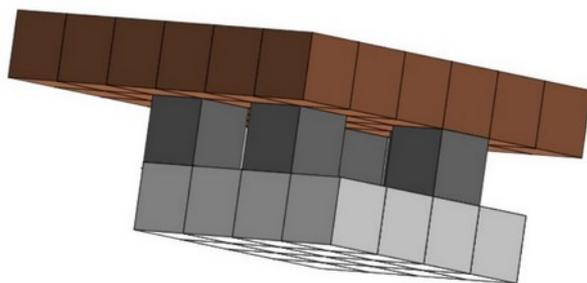
Elle a créé des villes énormes, elle a multiplié le peuple des villes infiniment plus que la population des campagnes, et elle a ainsi arraché une part importante de la population à la stupidité de la vie rurale.

De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, elle a mis les pays barbares ou à demi barbares dans la dépendance des pays civilisés, les peuples de paysans dans la dépendance des peuples de bourgeois, l'Orient dans la dépendance de l'Occident.

La bourgeoisie met fin de plus en plus à l'émiettement des moyens de production, de la propriété, de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production, concentré la propriété en un petit nombre de mains.

Le corollaire fatal, ce fut la centralisation politique. Des provinces indépendantes, à peine fédérées entre elles, ayant chacune leurs intérêts, leur législation, leur gouvernement, leurs douanes, furent serrées et pétrées en une seule nation, ayant gouvernement unique, législation unique, un seul intérêt collectif de classe, une frontière douanière commune. »

Les éléments capitalistes fleurissent ainsi sur le terreau féodal, pour établir une base supérieure, bien plus large.



Et cette base supérieure est universelle. Elle se veut absolue.

Le capitalisme dissout absolument tout, même ce qu'il a constitué, car il cherche toujours à s'élargir, à élargir le champ de ses opérations.

Bien avant le 24 heures sur 24 du capitalisme, le manifeste communiste le constatait déjà, ayant parfaitement compris de quoi il en retournait :

« L'existence même de la bourgeoisie implique une transformation incessante des instruments de production, donc des conditions de la production, donc de tout l'ensemble des conditions sociales.

Au contraire, l'immuable maintien de l'ancien mode de production était la condition essentielle d'existence pour toutes les classes industrielles du passé.

Ce qui fait la marque caractéristique de l'âge bourgeois, c'est le bouleversement incessant de la production, c'est l'ébranlement sans répit de toutes les conditions sociales, c'est l'insécurité et l'agitation perpétuelles. Rompus les liens sociaux, immuables jusque-là et figés dans leur rouille, avec leur cortège d'idées et de croyances antiques et respectables ; usés, sans même avoir eu le temps de s'ossifier solidement, les liens de formation récente.

Tout ce qui constituait l'esprit de caste et de stabilité s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et il faut qu'enfin les hommes envisagent d'un œil clair et désabusé l'existence humaine et les relations humaines.

Le besoin d'ouvrir à ses produits des débouchés toujours plus vastes incite la bourgeoisie à une course effrénée sur toute la surface du globe. Il faut qu'elle s'insinue partout, s'installe partout, accroche partout le réseau de ses échanges. »

Or, on sait que tout développement est inégal. Il était impossible que le capitalisme se répande partout de la même manière.

D'un côté, le capitalisme a effectivement provoqué la dissolution des modes de production passés, anéantissant les formes de vie relevant des chasseurs cueilleurs, ainsi que de l'esclavagisme ou du féodalisme. Encore est-il que cette dissolution n'a pas pu être totalement complète, là encore en raison du développement inégal.

De l'autre, l'existence au préalable du développement inégal a amené les pays où le capitalisme s'est développé à profiter de leur situation de développement supérieur. C'est le colonialisme, qui date de l'époque de la systématisation du capitalisme. Cette systématisation s'est heurtée de plein fouet à l'arriération des zones géographiques relevant du mode de production esclavagiste.

De vastes territoires, sans capitalisme, sans même le féodalisme bien souvent, apparaissaient comme autant de zones de développement et les conquêtes ont été d'autant plus faciles qu'il n'existait pas de cadre national. C'est l'émergence du capitalisme qui fait en effet émerger les nations ; il faut ici rappeler la définition classique de la nation faite par Staline :

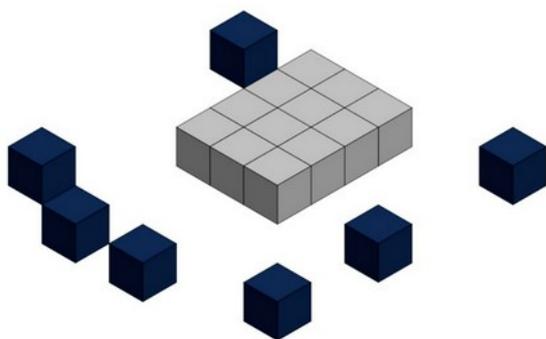
« Une nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture. »

Le paradoxe est que le développement du capitalisme a posé un cadre national, même embryonnaire, mais suffisant pour l'apparition d'une bourgeoisie nationale et donc la volonté d'indépendance. Cet épisode sanglant fut à la fois court et récent de ces épisodes sanglants.

On a ainsi le Congo belge de 1885 à 1960, et pour la France pareillement des périodes historiquement brèves, comme avec l'Algérie (1830-1962), le Maroc (1912-1956), la Mauritanie (1902-1960), la Côte d'Ivoire (1843-1960), le Tchad (1900-1960), le Gabon (1839-1960), le Cambodge (1863-1953), le Viêt Nam (1858-1954), le Laos (1893-1954), etc.

On a eu, pendant toute une période, un centre et une périphérie. Et cette question du centre et de la périphérie ne doit être ni sous-estimé, ni surestimé.

En fait, tendanciellement, les pays capitalistes développés exercent toujours une pression sur les autres pays qui relèvent du rapport de force. C'est pourquoi il y a eu le colonialisme malgré le libéralisme comme idéologie du capitalisme en développement.



Voilà pourquoi, malgré ses prétentions démocratiques ou républicaines, les pays capitalistes développés ont asservi les anciens pays colonisés sous la forme de semi-colonies, en s'appuyant sur des forces néo-féodales mises en place. Les métropoles impérialistes suivent leur propre rythme et façonnent le reste du monde selon leurs propres besoins.

C'est l'un des grands enseignements du maoïsme que d'avoir donné une définition scientifique à ce caractère semi-féodal semi-colonial des pays anciennement colonisés et d'ailleurs du tiers-monde en général. Dans ces pays, le capitalisme est bureaucratique, porté par une bourgeoisie *compradore* c'est-à-dire vendue aux pays capitalistes développés, intégrés aux rapports impérialistes.

Ces bourgeoisies *compradores* deviennent bureaucratiques en prenant le contrôle des rouages de l'État et en cherchant à réimpulser le capitalisme bureaucratique. Telle est la nature fondamentale de pays aussi différents dans leur développement que le Mali et la Corée du Sud, l'Argentine et la Jordanie.

Les pays capitalistes développés forment tendanciellement une métropole impérialiste. Ce n'est pas absolu, mais cela découle de manière naturelle des rapports impérialistes. Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit en 1916, Lénine constate cette tendance au parasitisme de la métropole impérialiste :

« [Lénine cite l'auteur britannique John Atkinson Hobson :]

« Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des États d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre.

Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie (il aurait fallu dire : à cette perspective) comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation.

Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de "placeurs de capitaux" (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde n'ait jamais connu, afin de les consommer en Europe.

Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. »

L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat.

La signification des "États-Unis d'Europe" dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée.

Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, "jouent" avec système et continuité, précisément dans ce sens.

L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide.

Mais ce qu'il ne faut pas oublier, ce sont les forces dressées contre l'impérialisme en général et l'opportunisme en particulier, forces que le social-libéral Hobson n'est évidemment pas en mesure de discerner. »

Il y a ainsi une tendance au parasitage mais également son opposé dialectique – la rupture.

C'est cela que souligne Lénine, et la Fraction Armée Rouge fait très exactement de même en 1972 en définissant le sujet du « sujet révolutionnaire ».

Et on se doute que la rupture nécessaire avec l'ordre impérialiste au sein des métropoles est bien plus difficile lorsque celles-ci ont instauré la « société de consommation » qu'auparavant.

« Le problème de l'opportunisme ne s'arrête pas à ce que [le philosophe et partisan de la « marche au sein des institutions » Oskar] Negt se soit démasqué.

La détermination du sujet révolutionnaire à partir de l'analyse du système ne se conclut pas dans la reconnaissance que les peuples du tiers-monde soient les avant-gardes et dans le transfert du concept de « l'aristocratie ouvrière » de Lénine aux masses de la métropole.

Au contraire : c'est de là que ça part.

La situation d'exploitation des masses dans les métropoles n'est plus couverte par le concept marxien du salarié, dont la plus-value est extorquée dans la production.

Le fait est que l'exploitation dans la sphère de la production a pris une forme sans précédent de pression physique, un degré sans précédent de fatigue mentale, et avec la poursuite de la fragmentation du travail, une monstrueuse augmentation de l'intensité du travail a eu lieu et continue de se développer.

C'est aussi un fait qu'avec l'introduction de la journée de 8 heures - condition sine qua non pour augmenter l'intensité du travail - le système s'est emparé de tout le temps libre des gens.

À leur exploitation physique sur le lieu de travail s'est ajoutée l'exploitation de leurs sentiments et pensées, de leurs souhaits et de leurs utopies - au despotisme des capitalistes sur le lieu de travail, le despotisme des capitalistes dans tous les domaines de la vie par la consommation de masse et les mass-médias.

Avec l'introduction de la journée de 8 heures, la journée de 24 heures de la domination du système sur le travailleur a commencé son cortège triomphal - avec la création d'un pouvoir d'achat de masse et de « pics de revenus », le système est entré dans le cortège triomphal des plans, des besoins, des alternatives, de la fantaisie, de la spontanéité, bref : de tout l'être humain !

Dans les métropoles, le système a réussi à entraîner les masses si profondément dans leur propre saleté qu'elles semblent avoir largement perdu le sentiment de leur situation d'exploités et d'opprimés, d'objet du système impérialiste.

Si bien que pour la voiture, quelques fringues, une police d'assurance-vie et un contrat de prêt et d'épargne logement, elles acceptent tous les crimes du système et peuvent difficilement imaginer ou souhaiter autre chose qu'une voiture, un voyage de vacances, une salle de bain carrelée.

Il en résulte cependant que le sujet révolutionnaire est celui qui s'affranchit de ces contraintes et refuse de participer aux crimes du système.



Que chaque personne qui trouve son identité politique dans la lutte de libération des peuples du tiers monde, chaque personne qui refuse, chaque personne qui ne participe plus, est un sujet révolutionnaire - un camarade.

Il s'ensuit que nous devons analyser la journée de 24 heures du système impérialiste.

Que nous devons prouver pour tous les domaines de la vie et du travail dans cette société comment l'aspiration de la plus-value s'y produit, comment cela se rapporte à l'exploitation dans l'entreprise, quel est exactement l'intérêt dans chaque cas.

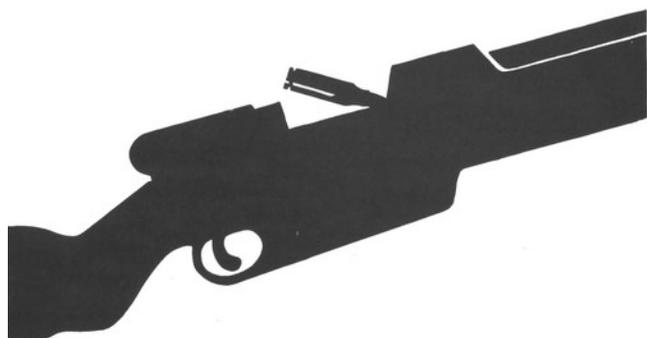
Avec le postulat : le sujet révolutionnaire de l'impérialisme dans la métropole, c'est l'être humain dont la journée est la journée de 24 heures sous le diktat du paternalisme du système - n'ajoutons pas quelque chose au cadre où doit être menée l'analyse de classe - nous ne prétendons pas que le postulat est déjà l'analyse.

Le fait est que ni Marx, ni Lénine, ni Rosa Luxembourg, ni Mao n'ont eu à faire avec le lecteur de Bild [un tabloïd particulièrement lu], le téléspectateur, le conducteur de voiture, l'étudiant conçu psychologiquement, la réforme universitaire, la publicité, la radio, la vente par correspondance, le contrat d'épargne logement, la « qualité de la vie » etc.

Le fait est que le système dans les métropoles se reproduit par son offensive progressive sur le psychisme des gens et précisément pas de manière ouvertement fasciste, mais via le marché.

Déclarer pour cela des pans entiers de la population morts pour la lutte anti-impérialiste simplement parce qu'ils ne pouvaient pas encore apparaître dans l'analyse marxienne du capitalisme est tout aussi délirant, sectaire qu'anti-marxiste.

Ce n'est que si nous réussissons à intégrer la journée de 24 heures au concept impérialiste / anti-impérialiste que nous pourrons formuler et présenter les problèmes réels du peuple de telle manière que nous soyons compris par le peuple, et pas seulement que nos actions soient comprises - comme celles de la RAF ont été comprises, mais aussi notre propagande, notre langage, nos paroles. Servir le peuple !



Si les peuples du tiers monde sont l'avant-garde de la révolution anti-impérialiste, c'est-à-dire l'espoir objectif, le grand espoir des gens des métropoles pour leur propre libération, alors c'est notre tâche que d'établir le lien entre la lutte de libération des peuples du tiers monde et le besoin de libération, quel que soit où il se manifeste dans la métropole : dans les écoles, dans les universités, dans les entreprises, les familles, les prisons, les grands bureaux, les hôpitaux, les administrations, les partis, les syndicats - partout.

Contre tout ce qui extérieurement nie, supprime, détruit ce lien : consommation, médias, cogestion, opportunisme, dogmatisme, domination, paternalisme, brutalisation, isolement.

« C'est nous qui sommes touchés ! »
Nous sommes le sujet révolutionnaire.

Qui que soit qui commence à se battre et à résister est l'un d'entre nous.

Les questions de savoir comment et où au mieux combattre le système, au mieux le confronter, où il est le plus faible - nous devons répondre à la question - non pas selon la devise : l'un après l'autre, mais dans la dialectique de la théorie et de la pratique. »

Les pays capitalistes développés ont un rapport impérialiste avec le tiers-monde. Le 24 heures sur 24 du capitalisme n'existerait pas sans l'exploitation ultra-moderne, ultra-poussée des travailleurs de ces pays, mais également pas sans les rapports impérialistes avec le tiers-monde.

C'est aussi parce qu'il peut partir en vacances au soleil dans un pays au niveau de vie extrêmement bas et s'imaginer oisif que le travailleur des métropoles impérialistes « accepte » le 24 heures sur 24 du capitalisme.

C'est là où on tombe sur la séquence historique actuelle.

La pandémie et le conflit militaire en Ukraine ont provoqué une forme d'homogénéisation des pays capitalistes développés. Ils font bloc. Ils ont compris que d'un côté la pandémie avait interféré avec l'accumulation capitaliste, de l'autre que la Chine est devenue une superpuissance voulant l'hégémonie.

Ils remarquent que les pays du tiers-monde ne sont plus ceux d'il y a trente ans, que les bourgeoisies bureaucratiques ne sont plus les anciennes bourgeoisies *compradores* obéissant au doigt et à l'œil à l'impérialisme. Des pays comme la Turquie, le Brésil, l'Arabie saoudite, le Qatar... sont toujours semi-féodaux semi-coloniaux, mais le développement des forces productives leur a permis une nouvelle marge de manœuvre.

Autrement dit, la révolution mondiale commencée en 1917 a cherché à unifier l'humanité. Elle a échoué. Mais son échec est anti-historique et le capitalisme qui s'est maintenu s'est retrouvé en roue libre. Il s'écroule par conséquent sous le poids des contradictions mondiales.

Et comme dans les pays occidentaux, tout a été aseptisé, c'est la perte de l'hégémonie mondiale du capitalisme occidental qui est devenu l'aspect principal. Le mode de vie occidental n'a plus les moyens d'être ce qu'il est, ni politiquement, ni économiquement, ni socialement, ni culturellement, ni psychologiquement, ni moralement.

La décadence occidentale se généralise, c'est la fin d'une époque. C'est la nature de la séquence historique actuelle. C'est conforme à la nécessaire unification de l'humanité – une unification tout à fait claire quand on voit les défis climatiques, les nécessités sur le plan de la santé mondiale, au-delà de la question de la socialisation des richesses et du mode de vie occidental à la fois consommateur – destructeur et laid autant que vide.

L'unification mondiale procède par le renversement de l'hégémonie occidentale. Bien entendu, la Chine compte remplacer la superpuissance américaine comme superpuissance dominante.

C'est toutefois impossible, elle n'en a pas les moyens, car il n'y a plus de place pour l'hégémonie et de toutes façons l'effondrement de l'occident va de pair avec une remise en cause de son mode de vie et donc de son mode de production.



Du moment que les masses mondiales sont mises en branle, elles vont exprimer le communisme, inéluctablement.

Et l'effondrement de l'occident est le pendant dialectique de ce mouvement historique. La chape de plomb impérialiste sur les masses mondiales, si elle disparaît, libérera une formidable énergie révolutionnaire – celle de la révolution mondiale.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre comment le Parti Communiste de Chine, dans ses *Propositions concernant la ligne générale du Mouvement Communiste International*, en 1963, souligne clairement la place du tiers-monde, là où vit la majorité de la population mondiale, qui a tout intérêt à mettre à bas l'hégémonie des pays capitalistes développés et leur impérialisme.

« C'est dans les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, que la domination impérialiste est le plus faible, et elles constituent aujourd'hui la principale zone des tempêtes de la révolution mondiale qui assène des coups directs à l'impérialisme.

Le mouvement révolutionnaire national et démocratique de ces régions et le mouvement révolutionnaire socialiste dans le monde sont les deux grands courants historiques de notre époque.

Les révolutions nationales et démocratiques de ces régions constituent une partie intégrante importante de la révolution mondiale prolétarienne de notre époque. La lutte révolutionnaire anti-impérialiste des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine frappe et mine sérieusement les bases de la domination de l'impérialisme, du colonialisme et du néocolonialisme, elle est une force puissante dans la défense de la paix mondiale de notre temps.

C'est pourquoi, dans un certain sens, l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépend en définitive de l'issue de la lutte révolutionnaire menée par les peuples de ces régions, qui constituent l'écrasante majorité de la population mondiale.



C'est pourquoi la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme n'est pas du tout une question à caractère régional, mais une question qui concerne l'ensemble de la cause de la révolution mondiale du prolétariat.

Certains nient même la grande portée internationale de la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme et,

sous prétexte de faire tomber les barrières de la nationalité, de la couleur de la peau et de la localisation géographique, ils essaient par tous les moyens d'effacer la ligne de démarcation entre nations opprimées et nations oppresseuses, entre pays opprimés et pays oppresseurs, d'étouffer la lutte révolutionnaire des peuples de ces régions ; cela revient en fait à pourvoir aux besoins des impérialistes et à créer une « théorie » nouvelle pour justifier la domination et la poursuite de la politique colonialiste et néocolonialiste des impérialistes dans ces régions.

Cette « théorie » ne vise pas réellement à faire tomber les barrières de la nationalité, de la couleur de la peau et de la localisation géographique, mais à maintenir la domination des « nations supérieures » sur les nations opprimées. Il est tout naturel que cette « théorie » trompeuse se heurte à l'opposition des peuples de ces régions.

La classe ouvrière de chaque pays socialiste et de chaque pays capitaliste doit mettre réellement en application les mots d'ordre de combat de « prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » et « prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous! »; elle doit étudier l'expérience révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, soutenir fermement leur action révolutionnaire, et considérer la cause de leur libération comme le soutien le plus sûr pour elle-même, comme son intérêt direct.

Seule cette façon d'agir permet réellement de faire tomber les barrières de la nationalité, de la couleur et de la localisation géographique, et est l'expression du véritable internationalisme prolétarien. Sans l'union avec les nations opprimées, sans la libération de celles-ci, la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique n'aura jamais sa libération.

Lénine a fort bien dit : « Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait, en fait, » qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en

Europe et en Amérique contre le capital et des centaines et des centaines de millions d'esclaves 'coloniaux' opprimés par ce capital. » (VI. Lénine : Le IIe Congrès de l'Internationale communiste)

Actuellement, dans les rangs du mouvement communiste international, certains vont jusqu'à mépriser la lutte libératrice des nations opprimées et à adopter une attitude passive et négative envers elle ; en fait, ils ne font que défendre les intérêts du capital monopoliste, trahir les intérêts du prolétariat et, ce faisant, ils dégénèrent et deviennent des social-démocrates.

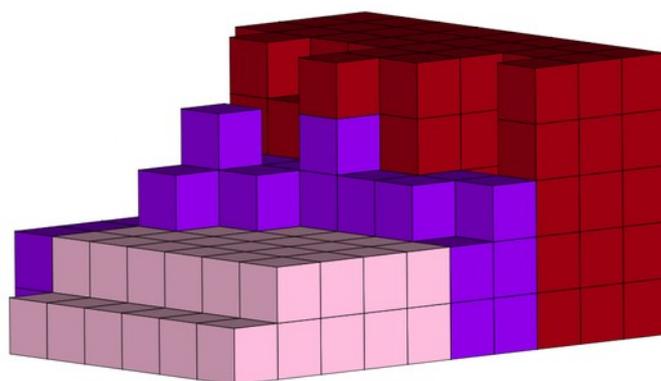
L'attitude envers la lutte révolutionnaire des peuples des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est un important critère qui permet de distinguer ceux qui veulent faire la révolution de ceux qui ne le veulent pas, ceux qui défendent véritablement la paix mondiale de ceux qui encouragent les forces d'agression et de guerre. »

C'est en ce sens qu'il y a la possibilité, en Belgique, en France, en Allemagne, en Espagne, en Italie, pour une révolution, pour ne mentionner que les pays occidentaux où il existe une certaine tradition révolutionnaire, sous une forme ou une autre.

Un effondrement de la domination impérialiste mondiale, un effondrement du mode de vie dans la métropole impérialiste... Voilà la situation historique permettant la révolution. Sans ça, il n'y a même rien.

Naturellement, il y a bien plus de chances, sur le papier, pour un repli nationaliste et réactionnaire. C'est ce qu'expriment le Brexit, Donald Trump, les Gilets jaunes. C'est l'espoir d'aller dans le passé et de vivre comme avant, lorsque l'occident ne vacillait pas.

La position révolutionnaire est au contraire de partir du fait que l'occident peut et doit vaciller, et même qu'il vacille déjà. C'est la nature de la séquence, où tous les moments historiques s'emboîtent les uns dans les autres, de manière inégale. Puisque la période historique exige l'unification mondiale, alors il faut que s'effondrent les métropoles impérialistes paralysant et parasitant le cours du monde. C'est ce qui est en train de se dérouler. ■



L'alliance sino-russe comme socle de la formation du bloc autour de la superpuissance chinoise, avec la question ukrainienne comme clef

La République populaire de Chine n'a jamais parlé de « guerre » en Ukraine. Depuis l'intervention russe du 24 février 2022, il a systématiquement été préféré le mot « crise ». C'est un choix sémantique qui ne doit rien au hasard. Tant la Chine que la Russie sont obnubilées par une chose : faire contre-poids à la superpuissance américaine sur la scène internationale.

Du point de vue chinois, il est évident que le récit d'une invasion russe en Ukraine, donc d'une guerre russe, sert le discours et le positionnement international des États-Unis. Hors de question d'y participer puisque la Chine entend s'inscrire comme leader du mouvement mondial de remise en cause générale de l'ordre occidental, c'est-à-dire l'hégémonie de la superpuissance américaine. C'est ce que la diplomatie chinoise nomme « multipolarité ».

Parler de « crise » entre la Russie et l'Ukraine correspond bien plus à cette perspective. Il faut bien comprendre ici une chose essentielle qui est que dans leur grande majorité, les masses mondiales qui ne vivent pas dans les pays opulents du capitalisme sont largement hermétiques aux politiques d'influences américaines, à ses discours et ses prétentions. Elles ne croient pas en l'occident, elles ne croient pas en les États-Unis. La propagande générale et ultra-sophistiquée de l'Otan contre la Russie qui est servie en France et en Belgique n'a pas cours dans de tels pays, qui représentent la majorité de la population mondiale.

Tout discours alternatif y a donc une légitimité de fait ; c'est précisément ce sur quoi mise la Chine en tant que superpuissance rivale et challenger de la superpuissance américaine, pour entraîner avec elle le tiers-monde dans la 3^e guerre mondiale. L'alliance entre la République populaire de Chine et la Fédération de Russie est alors une nécessité historique, incontournable, pour former la base d'un bloc dominé par la superpuissance chinoise dans le cadre de la grande bataille pour le repartage du monde. La perspective est ni plus ni moins que l'affrontement contre le bloc occidental dominé par la superpuissance américaine.

Le 9 janvier 2023, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avait une conversation téléphonique avec le ministre des Affaires étrangères Qin Gang, le premier félicitant le second de sa récente prise de fonction. Voici ce que déclarait Qin Gang à cette occasion :

« Les relations Chine-Russie sont construites sur la base du non-alignement, de la non-confrontation et de la non-prise pour cible de tierces parties.

Nous sommes prêts à travailler avec la partie russe pour mettre en œuvre l'important consensus atteint par les deux chefs d'État et faire progresser en permanence les relations Chine-Russie. Je suis prêt à maintenir des contacts étroits avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. »

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, de tels mots signifiaient pour les deux parties la volonté de ne pas s'opposer aux politiques étrangères respectives. Autrement dit, la Chine ne reconnaît pas le discours américain parlant d'agression russe à l'encontre de l'Ukraine. Pour la Chine, il n'y a pas de guerre russe contre l'Ukraine, mais une crise locale.

La réciproque est vraie pour la Fédération de Russie, qui ne doit pas critiquer la République populaire de Chine sur la question de l'île sécessionniste de Taïwan. Pour la Russie, il n'y a pas de guerre chinoise contre Taïwan, mais une crise interne.

On sait également à ce sujet que tant la Chine que la Russie dénoncent l'ingérence américaine, en accusant la superpuissance américaine de manipuler ces questions de l'Ukraine et de Taïwan.

En janvier 2023, cet appel téléphonique reflétait déjà parfaitement la tendance à la constitution de ce bloc sino-russe, à dominante chinoise. Depuis, les choses se sont accélérées et un cap a été passé. La première étape a été le 24 février 2023, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion russe en Ukraine, lorsque la Chine a présenté au monde entier une feuille de route en 12 points dans la perspective de mettre fin à la « crise » en Ukraine.

Le voici dans sa version française.

« POSITION DE LA CHINE SUR LE RÈGLEMENT POLITIQUE DE LA CRISE UKRAINIENNE

1. Respecter la souveraineté de tous les pays. Le droit international universellement reconnu, y compris les buts et principes de la Charte des Nations Unies, doit être strictement observé. La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être effectivement garanties.

Les pays, qu'ils soient grands ou petits, puissants ou faibles, riches ou pauvres, sont membres égaux de la communauté internationale. Les différentes parties doivent préserver ensemble les normes fondamentales régissant les relations internationales et défendre l'équité et la

justice internationales. Il faut promouvoir une application égale et uniforme du droit international et rejeter le deux poids deux mesures.

2. Renoncer à la mentalité de la guerre froide. Il ne faut pas rechercher la sécurité d'un pays au détriment de celle des autres, ni garantir la sécurité d'une région par le renforcement voire l'expansion des blocs militaires. Les intérêts et préoccupations sécuritaires légitimes des différents pays doivent être pris au sérieux et traités de manière appropriée. Il n'y a pas de solution simple aux problèmes complexes.

Toutes les parties doivent poursuivre la vision de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, garder à l'esprit la paix et la stabilité de long terme dans le monde, et promouvoir la construction d'une architecture de sécurité européenne équilibrée, effective et durable. Il faut s'opposer à ce qu'un pays recherche sa propre sécurité au prix de celle d'autrui, prévenir la confrontation des blocs, et œuvrer ensemble à la paix et à la stabilité sur le continent eurasiatique.

3. Cesser les hostilités. Les conflits et guerres ne font de bien à personne. Les parties doivent toutes garder la raison et la retenue, s'abstenir de mettre de l'huile sur le feu et d'aggraver les tensions, et prévenir une nouvelle détérioration ou même un dérapage de la crise ukrainienne.

Il faut soutenir la Russie et l'Ukraine de sorte qu'elles travaillent dans la même direction pour reprendre au plus tôt un dialogue direct, promouvoir progressivement la désescalade de la situation et parvenir finalement à un cessez-le-feu complet.

4. Lancer les pourparlers de paix. Le dialogue et les négociations sont la seule solution viable à la crise ukrainienne. Tout effort en faveur du règlement pacifique de la crise doit être encouragé et soutenu.

La communauté internationale doit poursuivre la bonne direction qui est de promouvoir les pourparlers de paix, aider les parties au conflit à ouvrir rapidement la porte qui mène au règlement politique de la crise, et créer des conditions et plateformes pour la reprise des négociations. La Chine continuera de jouer un rôle constructif dans ce sens.

5. Régler la crise humanitaire. Toute mesure en faveur de l'apaisement de la crise humanitaire doit être encouragée et soutenue. Les opérations humanitaires doivent se conformer aux principes de neutralité et d'impartialité et les questions humanitaires ne doivent pas être politisées. Il faut protéger effectivement la sécurité des civils et mettre en place des corridors humanitaires pour évacuer des civils des zones de conflit.

Il convient d'accroître les aides humanitaires aux zones concernées, d'améliorer les conditions humanitaires, et de fournir un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave, en vue de prévenir une crise humanitaire de plus grande ampleur. Il faut soutenir l'ONU dans ses efforts pour jouer un rôle coordinateur dans l'acheminement des aides humanitaires dans les zones de conflit.

6. Protéger les civils et les prisonniers de guerre. Les parties au conflit doivent observer scrupuleusement le droit humanitaire international, éviter d'attaquer les civils et les installations civiles, protéger les femmes, les enfants et les autres victimes du conflit et respecter les droits fondamentaux des prisonniers de guerre.

La Chine soutient l'échange de prisonniers de guerre entre la Russie et l'Ukraine et appelle les différentes parties à créer plus de conditions favorables à cette fin.

7.Préserver la sécurité des centrales nucléaires. La Chine s'oppose aux attaques armées contre les centrales nucléaires et les autres installations nucléaires pacifiques, et appelle les différentes parties à observer le droit international, y compris la Convention sur la sûreté nucléaire, et à prévenir résolument les accidents nucléaires d'origine humaine.

La Chine soutient l'Agence internationale de l'énergie atomique dans ses efforts pour jouer un rôle constructif dans la promotion de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires pacifiques.

8.Réduire les risques stratégiques. Les armes nucléaires ne doivent pas être utilisées et la guerre nucléaire ne doit pas être menée. Il faut s'opposer à la menace ou l'emploi d'armes nucléaires. Il est impératif de prévenir la prolifération nucléaire et d'éviter les crises nucléaires.

La Chine s'oppose à la recherche et développement et à l'utilisation des armes chimiques et biologiques par quelque pays que ce soit dans quelques circonstances que ce soient.

9.Faciliter l'exportation des céréales. Toutes les parties doivent appliquer de manière équilibrée, intégrale et effective l'Initiative céréalière de la mer Noire signée par la Russie, la Türkiye [la Turquie], l'Ukraine et l'ONU, et soutenir l'ONU dans ses efforts pour jouer un rôle important à cet égard. L'initiative de coopération sur la sécurité alimentaire mondiale lancée par la Chine offre une solution viable à la crise alimentaire mondiale.

10.Mettre fin aux sanctions unilatérales. Les sanctions unilatérales et la pression maximale n'aident pas à régler les problèmes et ne font que créer de nouveaux problèmes. La Chine s'oppose à toute sanction unilatérale non autorisée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Les pays concernés doivent cesser de recourir de manière abusive aux sanctions unilatérales et aux juridictions extraterritoriales contre les autres pays, jouer un rôle en faveur de la désescalade de la crise ukrainienne et créer des conditions favorables au développement économique et à l'amélioration du bien-être de la population des pays en développement.

11.Assurer la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement. Toutes les parties doivent préserver effectivement le système économique mondial existant, et s'opposer à ce que l'économie mondiale soit politisée ou utilisée comme un outil ou une arme. Il faut œuvrer ensemble à atténuer les effets de débordement de la crise pour qu'elle ne perturbe la coopération internationale en matière d'énergie, de finance, de commerce alimentaire et de transport ni ne compromette la reprise économique mondiale.

12.Promouvoir la reconstruction post-conflit. La communauté internationale doit prendre des mesures pour soutenir la reconstruction post-conflit dans les zones de conflit. La Chine est prête à accorder son assistance et à jouer un rôle constructif à cet égard. »

La portée de ce document est simple à comprendre. Il s'agit pour la Chine de dire exactement l'inverse des États-Unis pour exister sur la scène internationale. Ce document, qui a immédiatement eu un retentissement international, constitue par lui-même un affront à l'hégémonie américaine.

Toutefois, au sens strict, ce n'est pas un document historique car n'ayant pas une réelle portée pratique. Ce n'était qu'une première étape, pour entrer dans la danse. Le moment clef, qui est historique, tient en la séquence immédiatement suivante, à savoir la visite d'État en Russie du président chinois Xi Jinping, du lundi 20 au mercredi 22 mars 2023.

Cette visite a scellé l'alliance sino-russe dans le contexte mondial actuel, comme base de la constitution du bloc autour de la superpuissance chinoise ; cela a été assumé à la face du monde, de manière officielle.

Voici le communiqué du ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine évoquant la Déclaration conjointe historique entre les deux pays, avec en toile de fond la question ukrainienne comme première clef de la bataille pour le repartage du monde.

« Dans l'après-midi du 21 mars, heure locale, le Président Xi Jinping et le Président russe Vladimir Poutine ont signé et publié, au Kremlin, à Moscou, la Déclaration conjointe entre la République populaire de Chine et la Fédération de Russie sur l'approfondissement du partenariat de coordination stratégique global à l'ère nouvelle.

Sur la question ukrainienne, les deux parties estiment que les buts et principes de la Charte des Nations Unies doivent être observés et le droit international, respecté.

La Russie salue la position objective et impartiale de la Chine sur la question ukrainienne.

Les deux parties s'opposent à la recherche, par quelque pays ou groupe de pays que ce soit, des avantages militaires, politiques et autres au détriment des intérêts sécuritaires légitimes d'autres pays.

La Russie réaffirme son engagement à relancer rapidement des pourparlers de paix.

La Chine y exprime son appréciation. La Russie salue la volonté de la Chine de jouer un rôle actif pour régler la crise ukrainienne par des moyens politiques et diplomatiques, ainsi que les propositions constructives présentées dans le document Position de la Chine sur le règlement politique de la crise ukrainienne.

Les deux parties indiquent que pour régler la crise ukrainienne, il faut respecter les préoccupations sécuritaires légitimes de tous les pays, éviter la confrontation des blocs et se garder de mettre de l'huile sur le feu.

Elles soulignent qu'un dialogue responsable est le meilleur moyen pour régler solidement la question, et que la communauté internationale doit soutenir les efforts constructifs dans ce sens.

Les deux parties appellent à cesser tout acte susceptible d'engendrer la tension et de prolonger les conflits, de sorte à prévenir la dégradation voire le dérapage de la crise.

Elles s'opposent à toute sanction unilatérale non autorisée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. »

Le ministère chinois des Affaires étrangères prend un soin particulier à présenter la rencontre dans les détails. Voici une partie du résumé officiel de la première entrevue des deux présidents, qui appuie fortement sur la bonne entente sino-russe dans le contexte mondial. [C'est nous qui soulignons].

« Le Président Xi Jinping a exprimé son grand plaisir d'effectuer une nouvelle visite d'État en Russie sur l'invitation du Président Vladimir Poutine.

En se rappelant qu'il a choisi la Russie comme la destination de son premier déplacement à l'étranger en tant que Président chinois il y a dix ans, il a souligné que depuis, il entretenait des liens étroits avec le Président Vladimir Poutine.

Il a exprimé ses sincères remerciements à son homologue russe d'avoir envoyé aussi tôt que possible des messages de félicitations que ce soit pour sa réélection en tant que Secrétaire général du Comité central issu du XXe Congrès du PCC ou sa réélection récente en tant que Président de la Chine.

En évoquant l'élection présidentielle qui se tiendra l'année prochaine en Russie, **il s'est félicité des progrès significatifs réalisés dans le développement et le renouveau de la Russie sous la ferme conduite du Président Vladimir Poutine** et s'est dit convaincu que le peuple russe continuerait de lui accorder un soutien inébranlable.

Le Président Xi Jinping a souligné que **les relations sino-russes avaient suivi une logique historique profonde pour devenir telles qu'elles étaient aujourd'hui**.

La Chine et la Russie sont l'une pour l'autre **le plus grand voisin et partenaire de coordination stratégique global**, a-t-il souligné, et **leurs relations bilatérales occupent une place prioritaire dans le plan général de la diplomatie et la politique extérieure de l'une comme de l'autre**.

Il a indiqué que la Chine poursuivait depuis toujours la politique extérieure d'indépendance. **Consolider et développer les relations sino-russes sont un choix stratégique fait par la Chine compte tenu de ses intérêts fondamentaux et de la tendance générale du développement dans le monde**, a-t-il poursuivi, et la Chine maintiendra fermement le cap de renforcer la coordination stratégique avec la Russie.

Affirmant que **la Chine et la Russie, l'une comme l'autre, œuvrent à réaliser le développement et le renouveau du pays, soutiennent l'avènement d'un monde multipolaire** et favorisent la démocratisation des relations internationales, il a appelé les deux parties à approfondir davantage la coopération pragmatique dans différents domaines et à **renforcer la coordination et la collaboration à l'ONU** et sur d'autres plateformes multilatérales, en vue de contribuer à leur développement et à leur renouveau respectifs et de **jouer un rôle pilier pour la paix et la stabilité dans le monde**. »

Vladimir Poutine a dit peu ou prou la même chose, ne tarissant pas d'éloges à l'égard de son homologue, utilisant également l'expression d'« avènement d'un monde multipolaire ». Et il a été question dès cette première rencontre de l'Ukraine.

« Le Président Xi Jinping a souligné que sur cette question, les voix pour la paix et la raison se multipliaient et que la majorité des pays soutenaient l'apaisement des tensions, se prononçaient pour la réconciliation et les pourparlers de paix et s'opposaient à ce qu'on mette de l'huile sur le feu. »

Les États-Unis sont directement visés, avec un appel du pied au reste du monde. C'est là que prend tout son sens le plan de « paix » chinois du 24 février 2023. Celui-ci est le support, pour ne pas dire le prétexte, à l'officialisation historique de la formation du bloc autour de la superpuissance chinoise, avec la relation sino-russe comme socle.

« En évoquant le récent document de position publié spécialement par la Chine pour appeler au règlement politique de la crise ukrainienne et à l'opposition à la mentalité de la guerre froide et aux sanctions unilatérales, il [Le Président Xi Jinping] a affirmé que plus les difficultés étaient nombreuses, plus il fallait donner de l'espace à la paix, et que plus les contradictions étaient aiguës, plus il fallait poursuivre les efforts en faveur du dialogue.

La Chine souhaite continuer de jouer un rôle constructif pour promouvoir le règlement politique de la crise ukrainienne, a-t-il déclaré. »

L'Ukraine, nation martyre, prise en otage par l'Otan pour le compte de la superpuissance américaine, l'est maintenant tout autant par la Chine dans son jeu de superpuissance *challenger*. Le 7 mars 2023, le ministre chinois des Affaires étrangères Qin Gan est allé jusqu'à parler de « main invisible », américaine, utilisait la crise en Ukraine pour « servir un certain agenda géopolitique », dénonçant « le conflit, les sanctions et les pressions [qui] ne résoudront pas le problème ».

La question ukrainienne est bien sûr qu'un aspect, car la relation sino-russe est multidimensionnelle. Il a été rappelé lors de cette visite d'État historique la « bonne dynamique de développement » de cette relation. Le Président chinois Xi Jinping a déclaré, rappelant notamment le rôle d'énergéticien de la Russie pour la Chine :

« La Chine est restée pendant 13 ans consécutifs le premier partenaire commercial de la Russie, la coopération énergétique sino-russe n'a cessé de s'approfondir, les projets stratégiques structurants ont progressé solidement, et les échanges humains et culturels et entre les collectivités locales se sont intensifiés davantage. »

L'ambition est de renforcer cela, avec pratiquement une vassalisation de la Russie économiquement, culturellement et diplomatiquement. De « grands projets d'interconnexion » sont en cours et tout un tas de collaborations (culturelles, scientifiques, informationnelles, sociales, sportives, etc.) doivent être renforcées. La Russie doit d'ailleurs être au cœur de la stratégie chinoise de développement régional, avec principalement l'Accord de coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Union économique eurasiatique.

Mais ce qui compte toutefois est la position de la Chine comme superpuissance contestant l'hégémonie américaine.

C'est l'aspect principal, d'où découle tout le reste, toute la situation internationale dans le cadre de la 3^e guerre mondiale.

Voilà pourquoi Vladimir Poutine a affirmé que la Russie soutenait fermement la Chine dans ses efforts pour « préserver ses intérêts légitimes sur les questions liées à Taïwan, à Hong Kong, au Xinjiang et autres ». Il a félicité la Chine d'avoir fait aboutir, à Pékin, à « des résultats historiques » le dialogue entre l'Arabie saoudite et l'Iran, estimant que cela illustre pleinement la place importante et l'influence positive de la Chine en tant que grand pays dans le monde.

Le Président russe a rappelé l'importance mondiale de la Chine et affirmé avec vigueur l'alignement de la Fédération de Russie sur la superpuissance chinoise.

« La partie russe salue la position objective et impartiale que la Chine poursuit depuis toujours dans les affaires internationales, soutient l'Initiative pour la sécurité mondiale, l'Initiative pour le développement mondial et l'Initiative pour la civilisation mondiale lancées par la Chine et entend intensifier encore davantage sa coordination avec la partie chinoise sur la scène internationale. »

La Chine a insisté sur l'importance de la relation sino-russe sur le plan international, comme base d'un bloc faisant contre-poids au bloc occidental dominé par la superpuissance américaine. [C'est nous qui soulignons].

« Les deux parties ont affirmé que **la Chine et la Russie, en tant que membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies**, continueraient de travailler avec la communauté internationale pour **préserver fermement les normes fondamentales régissant les relations internationales** basées sur les buts et principes de la **Charte des Nations Unies**, qu'elles œuvreraient à renforcer la coopération dans les enceintes multilatérales telles que l'Organisation de Coopération de Shanghai, les BRICS et le G20, **à porter le véritable multilatéralisme** et à promouvoir la reprise économique post-COVID-19, et qu'elles veilleraient à accroître des forces constructives pour **bâtir un monde multipolaire** et améliorer le système de la gouvernance mondiale, à apporter une plus grande contribution à la préservation de la sécurité alimentaire et énergétique mondiale et de la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement dans le monde, et à construire ensemble la communauté d'avenir partagé pour l'humanité. »

C'est un positionnement très sophistiqué, minutieux, extrêmement élaboré. Cela rivalise largement avec les arguments politico-culturels américains développés depuis le 20^e siècle. Vue de France et de Belgique où la propagande atlantiste est déversée de manière furieuse dans les esprits fainéants, le positionnement de la superpuissance chinoise en tant que rivale de la superpuissance américaine est considéré avec beaucoup de dédain et de mépris, quand il n'est pas tout simplement ignoré.

C'est une grave erreur, car cela définit en réalité directement la situation mondiale pour les 5 à 30 prochaines années. C'est l'Histoire qui se joue. La superpuissance chinoise entend ni plus ni moins que pulvériser l'hégémonie américaine et ses prétentions à représenter la liberté et la démocratie.

Le monde a littéralement changé et la superpuissance chinoise est maintenant lancée corps et âme dans cette bataille, faisant de la 3^e guerre mondiale l'actualité.

Dans un document intitulé « L'état de la démocratie aux États-Unis : 2022 », paru le 20 mars 2023 dans plusieurs langues, dont le français, le gouvernement chinois fait en ce sens une critique très violente, et surtout très pointue de la démocratie américaine. C'est une critique évidemment destinée aux dirigeants des pays à la marge du capitalisme, à qui il est lancé l'appel à se jeter dans la grande bataille pour le repartage du monde avec la Chine, aux dépens de la superpuissance américaine.

Ce qu'il faut souligner dans ce document est la façon dont il est critiqué l'ingérence américaine dans le monde et en particulier sur la question de l'Ukraine. Le discours russe à l'encontre de l'Otan est non-seulement entendu, mais appuyé. La question ukrainienne devient ainsi la clef pour le lancement officiel du bloc chinois dans la bataille pour le repartage du monde. Voici ce passage extrêmement important, désignant ouvertement la responsabilité américaine.

« 2. La démocratie est instrumentalisée pour inciter à la confrontation et au conflit.

La démocratie est une valeur commune de l'humanité. Elle ne doit pas être utilisée comme un outil pour faire avancer les stratégies géopolitiques et entraver le développement et les progrès de l'humanité. Mais depuis de longues années, les États-Unis, dans le but de préserver leur hégémonie, ont monopolisé la notion de la « démocratie », incité à la division et à la confrontation sous le couvert de la démocratie, et saboté le système international centré sur l'ONU et l'ordre international fondé sur le droit international.

Depuis son éclatement au début de 2022, la crise ukrainienne a porté un coup dur à l'économie et au bien-être social en Ukraine. Un rapport publié par la Banque mondiale en octobre 2022 a prévu une dépense d'au moins 349 milliards de dollars américains pour la reconstruction d'après-guerre de ce pays, soit 1,5 fois son PIB de 2021. Les États-Unis, en voyant dans la crise ukrainienne une source de profits, n'ont pris aucune mesure en faveur de la cessation des hostilités. Bien au contraire, ils n'ont cessé de mettre de l'huile sur le feu pour faire fortune à travers leurs industries de l'armement et de l'énergie.

Ils ont aussi prôné le récit « démocratie contre autoritarisme » pour justifier la livraison d'armes à l'Ukraine. Selon un rapport publié en juillet 2022 par le Center for Strategic Prognosis (CSP) de la Serbie, aux yeux des États-Unis, la Russie a commis un crime en attaquant en 1999 Grozny, capitale de la Tchétchénie, mais quand ils ont fait la même chose à Falloujah, ville d'une taille pareille en Iraq, ils prétendaient lutter pour sa libération. La prétendue démocratie aux États-Unis est depuis longtemps prise en otage par les groupes d'intérêts et les capitaux. Ce qu'elle a apporté au monde n'est rien d'autre que les instabilités et le chaos. »

Ce qui compte pour la Chine est également de faire le parallèle entre la question de l'Ukraine et la question de Taïwan ; la région indo-pacifique sera inévitablement le prochain lieu de déchaînements de la 3^e guerre mondiale et il s'agit pour la Chine de préparer le terrain diplomatiquement, pour renforcer le bloc anti-américain.

Voici la suite de l'article, non moins importante.

« En août 2022, la Présidente d'alors de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi, au mépris de la ferme opposition et des représentations solennelles de la Chine, s'est rendue dans la région de Taiwan de la Chine.

C'est une provocation politique grave visant à rehausser les échanges officiels entre les États-Unis et Taiwan, qui a aggravé les tensions dans le détroit de Taiwan. Nancy Pelosi s'est défendue en disant que sa « visite à Taiwan honore l'engagement indéfectible des États-Unis à soutenir la démocratie de Taiwan ».

Or, son déplacement à Taiwan, par sa nature, n'est nullement une question de démocratie, mais une question touchant à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Chine. Ce qu'elle a fait n'a rien à voir avec la défense et la préservation de la démocratie.

C'est en réalité une provocation et une violation à l'égard de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine.

La justification de Nancy Pelosi a même été désapprouvée par des politiciens américains, dont la représentante républicaine Marjorie Taylor Greene, qui lui a montré du doigt en disant : « Les Américains en ont assez d'une femme obsédée par le pouvoir qu'elle détient depuis des décennies, alors que notre pays tout entier s'écroule. Assez de ce faux "courage" pour défendre la démocratie. »

La communauté internationale voit de plus en plus clair ce que fait la partie américaine. D'après le Vice-Président du Conseil de Sécurité de la Russie Dmitri Medvedev, les États-Unis, qui se prennent comme « prêtre suprême », ont semé le chaos partout dans le monde sous le couvert d'une « vraie démocratie », et imposé grossièrement leur volonté en utilisant de l'argent, des alliés et des armes de la plus haute qualité.

Selon un article publié sur Ahram Online de l'Égypte, le « libéralisme » et la « démocratie » sont devenus une idéologie militarisée que les États-Unis utilisent pour déstabiliser d'autres pays, s'ingérer dans leurs affaires et délégitimer leur gouvernement. Ces ingérences ont souvent des impacts très négatifs et n'ont rien à voir avec la démocratie et la liberté que les États-Unis prétendent promouvoir.

Anis Matta, Président du Indonesian People's Wave Party, affirme que les États-Unis excellent à faire d'autres pays un champ de bataille et qu'ils sont le cerveau derrière la polarisation politique en Indonésie.

Selon lui, l'apparition des voix anti-chinoises en Indonésie figure dans l'agenda politique des États-Unis, et la société musulmane doit y rester vigilante. »

C'est extrêmement bien ficelé et cela rencontre forcément un écho international, puisque l'hégémonie de la superpuissance américaine se lézarde parallèlement à la crise générale, laissant autant d'espaces pour une contestation, d'abord interne, ensuite externe en se liant au bloc concurrent.

Voici encore la suite, à propos des sanctions. Le texte vise ouvertement à soulever le tiers-monde, à le faire s'engager dans la bataille pour le repartage du monde.

« 3. Les sanctions unilatérales se sont intensifiées.

Depuis de longues années, les États-Unis, sur la base de leur droit interne et de leurs propres valeurs, ont imposé des sanctions unilatérales et des juridictions extraterritoriales à d'autres pays sous le couvert des droits de l'homme et de la démocratie.

Ces dernières décennies, ils l'ont fait à l'encontre de Cuba, du Bélarus, de la Syrie, du Zimbabwe et d'autres pays, et ont exercé la pression maximale sur des pays comme la RPDC, l'Iran et le Venezuela, et suspendu unilatéralement leurs aides militaires de 130 millions de dollars américains à l'Égypte sous prétexte de manque d'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Ces actes ont porté gravement atteinte au développement économique et à l'amélioration du bien-être social de ces pays.

Ils ont menacé le droit à la vie, défié le droit à l'autodétermination et compromis le droit au développement, et constituent une violation durable, systématique et massive des droits de l'homme des autres pays.

Ces dernières années, les États-Unis ont multiplié les sanctions unilatérales et étendu les juridictions extraterritoriales. Dans le but de préserver leur hégémonie, ils ont bafoué le droit international et les normes fondamentales régissant les relations internationales et compromis sans scrupule les intérêts des autres pays, notamment les droits et intérêts légitimes et légaux des pays en développement.

En mars 2022, l'agence Anadolu de la Türkiye a publié un article, révélant les profondes souffrances que les États-Unis avaient infligées à la population iraquienne par leur invasion lancée sur la base des mensonges sous la bannière de la « démocratie ».

En premier lieu, les conditions de vie locales ont été détériorées par les sanctions abusives. Les sanctions économiques sévères imposées par États-Unis à l'Iraq entre 1990 et 2003 ont eu de graves impacts sur l'économie locale et le niveau de vie de la population.

Selon les statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le niveau de faim reste élevé en Iraq en raison des sanctions et de l'embargo des États-Unis, et rien que sur la période 1990-1995, 500 000 enfants irakiens sont morts de la faim ou des conditions de vie intenable.

En second lieu, des années de guerre et de conflit ont causé un grand nombre de morts et de blessés parmi les civils.

Selon les données du Ministère iraquien de la Santé, environ 120 000 civils irakiens ont perdu la vie dans la guerre entre 2003 où les États-Unis ont déclenché l'opération militaire et 2011 où ils ont quitté le pays.

En troisième lieu, l'imposition arbitraire d'un modèle politique inadapté aux conditions locales a eu de lourdes conséquences. Faisant fi des réalités locales, les États-Unis ont imposé à l'Iraq la démocratie à l'américaine, ce qui a aggravé les confrontations politiques entre les différentes fractions.

Les sanctions unilatérales des États-Unis illustrent pleinement leur arrogance et leur mépris des principes humanitaires. Le 11 février 2022, le Président Joe Biden a signé un décret

prévoyant de réserver la moitié des 7 milliards de dollars américains de réserves de la Banque centrale afghane déposés aux États-Unis à l'indemnisation des familles des victimes des attentats du 11 septembre et de transférer l'autre moitié sur un compte de la Fed de New York.

Cet acte hégémonique de piller ouvertement la richesse du peuple afghan est condamné par l'ensemble de la communauté internationale. Selon des reportages publiés sur le site web SINDOnews en mars 2022, une foule de personnes d'origine afghane ont manifesté devant l'Ambassade des États-Unis en Indonésie pour protester contre l'appropriation des avoirs du gouvernement afghan par l'administration américaine.

Les protestataires indignés déclarent que les actifs de l'ancien gouvernement afghan appartiennent au peuple afghan et doivent être utilisés pour aider les Afghans face à la crise économique. »

La République populaire de Chine est prête à assumer la 3^e guerre mondiale, qui dans les faits a déjà commencé. Le 31 mars 2023, le Président chinois Xi Jinping abordait le sujet de la préparation à la guerre dans quatre discours distincts lors de la réunion annuelle du parlement chinois et de son organe consultatif politique le plus élevé. Il exhortait ses généraux à « ne pas avoir peur de la bataille » tout en annonçant une augmentation de 7,2 % du budget de la défense.

Le même jour, la Russie tenait une réunion de son Conseil de sécurité nationale pour « adapter ses documents de planification stratégique, notamment (celui sur) la conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie ». L'occident et les États-Unis y sont ouvertement désignés comme des « menaces existentielles ». Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, considère que :

« la politique de l'Occident visant à affaiblir la Russie par tous les moyens est caractérisée comme une guerre hybride d'un nouveau genre ».

Immédiatement propulsé dans la 3^e guerre mondiale lors de son invasion de l'Ukraine, la Russie sait maintenant qu'il n'y aura pas de retour en arrière. Alors la situation est assumée : c'est la guerre contre la superpuissance américaine et le bloc qu'elle forme.

« La Russie entend accorder une attention prioritaire à l'élimination des vestiges de la domination des États-Unis et d'autres États hostiles dans les affaires mondiales. »

Naturellement, le choix de l'intégration au bloc formé par la superpuissance chinoise est assumé en parallèle.

« L'approfondissement global des liens et de la coordination avec les centres mondiaux de pouvoir et de développement souverains amis situés sur le continent eurasiatique revêt une importance particulière. »

Il va de soi que du côté occidental, il s'agit de freiner autant que possible un tel basculement.

C'est le sens du voyage du président français Emmanuel Macron en République populaire de Chine du 5 au 7 avril 2023. Le bilan de cette opération est très facile à voir, tellement c'est clair comme de l'eau de roche.

La France ne pèse plus grand-chose sur la scène internationale, elle est incapable de tenir son rang ni changer quoi que ce soit à la situation mondiale. La Chine par contre est tellement lancée dans son développement de superpuissance qu'elle fait et dit littéralement ce qu'elle veut. Elle a le vent en poupe, elle mène la danse sur la scène internationale en assumant son face-à-face avec la superpuissance américaine.

Emmanuel Macron a dû même pour son voyage en Chine emmener avec lui Ursula van der Leyen de la Commission européenne. C'était surtout la preuve de sa vassalisation à la superpuissance américaine, tant l'Union européenne n'est plus qu'une succursale politique de l'Otan, donc des États-Unis.

Le Président chinois Xi Jinping a donc directement évoqué les États-Unis, puisque là est toute la question. Voici ce qu'on lit dans un des compte-rendus officiels rapportant ses propos, en faisant pratiquement la leçon à Emmanuel Macron et Ursula van der Leyen.

« Le peuple chinois est fier de la bonne voie de développement qu'il a trouvée et qui est adaptée aux conditions nationales de la Chine, a-t-il [Xi Jinping] affirmé, avant de souligner la nécessité pour les deux parties de rechercher le terrain d'entente par-delà les divergences et de faire preuve d'inclusion et d'admiration l'une envers l'autre pour s'inspirer et se renforcer mutuellement.

Faire du tapage sur le soi-disant « démocratie contre autoritarisme » et inciter à la « nouvelle guerre froide » ne peuvent qu'engendrer la division et la confrontation dans le monde, a-t-il souligné.

Selon lui, il faut préserver un environnement de coopération marqué par l'ouverture et la confiance mutuelle.

Il a appelé la Chine et l'UE à maintenir l'ouverture dans les deux sens, à offrir un climat d'affaires équitable et non discriminatoire à leurs entreprises, et à s'abstenir de politiser les questions économiques et commerciales ou de les utiliser comme un prétexte sécuritaire. »

La clef ici est bien entendu la guerre en Ukraine. La France, à travers l'Union européenne et l'Otan, s'est entièrement et unilatéralement aligné sur la superpuissance américaine, sur ses discours, sur ses sanctions, sur ses prétentions et sur ses actes de guerre contre la Russie.

La Chine au contraire est toujours restée en dehors du jeu américain, pour finalement officialiser son alliance historique avec la Russie, comme socle de la constitution du bloc mondial anti-américain.

Cela n'a pas empêché Emmanuel Macron de s'imaginer pouvoir changer quelque-chose, au moins ralentir le cours de l'histoire en prétendant venir pour « obtenir » quelque-chose de la Chine sur la question de l'Ukraine. Il s'est lamentablement fracassé contre le grand mur de la réalité historique.

La Chine n'a pas changé d'un iota sa position sur l'Ukraine. Surtout, elle a fait en sorte que la France fasse ici directement son jeu en donnant du crédit à son positionnement visant à être à la tête de la remise en cause mondiale de l'hégémonie américaine.

« Les trois dirigeants ont échangé leurs vues sur la crise ukrainienne. La Présidente von der Leyen et le Président Macron ont présenté les points de vue de la partie européenne.

Affirmant que la Chine n'est pas à l'origine de la crise ukrainienne, ils ont salué les efforts déployés par la partie chinoise en faveur du règlement politique de la crise ukrainienne, exprimé leur souhait de voir la Chine y jouer un rôle encore plus important et affirmé la volonté de coopérer avec elle afin de trouver des moyens pour favoriser les pourparlers de paix.

Le Président Xi Jinping a souligné que la Chine déterminait toujours sa position selon la réalité des faits et en toute indépendance et que la position de la Chine sur la question ukrainienne se résumait à une seule phrase : favoriser les pourparlers de paix.

La partie chinoise exhorte les différentes parties à faire preuve de sang-froid et de raison pour créer ensemble des conditions aux pourparlers de paix, a-t-il affirmé. Il a indiqué que l'urgent était de promouvoir le cessez-le-feu et de s'opposer à tout acte visant à mettre de l'huile sur le feu et à rendre la question encore plus complexe.

Considérant que la crise ukrainienne n'est pas une question entre la Chine et l'Europe, il a exprimé la volonté de la Chine de continuer de jouer un rôle actif pour favoriser les pourparlers de paix, de soutenir l'UE dans ses efforts pour avancer des pistes et propositions pour le règlement politique de la crise ukrainienne tout en tenant compte de ses intérêts fondamentaux et de long terme et promouvoir la construction d'une architecture de sécurité européenne qui soit équilibrée, effective et durable. »

Le président chinois en a même profité pour avancer sur la question décisive de Taïwan.

« Sur la question de Taïwan, Xi Jinping a souligné que la question de Taïwan était au cœur des intérêts fondamentaux de la Chine. Le gouvernement et le peuple chinois n'accepteront jamais quiconque fasse des histoires sur la question d'une seule Chine.

Quiconque s'attend à ce que la Chine fasse des compromis et recule sur la question de Taïwan se fait des illusions et se retournera contre soi-même. »

La Chine est prête à assumer un emballement de la 3e guerre mondiale pour le repartage du monde, voilà tout. Et tant l'Union européenne que la France n'y peuvent rien, au point qu'elles ont dû donner des garanties à la Chine sur la question de Taïwan en rappelant leur position historique sur la Chine unique (donc pas de reconnaissance de Taïwan) que les États-Unis remettent de plus en plus ouvertement en cause.

Ursula von der Leyen a dû affirmer officiellement :

« l'UE n'a pas l'intention de modifier sa politique d'une seule Chine, elle reconnaît le gouvernement de la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime représentant l'ensemble de la Chine et elle espère que la paix et la stabilité seront maintenues dans la région du détroit de Taïwan. »

Quant à la France, elle a dû accepter de faire figurer dès le début de la Déclaration conjointe entre la République française et la République populaire de Chine, au point 6 (sur 51 points) :

« 6.La France réaffirme son attachement à la politique d'une seule Chine. »

Et dès le lendemain de la visite euro-française, la Chine s'est immédiatement remise à l'ouvrage sur la question de Taïwan avec un exercice militaire d'une ampleur inédite, avec des tirs à balles réelles !

Il s'agissait ni plus ni moins, les 8-9-10 avril 2023, que d'un exercice d'encerclement militaire total de l'île avec des destroyers, des vedettes rapides lance-missiles, des avions de chasse, des ravitailleurs et des brouilleurs.

Le porte-parole de l'armée chinoise a expliqué tout simplement, dans une adresse provocatrice à peine voilée à la superpuissance américaine :

« [ces manœuvres] servent de sérieux avertissements contre la collusion entre les forces séparatistes recherchant "l'indépendance de Taïwan" et les forces extérieures, ainsi que leurs activités provocatrices ».

Il ne reste plus qu'à attendre que la Chine entre en scène. C'est ce que laisse entendre un poème publié début avril 2023 par Vladislav Sourkov, qui est l'une des personnalités les plus proches du président russe Vladimir Poutine, depuis vingt ans, étant même de 2013 à 2020 son « conseiller personnel ». Certains parlent d'éminence grise.

Dans ce petit poème, Vladislav Sourkov parle de soldats morts, mais surtout du Printemps, qu'il semble placer « au-delà des sept steppes de Batu Khan ». Batu Khan est le petit-fils de Gengis Khan, et le premier Khan de la Horde d'or.

C'est lui qui a conquis la Rus' au 13^e siècle, déjà en déconfiture. Si Kiev resta « la mère des villes russes », c'est désormais Vladimir-Souzdal puis Moscou qui devint la principale base des Slaves de l'Est.

On aura compris qu'il s'agit de faire passer comme message que la puissance venant de l'Est de la Russie a joué un rôle historique fondamental dans l'histoire russe – et que cela va recommencer.

Les contours de la troisième guerre mondiale sont posés, et dialectiquement celle-ci a déjà commencé. Rien n'a de signification hors de cette réalité fondamentale. ■

Le tiers-monde, poids entraînant le capitalisme dans sa chute à travers l'inflation systématisée, preuve de la crise générale au niveau mondial

La particularité de *Crise*, c'est de considérer que la période 1989-2020 a été celle d'une importante croissance du capitalisme au niveau mondial. La crise générale de 2020 est l'aboutissement de cette croissance, qui a profité de l'effondrement du bloc social-impérialiste soviétique et de l'intégration totale de la Chine capitaliste dans le marché mondial.

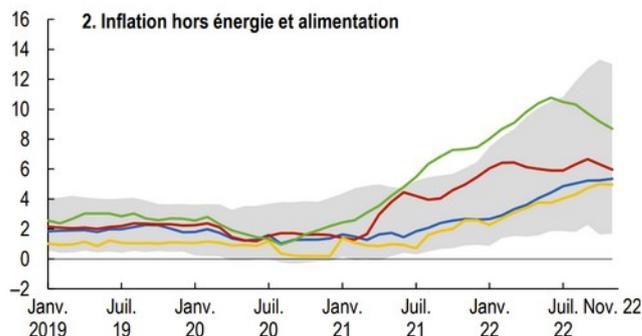
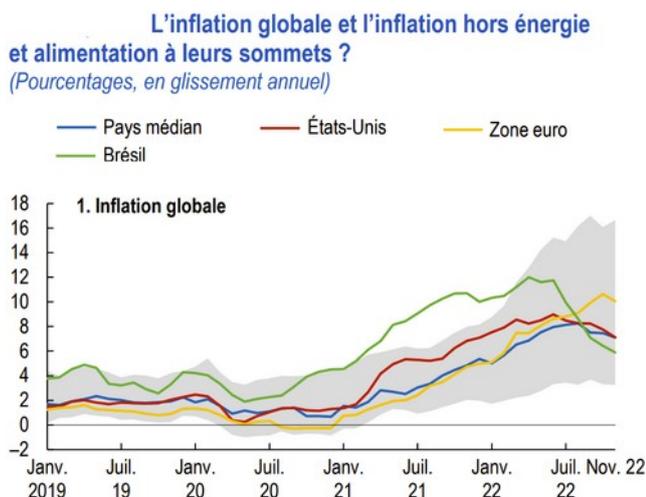
Néanmoins, il y a un paradoxe qui est évident et c'était l'un des grands mystères de l'émergence de la crise générale.

Avec la pandémie, les États capitalistes ont déversé des sommes colossales pour renflouer les entreprises et stabiliser le niveau de consommation. Le capitalisme vit depuis à crédit, mais cela semble fonctionner. Pourquoi alors parler de crise générale s'il n'y a pas de paupérisation absolue des masses ?

Et c'est alors que l'inflation entre en scène. C'est elle le grand vecteur de la paupérisation des masses. Impossible de prétendre le contraire : l'argent dont disposent les travailleurs pour vivre a perdu de la valeur, il continue d'en perdre. Pour la bourgeoisie, il en va tout autre, de par l'importance des sommes dont elle dispose, et par la possession des moyens de production.

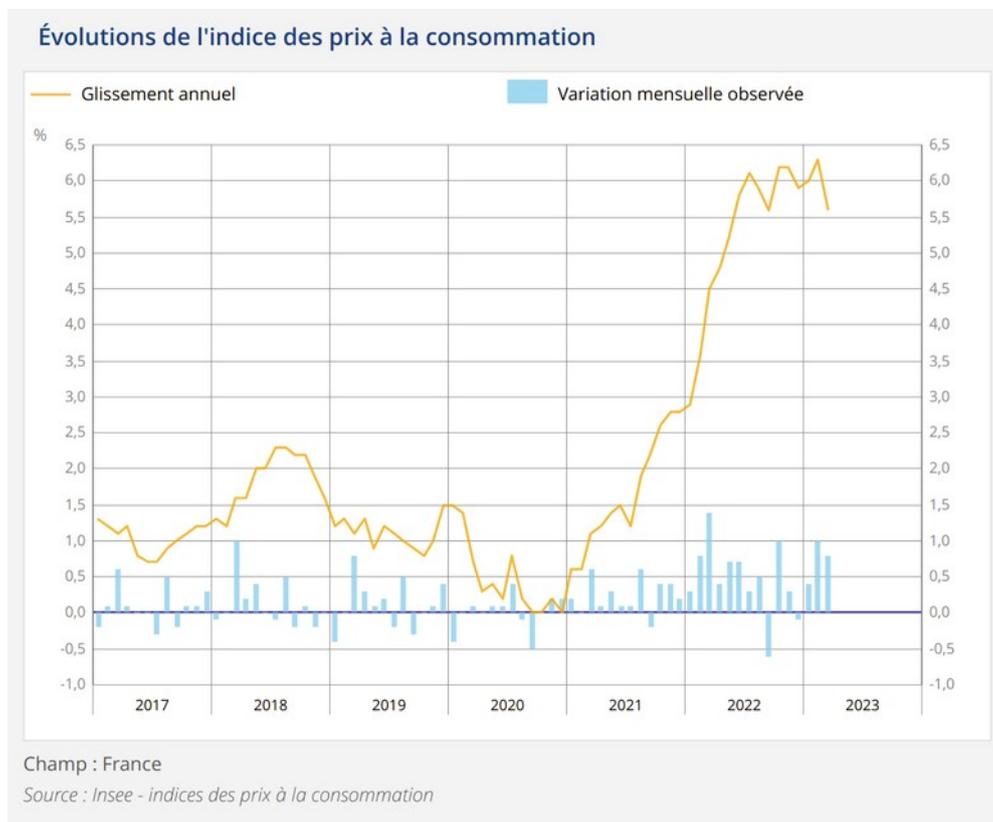
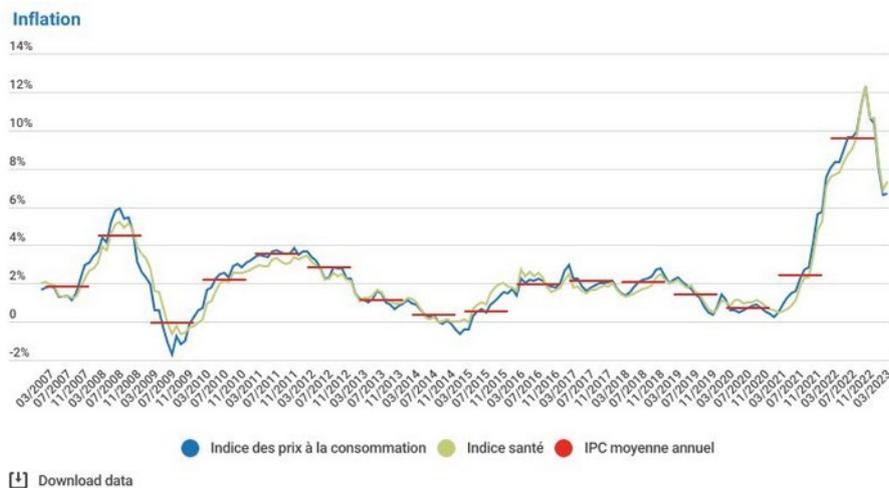
La situation de l'inflation

Regardons quelles sont les données pour l'inflation dans le monde. L'irruption de la pandémie se présente très clairement comme la boîte de Pandore ouvrant la voie à l'inflation.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique montre l'évolution de l'inflation globale et de l'inflation hors énergie et alimentation dans 18 pays avancés et 17 pays émergents et pays en développement.

Voici les chiffres plus spécifiquement pour la Belgique, puis la France. On lit les choses très clairement.



Les capitalistes sont très optimistes, ils pensent que l'inflation connaît un reflux. Grosso modo, elle passera à 4 % en 2023, à 2 % en 2024. En réalité, ils n'en savent trop rien et ils disent cela à la fois parce qu'ils l'espèrent, et parce qu'ils ne peuvent pas concevoir les choses autrement.

Pour eux, l'inflation est conjoncturelle, elle dépend de sur-réactions de la part d'acteurs sur le marché. Elle n'est pas structurelle ou, si jamais elle l'est, il serait possible de transformer la situation par des politiques ajustés, au moyen des États. On peut et on doit faire cependant une hypothèse différente.

Elle consiste en l'idée suivante : le capitalisme a réussi à se réorganiser dans les centres, mais il a oublié une chose fondamentale, à savoir que sa marge de manœuvre n'était pas du tout aussi grande dans le tiers-monde. Or, nous ne sommes plus dans les années 1960 où le tiers-monde suivait mécaniquement, à ses dépens, l'évolution des pays capitalistes.

Le tiers-monde est toujours composé de pays semi-féodaux semi-coloniaux, mais leurs forces productives se sont considérablement développées dans bien des cas. Leur capitalisme bureaucratique est bien plus inséré qu'auparavant dans le capitalisme mondial. C'est là qu'il faut trouver le cœur du problème aboutissant à l'inflation mondiale.

Les capitalistes catastrophés par l'effondrement de la « vitesse limite »

Si Crise est née comme revue, c'est du constat que la machinerie capitaliste était enrayée : l'accumulation ne suivait plus son cours normal et les cycles capitalistes ne pouvaient plus s'ajouter les uns aux autres. Le capitalisme exige un élargissement permanent et cela ne fonctionne plus.

Par conséquent, c'est une crise générale. Des années de croissance perdues, pour le capitalisme, c'est irrattrapable, car le capitalisme ce n'est pas qu'accumuler, mais accumuler à partir d'accumuler. Tout cycle perdu provoque une pression gigantesque sur le cycle suivant.

Voici comment la Banque Mondiale, dans son analyse du 27 mars 2023, présente les choses.

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, une impulsion politique ambitieuse est indispensable pour stimuler la productivité et l'offre de travail, accroître les investissements et les échanges, et exploiter le potentiel du secteur des services (...).

Entre 2022 et 2030, la croissance moyenne potentielle du PIB mondial devrait reculer d'environ un tiers par rapport au taux qui prévalait au cours de la première décennie de ce siècle, et tomber à 2,2 % par an.

Pour les économies en développement, la baisse sera tout aussi marquée : de 6 % par an entre 2000 et 2010 à 4 % par an pendant le reste de la décennie actuelle. En outre, les baisses seraient beaucoup plus prononcées en cas de crise financière mondiale ou de récession.

« L'économie mondiale est peut-être en train de perdre une décennie, souligne Indermit Gill, économiste en chef de la Banque mondiale et premier vice-président pour l'Économie du développement.

Le déclin actuel de la croissance potentielle a de graves implications sur la capacité du monde à relever les défis toujours plus nombreux de notre temps : la pauvreté persistante, le creusement des écarts de revenus et le changement climatique.

Mais ce phénomène n'est pas irréversible. La vitesse limite de l'économie mondiale peut être relevée grâce à des politiques qui encouragent le travail, augmentent la productivité et accélèrent l'investissement. »

La Banque Mondiale propose donc des « solutions » pour rattraper l'accumulation perdue. Quelles sont-elles ?

Les recettes proposées pour relever la « vitesse limite »

La Banque Mondiale propose cinq leviers pour permettre l'accumulation capitaliste. On reconnaît les moyens traditionnels : restructuration du marché du travail, élargissement du marché du 24 heures sur 24 du capitalisme, centralisation de la puissance capitaliste, homogénéisation du marché capitaliste général.

Voyons ce qui est dit, car c'est le programme des capitalistes dans la mesure où ils peuvent « penser » la crise.

Harmoniser les cadres monétaires, budgétaires et financiers :

des cadres macroéconomiques et financiers solides peuvent atténuer les fluctuations des cycles économiques. Les décideurs politiques devraient donner la priorité à la maîtrise de l'inflation, à la stabilité du secteur financier, à la réduction de la dette et au rétablissement de la prudence budgétaire.

En effet, de telles mesures peuvent aider les pays à attirer les investissements en inspirant la confiance dans les institutions et les politiques nationales.

Intensifier les investissements :

dans des domaines comme les transports et l'énergie, l'industrie et l'agriculture ainsi que la gestion des sols et des ressources en eau, des investissements judicieux et cohérents avec les principaux objectifs climatiques pourraient accroître la croissance potentielle de 0,3 point de pourcentage par an et renforcer à l'avenir la résilience aux catastrophes naturelles.

Réduire les coûts des échanges commerciaux :

les coûts du commerce, principalement associés au transport, à la logistique et aux réglementations, doublent actuellement le prix des biens échangés au niveau international. Les pays dont les frais d'expédition et de logistique sont les plus élevés pourraient réduire leurs coûts commerciaux de moitié en adoptant les méthodes de facilitation des échanges et d'autres pratiques des pays qui affichent les coûts les plus bas.

En outre, les coûts du commerce peuvent être réduits sans nuire au climat, en rééquilibrant des droits de douane qui, dans de nombreux pays, favorisent les marchandises à forte intensité de carbone et en éliminant les restrictions d'accès aux biens et services respectueux de l'environnement.

Miser sur les services :

le secteur des services pourrait devenir le nouveau moteur de la croissance économique. Les exportations de services professionnels numériques liés aux technologies de l'information et de la communication ont grimpé à plus de 50 % du total des exportations de services en 2021, contre 40 % en 2019.

Cette évolution pourrait générer d'importants gains de productivité si elle se traduit par une meilleure qualité des services.

Accroître la participation au marché du travail :

environ la moitié du ralentissement attendu de la croissance du PIB potentiel jusqu'en 2030 sera imputable à l'évolution démographique, notamment à la diminution de la population en âge de travailler et à la contraction de la main-d'œuvre à mesure que les sociétés vieillissent.

Assurer une augmentation des taux de participation au marché du travail à la hauteur des meilleurs résultats des dix dernières années pourrait accroître les taux de croissance potentielle mondiaux de 0,2 point de pourcentage par an d'ici 2030.

En outre, dans certaines régions comme l'Asie du Sud et le Moyen-Orient et Afrique du Nord, la hausse du taux d'activité des femmes pour atteindre la moyenne de l'ensemble des marchés émergents et des économies en développement pourrait accélérer la croissance potentielle du PIB de 1,2 point de pourcentage par an entre 2022 et 2030.

Tout cela est indéniablement important. Ces éléments sont essentiels pour qui veut comprendre la lutte des classes en cours. Néanmoins, rien de plus traditionnel dans tout cela. Ce positionnement relève d'un mécanisme naturel du capitalisme. Et pourquoi tout cela sous-tend-il l'inflation ?

Pour voir cela, il faut se tourner vers le document de 564 pages que la Banque Mondiale propose à la mi-mars 2023 : *Falling Long- Falling Long-Term Growth Prospects Edited by Trends, Expectations, and Policies*, soit *Chute longue - Chute à long terme Perspectives de croissance Édité par Tendances, attentes et politiques*.

Comment la Banque Mondiale voit-elle les choses ?

L'ouvrage de la Banque Mondiale s'ouvre sur le même constat qui a fait que *Crise* est apparue en tant que revue.

On est à la fin d'une époque, il y a eu une césure. Le document est en anglais, ici à chaque fois c'est traduit par nos soins.

Partout dans le monde, un ralentissement structurel de la croissance est en cours : aux tendances actuelles, le taux de croissance potentiel - le taux maximal auquel une économie peut croître sans s'enflammer l'inflation - devrait tomber à son plus bas niveau en trois décennies pendant le reste des années 2020.

Presque toutes les forces qui alimentaient la croissance et la prospérité depuis le début des années 1990 se sont affaiblies, pas uniquement à cause d'une série de chocs sur l'économie mondiale au cours des trois dernières années.

Le taux de croissance de l'investissement et de la productivité totale des facteurs diminuent. La main-d'œuvre mondiale vieillit et se développe plus lentement.

La croissance du commerce international est beaucoup plus faible aujourd'hui que c'était au début des années 2000.

Le ralentissement pourrait être encore plus prononcé si les crises financières éclatent dans les grandes économies et se propagent à d'autres pays car ces types d'épisodes conduisent souvent à dommages durables à la croissance potentielle.

Comme on le voit bien, la première phrase parle directement de l'inflation. Il en est parlé de manière assez obscure d'ailleurs, puisqu'il est dit que :

Le taux maximal auquel une économie peut croître sans s'enflammer l'inflation - devrait tomber à son plus bas niveau en trois décennies pendant le reste des années 2020.

Ce concept de « vitesse limite » masque l'exigence capitaliste de « rattraper » l'accumulation perdue, sans quoi tout est terriblement déséquilibré dans le processus général.

Et il semble paradoxal : le taux maximal est bas, donc c'est mauvais. Et c'est paradoxal. Ce que dit la Banque Mondiale, c'est que lors d'une forte croissance, si cela va trop vite, cela produit de l'inflation.

Là, comme on est dans la situation inverse, on devrait par conséquent n'avoir quasiment pas de risques d'inflation. Sauf qu'en réalité, il y a deux types d'inflation. Il y a l'inflation d'une machine capitaliste qui marche trop bien, et celle d'une machine capitaliste qui marche trop mal.

Si l'on préfère : lorsque toutes les productions s'activent, elles ont besoin de matières premières et de travailleurs à qui on paie un salaire. S'il y a trop de concurrence tellement il y a d'entreprises capitalistes à l'œuvre, les prix des matières premières et des salaires grimpent, car les vendeurs ont le choix.

Par matières premières, on notera qu'on peut parler de produits intermédiaires rentrant dans la production d'autres bien. L'autre inflation, c'est par contre celle où chaque capitaliste cherche à profiter du moindre rapport de force afin de grignoter des profits autant que possible, en raison d'une situation pénible. Comme tout le monde le fait, tout grimpe, et l'inflation se généralise.

Comme le document de la Banque Mondiale ne voit pas de perspectives de croissance concrètes – ni avec la démographie, ni avec les services, ni avec la technologie, etc. - c'est là que cette question de l'inflation en mode sauve-qui-peut intervient.

La Banque Mondiale utilise pour en parler le concept de « vitesse limite » de l'économie.

Croissance potentielle : une vitesse limite de l'économie

La Banque Mondiale va droit au but. Elle considère qu'il y a eu un problème majeur.

« L'économie mondiale s'est dirigée vers la pandémie de COVID-19 et l'invasion russe de l'Ukraine après une décennie de ralentissement de la croissance. La récession mondiale induite par la pandémie de 2020 a encore aggravé ce ralentissement et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a déjà laissé des cicatrices supplémentaires. »

Suivant la vision du monde capitaliste, la Banque Mondiale ne peut pas considérer ces choses autrement que comme temporaire, comme une « récession ».

Pour elle, le capitalisme redémarre forcément, il ne peut pas en être autrement. Aussi, après avoir fait un bilan très détaillé des possibilités de croissance dans les différentes parties du monde, la Banque Mondiale affirme que dans le domaine de l'investissement, une « grande poussée » est à l'ordre du jour. Et c'est là que ça se corse.

En effet, sur quoi s'est fondé la croissance capitaliste depuis 1989 ? Sur le fait que l'effondrement du bloc social-impérialiste soviétique a permis l'intégration directe de toute une série de pays semi-coloniaux dans le marché capitaliste « occidental ».

La Chine, qui est passé dans le capitalisme en 1976, s'est associé au processus et a même pris le premier rang à ce niveau. La croissance des forces productives du pays du tiers-monde a donc été très important.

Le problème est que cette croissance implique des investissements, qui ne sont désormais plus là. Le passage cité est ici excessivement long, mais il est nécessaire.

Premièrement, par rapport aux années suite à la crise financière mondiale, la reprise des investissements suite au COVID-19 progresse plus lentement.

La lenteur de la reprise reflète en partie l'impact généralisé de la pandémie sur l'investissement : l'investissement s'est contracté dans près des trois quarts des économies en développement et au marché émergent pendant la pandémie.

Les effets de la pandémie et de la guerre en l'Ukraine [les impérialistes occidentaux préfèrent désormais utiliser un article en anglais devant le mot Ukraine, afin de nier le sens étymologique du mot signifiant territoire frontalier, bordure] devrait prolonger le ralentissement prolongé et généralisé de l'investissement croissance des économies en développement et au marché émergent au cours des années 2010.

Le ralentissement s'est produit dans toutes les régions, en économies exportatrices et importatrices de matières premières, et dans les secteurs privé et public croissance des investissements.

Deuxièmement, l'analyse empirique du chapitre [consacré à la nécessité d'une grande poussée des investissements] montre que la croissance des investissements dans les économies en développement et au marché émergent au cours des deux dernières décennies est positivement associée à la croissance de la production et, dans une moindre mesure, la croissance réelle du crédit et les ratios flux de capitaux/PIB.

Améliorations des termes de l'échange (pour économies en développement et au marché émergent exportateurs d'énergie) et poussées de réforme du climat d'investissement sont associées à renforcer la croissance réelle de l'investissement.

En revanche, dans les économies avancées, le corrélat le plus important de la croissance de l'investissement est la croissance de la production ; d'autres facteurs co-varient moins fortement avec la croissance de l'investissement que dans les économies en développement et au marché émergent.

Troisièmement, la croissance des investissements dans les économies en développement et au marché émergent en 2022 est restée d'environ 5 % inférieur à la

moyenne 2000-21, et [même seulement] de près de 0,5 % dans les économies en développement et au marché émergent hors Chine.

Pour toutes les économies en développement et au marché émergent, la croissance prévue de l'investissement jusqu'en 2024 sera insuffisante ramener l'investissement au niveau suggéré par la tendance à l'investissement pré-pandémique (2010-19).

Cette faiblesse de l'investissement freine la croissance de la production et la productivité à long terme, est associée à la faible croissance du commerce mondial, et rend plus exigeants la rencontre des objectifs de développement et de [protection du] climat.

Quatrièmement, une amélioration soutenue de la croissance de l'investissement dans les économies en développement et au marché émergent nécessite l'utilisation de des outils politiques et un soutien financier international, avec des prescriptions appropriées dépend des circonstances du pays.

La politique macroéconomique peut soutenir l'investissement dans économies en développement et au marché émergent de diverses manières, notamment en préservant la stabilité macroéconomique.

Même avec un espace budgétaire limité, les dépenses d'investissement public peuvent être stimulées par réaffecter les dépenses, libérer des ressources en s'éloignant des subventions ayant des effets de distorsion, améliorer l'efficacité de l'investissement public, renforcer la collecte des recettes et faire participer le secteur privé au cofinancement des infrastructures et d'autres projets d'investissement.

Les politiques structurelles jouent également un rôle clé dans la création de conditions propices à l'attraction investissement.

Les réformes institutionnelles pourraient remédier à une série d'obstacles et les inefficacités, telles que les coûts élevés de démarrage d'une entreprise, des droits de propriété faibles, une main-d'œuvre inefficace et des politiques de marché de produits, une gouvernance d'entreprise faible, une réglementation commerciale coûteuse et secteurs financiers superficiels.

Établir des règles d'investissement appropriées et prévisibles, y compris pour les partenariats public-privé (PPP), est également important.

Cinquièmement, une étude de la littérature depuis 1990 trouve des preuves mitigées sur la relation entre les investissements directs étrangers et la croissance de la production, mais une relation généralement positive entre les investissements directs étrangers et l'investissement domestique.

Cela dit, plusieurs caractéristiques du pays, les spécificités de la période et les caractéristiques de les investissements directs étrangers ont influencé la relation entre les investissements directs étrangers, la croissance de la production et investissement.

Les investissements entièrement nouveaux dans les secteurs en amont et à forte intensité d'exportation, non primaires, tend à être plus propice à la croissance et à l'investissement.

Les investissements directs étrangers ont également eu tendance à accroître davantage la croissance et l'investissement dans les pays dotés de meilleures institutions, de main-d'œuvre plus qualifiés, d'un plus grand développement financier et d'une ouverture commerciale.

On peut simplement résumer. Les pays du tiers-monde ont été le support de la croissance depuis 30 ans. Mais ce ne sont pas des colonies, ce sont des pays semi-coloniaux. Il ne suffit pas d'y investir, il faut que leur capitalisme bureaucratique tourne. Or, il ne tourne pas. Par conséquent, le support aux investissements capitalistes de type impérialiste n'est pas assez disponible. Partant de là, tout est coincé.

La situation du tiers-monde

Le même document de la Banque mondiale nous explique que :

L'étude montre que la pandémie de COVID-19 a infligé le plus grand revers à l'action menée depuis 1990 pour faire reculer la pauvreté dans le monde et que la guerre en Ukraine menace d'aggraver la situation.

Le nouveau Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée [de la toute fin d'année 2022] dresse un premier état de lieux de la pauvreté dans le monde après la série de chocs inédite qui a ébranlé l'économie mondiale ces dernières années. Il en ressort que la pandémie a fait basculer près de 70 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020, soit la plus forte augmentation en un an depuis 1990 et le début du suivi des chiffres de la pauvreté dans le monde. Cela signifie que 719 millions de personnes vivaient avec moins de 2,15 dollars par jour à la fin de 2020 (...).

L'extrême pauvreté a reculé de manière spectaculaire à travers le monde entre 1990 et 2019, dernière année pour laquelle des données officielles sont disponibles.

Mais les progrès ont ralenti après 2014 et les dirigeants sont aujourd'hui confrontés à de plus grandes difficultés. L'extrême pauvreté est concentrée dans les régions du monde où elle sera la plus difficile à éliminer — en Afrique subsaharienne, dans les régions touchées par des conflits et dans les zones rurales.

L'Afrique subsaharienne abrite aujourd'hui 60 % des individus en situation d'extrême pauvreté dans le monde, soit 389 millions de personnes. Elle possède le taux de pauvreté le plus élevé du monde, à environ 35 %.

Pour parvenir à mettre fin à la pauvreté à l'horizon 2030, tous les pays de la région devront maintenir un taux de croissance du PIB par habitant de 9 % par an pendant le reste de la décennie. Le défi est immense, sachant que leur PIB par habitant a augmenté de 1,2 % en moyenne au cours de la décennie précédant la pandémie.

Et le Fonds Monétaire International nous dit en janvier 2023 la chose suivante :

« Il est estimé qu'environ 15 % des pays à faible revenu sont en situation de surendettement, que 45 % présentent un risque élevé de surendettement et qu'environ 25 % des pays émergents présentent aussi un risque élevé.

La combinaison de niveaux d'endettement élevés dus à la pandémie, d'un fléchissement de la croissance et de la hausse des coûts d'emprunt exacerbe la vulnérabilité de ces pays, en particulier ceux qui ont des besoins considérables de financement en dollar à court terme. »

Voyons. Le tiers-monde n'a pas d'investissements suffisants pour produire plus, et lui-même n'a pas les moyens de se lancer tout seul. D'ailleurs, beaucoup de pays sont au bord du désastre.

Et la vitesse-limite de l'économie mondiale est en berne. La machine ne tourne plus assez bien. Il faut donc réalimenter tout ça. Mais où trouver le capital ?

Eh bien, là où il est : comme capital déjà constitué. C'est le sens de l'inflation. En dépréciant le capital accumulé en général, on lui extrait en réalité du capital – parce que les moyens de production appartiennent à la bourgeoisie.

On se doute bien en effet que dans une inflation de ce type, ce n'est pas l'argent qui a moins de valeur, au sens où le travail qu'il représente représenterait, subitement, moins de travail. L'inflation vise en fait à arracher du capital au capital existant – l'inflation est un impôt sur le capital, si on veut.

Si 40 centimes valent bien une banane sur le plan de la valeur (en comptant le profit), le fait de payer 60 centimes exprime qu'il y a un surprofit. On « prend un peu plus au passage ». Les monopoles, en montant l'inflation, s'approprie du capital. Elles taxent les consommateurs, car elles le peuvent.

Naturellement, à ce jeu-là, ils sont perdants aussi, car l'inflation monte pour tout le monde, pas seulement pour les travailleurs. C'est un jeu à somme nulle, à terme. Cependant, le processus fait périlcliter des entreprises, surtout non monopolistes, dans le processus. Cela permet ainsi de se renforcer du côté monopoliste. Qui plus est, le processus permet de repousser les échéances.

À l'arrière-plan ici, il y a l'espérance d'assécher les crédits en les dévaluant. Là encore, c'est un contournement du problème de fond. Mais là n'est pas la question. Ce qui compte dans tout ça, c'est que ça implique principalement que les travailleurs des métropoles impérialistes vont voir leur niveau de vie baisser. Les travailleurs des pays occidentaux sont les derniers à qui on peut faire les poches. Là est la réelle nouveauté – et la preuve de la seconde crise générale du capitalisme. ■



Le 39e congrès du PCF : la réactivation du révisionnisme (le « capitalisme monopoliste d'État »)

Le 39^e congrès du Parti « Communiste » Français s'est tenu du 7 au 10 avril 2023 à Marseille, au palais du Pharo. Il représente un formidable succès pour son dirigeant Fabien Roussel, à la tête du PCF depuis 2018. D'une part, il est conclu sur une réélection à 80,4 % en clôture du congrès. D'autre part, sa motion « L'ambition communiste pour de nouveaux "jours heureux" », avait été votée dès janvier à 82 % (29 000 adhérents sur 42 000 participant au vote).

C'est une claque pour les opposants, alors qu'au conseil national de décembre 2022, la ligne de Fabien Roussel ne disposait encore que de 84 voix, 55 contre, avec 5 abstentions. Il s'est passé quelque chose au sein du PCF, une unification représentant un saut qualitatif. Cela s'est lu notamment à la scène du congrès. Si en 2018, la direction était entourée de tables de travail, cette fois la mise en scène a été unilatéralement au service de la direction et des contributions en faveur de celle-ci.

Enfin, les travaux finaux du dimanche après-midi sur les statuts du PCF ont été menés à huis-clos, afin de bien verrouiller l'opération.

La base suit clairement Fabien Roussel, qui a d'ailleurs revendiqué 1800 adhésions depuis le début de l'année, en faisant monter certains de ces nouveaux adhérents sur scène lors du congrès. Elle voit en lui un réaffirmateur du PCF « historique » et avant son discours, la salle levait le poing, le coude cassé, pour chanter l'Internationale.

Le retour au PCF des années 1960-1980

Lors de son discours de clôture, Fabien Roussel a « glorifié » la France du travail, affirmant que les travailleurs sont la source de la richesse. Il y a une lutte des classes et ce sont les riches qui la mènent. Il faut un pôle bancaire d'État pour organiser l'investissement de manière adéquat.

Cela n'a l'air de rien, mais ce discours comme quoi les problèmes viennent « d'en haut » obéit à une conception très précise : celle du « capitalisme monopoliste d'État », élaboré dans les années 1960 par le PCF. C'est un véritable retour aux sources, celle de la « démocratie avancée » s'appropriant un État « neutre » accaparé par les grandes entreprises.

Naturellement, la part d'adhérents du PCF qui le comprend est forcément infime. Le concept de « capitalisme monopoliste d'État » n'est pas qu'erroné, il représente un vrai casse-tête, un bricolage intellectuel pour justifier la participation du PCF à l'État, pour appeler à son soutien son renforcement, etc.

Le discours de clôture s'est d'ailleurs conclu des propos comme quoi Fabien Roussel aime son pays, il veut servir le pays, tout ça avant que ne retentisse la Marseillaise. De manière intéressante, les congressistes ne savaient pas trop quoi en faire, L'Internationale qui a suivi provoquant bien plus d'enthousiasme.

Il faut ici immédiatement le préciser : Fabien Roussel se revendique de ce concept de « capitalisme monopoliste d'État », de manière ouverte, du moins dans la motion. Toute l'analyse de la situation repose sur ce concept.

Le 39e congrès du Parti « Communiste » Français a ainsi bien consisté en un aboutissement historique. On est en effet définitivement passé du révisionnisme aux « mutations » à un retour au révisionnisme. Pour donner le ton tout de suite, voici les premières lignes du résumé de la motion de Fabien Roussel. On croirait lire Crise, ou sans aller jusque-là, c'est un discours parallèle.

« La préparation de notre 39e Congrès intervient à un tournant de l'histoire de l'humanité qui affronte une crise capitaliste si profonde par son ampleur et sa globalité qu'elle pose la question de son devenir.

Les crises, économique et écologique, alimentaire et sanitaire, sociale et sociétale, politique et démocratique, s'enchevêtrent pour faire peser de terribles menaces sur la planète et les peuples. La guerre en Ukraine, la militarisation des relations internationales, la confrontation entre impérialismes rivaux, les surenchères bellicistes de l'Otan font planer la menace d'une conflagration mondiale.

Révolution écologique, révolution du travail, révolution informationnelle, révolution monétaire appellent à une civilisation radicalement nouvelle, émancipée du capitalisme et du libéralisme, que nous proposons de construire pour répondre aux mobilisations sociales, à celles de la jeunesse pour la justice climatique, aux mouvements féministes pour l'égalité. Il s'agit de leur ouvrir une perspective de progrès, de démocratie et de paix (...).

Pour y parvenir, nous avons besoin d'un Parti communiste, un grand parti populaire, utile et efficace dans les combats de classe. Un parti fraternel et démocratique dans lequel chacune et chacun, grâce au cadre collectif, maîtrise son intervention et construise son émancipation. »

On peut être très étonné d'un tel discours parlant de crise capitaliste, de rupture avec le capitalisme. Dans la pratique, le PCF a toujours eu un tel discours à l'arrière-plan, mais c'est de la théorie à la française et il s'est surtout concentré en les participations gouvernementales, les activités municipales, les initiatives associatives-politiques.

Année	Cotisants
2006	99 281
2008	79 313
2011	69 227
2013	64 184
2016	53 029
2017	56 595
2018	49 231
2021	43 864
2023	42 006

De plus, en termes d'adhérents, il est en perte. Il y a 42 000 personnes à jours de cotisation, 29 000 seulement ont voté pour le congrès. Le nombre ramène au PCF des années 1930 lorsqu'il agissait en tant que membre de l'Internationale Communiste.

En comparaison, en 1978, le PCF c'était 560 000 adhérents, en 1990 350 000, en 1994 270 000. On notera toutefois que, même lorsque le PCF était de masse, les gens ne restaient pas. Ils restaient un an ou deux et quittaient l'organisation. Il n'y a jamais eu de stabilité interne, simplement une « socialisation ».

Cette perte d'adhérents est strictement parallèle au fait que pendant trente ans, le PCF était sur une ligne de « mutations », c'est-à-dire qu'il a laissé une nouvelle génération arriver et prendre les commandes sur le plan des idées. Cela donne une sorte de « communisme » intellectualisé mélangeant Gramsci et de l'utopisme, de l'anticapitalisme idéalisé et des réflexions économiques

marxistes ou plutôt post-marxistes.

Ce petit monde vit à la marge du PCF et fait ce qu'il veut, pendant que les élus et que les groupes locaux tiennent la baraque. Rappelons ici que le PCF c'est 12 députés (sur 577), 14 sénateurs (sur 348), 59 conseillers régionaux (sur 1758), 161 conseillers départementaux (sur 4058), 15 maires de communes de plus de 30 000 habitants (sur 279).

C'est un petit écosystème électoral qui, s'il ne représente rien en tant que tel, permet de faire tourner les gens et les moyens. Même si tout s'effrite, c'est un arrière-plan permettant une certaine crédibilité, alors que la base s'effrite.

Le début, au début des années 1990, de ce processus de « mutations » et de quête de survie de l'appareil à tout prix a été considéré comme une liquidation par les opposants qui ont fini par plus ou moins rapidement sortir, enfin plus lentement que rapidement puisque le départ réel n'aura lieu qu'au tout début des années 2000. Ils ont fondé par la suite le Pôle de Renaissance Communiste en France et le Parti Communiste Révolutionnaire de France. Ainsi, même si ces opposants sortis réécrivent désormais l'histoire interne du PCF, dans leur tradition ils sont restés jusqu'aux années 1990-2000.

Et d'ailleurs ils sont mal, parce que Fabien Roussel représente un « retour » au PCF assumé. La tentative d'en appeler à un « canal historique » par rapport à un « canal habituel » a échoué, car le « canal habituel » était somme toute lié encore au « canal historique » : le PCF est depuis 60 ans une force de participation au capitalisme, comme le montre son opposition totale à mai 1968. La base de sa conception, c'est le « capitalisme monopoliste d'État ».

Ce concept est inconnu des larges masses et même de la Gauche en général. Même les cadres au PCF ne doivent, pour leur quasi totalité, pas vraiment le définir. C'est pourtant le socle du PCF depuis les années 1960. D'ailleurs, tant le Pôle de Renaissance Communiste en France et le Parti Communiste Révolutionnaire de France sont alignés sur cette conception du « capitalisme monopoliste d'État ». Ainsi, les racines de la position actuelle du PCF sont anciennes, il y a continuité.

Le PCF et son maintien « identitaire »

C'est un phénomène tout à fait notable, qui reflète une particularité française, puisqu'en France le « Parti Communiste » historiquement lié à l'URSS a réussi à se maintenir, contrairement à la plupart des autres pays d'Europe de l'Ouest. L'effondrement du Parti Communiste Italien, si puissant dans les années 1960-1980, est un exemple flagrant de ce qui aurait pu arriver au PCF.

Le PCF a tenu pour deux raisons et ces deux raisons expliquent le triomphe de Fabien Roussel au 39^e congrès.

Primo, dès Maurice Thorez dans les années 1930, le PCF prend un maximum de libertés avec les questions idéologiques et se contente de rester dans l'orbite de l'Internationale Communiste, puis de l'URSS. Ainsi, lorsque Staline meurt en 1953 et que l'idéologie est totalement modifiée du côté soviétique, cela ne change rien pour le PCF. Tout continue comme avant. Cela a permis une continuité historique sur le plan de l'identité.

Et, justement, Fabien Roussel s'est imposé sur cette ligne « identitaire ». Pour prendre un exemple, juste avant le congrès, il a revendiqué la nécessité de l'union de la gauche, dans la revue L'Express. On notera qu'il parle de l'union avec le centre-gauche, mais également de se confronter au capitalisme. Ce n'est pas cohérent, mais là n'est pas l'important.

« Il est vital de porter un nouvel espoir politique, qui doit être de gauche, progressiste et républicain. Il ne nous suffit pas de parler d'alternance, il faut porter une alternative, fondée sur un collectif, qui respecte les syndicats et qui est prête à gouverner. Et tout cela ne peut être porté par un homme providentiel, quel qu'il soit.

Nous, c'est-à-dire la Nupes ?

Mais non ! La Nupes, elle est dépassée. Il faut rassembler bien au-delà...

Jusqu'à Bernard Cazeneuve et son mouvement social-démocrate "La Convention" ?

Oui ! Nous devons parler à toute la gauche. Il n'est pas imaginable d'exclure qui que ce soit si l'on veut incarner une force de progrès capable de l'emporter. Ce qui fera notre force, c'est autant notre diversité que notre programme.

Et je le dis à Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre : notre programme ne saura s'accommoder du capitalisme, il portera avant tout une transformation sociale radicale. On ne peut plus doucher les espoirs du peuple. Le temps de cette gauche-là est révolu. Elle a disparu avec François Hollande. La gauche doit être sincère et transformatrice, et la question démocratique sera centrale : on ne peut pas proposer un homme pour changer un autre homme. »

En dénonçant la NUPES, c'est-à-dire l'union avec les socialistes, La France Insoumise, les écologistes d'EELV, Fabien Roussel a été très provocateur. L'un des principaux dirigeants de La France Insoumise, Manuel Bompard, lui a reproché et a appelé le congrès du PCF à choisir quelle union était vraiment nécessaire. Fabien Roussel lui a répondu en plein congrès, recevant des ovations.

«Ceux qui se permettent ces dernières heures de s'adresser directement aux congressistes pour se mêler de nos choix, je le dis clairement et en toute fraternité: mêlez-vous de vos affaires. »

C'est là quelque chose d'important : Fabien Roussel a été élu en 2018, éjectant Pierre Laurent, justement par son refus de dissoudre le PCF dans une éventuelle union de la gauche. Fabien Roussel a été nommé afin d'éviter que le PCF ne se fasse « manger » par Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise. Le PCF s'est arc-bouté sur son identité, au grand dam de ceux qui espéraient qu'il y ait union avec Jean-Luc Mélenchon... Ou bien, à coups de « mutations », qu'il soit parvenu à « autre chose », comme Robert Hue qui avait dirigé le PCF dans la seconde moitié des années 1990, ou encore Marie-George Buffet qui l'avait dirigé tout au long des années 2000. Surtout que le maintien de l'identité du PCF passe par un Fabien Roussel utilisant un populisme outrancier.

Fabien Roussel ou le retour aux grosses gueules du PCF des années 1930

La France n'a jamais réellement assimilé le marxisme et le PCF a un niveau idéologique lamentable à l'origine, et même par la suite. Si les débats théoriques sont très élevés en Allemagne, en Italie, ou même en Espagne, en France la tradition syndicaliste révolutionnaire a tout nivelé par le bas. Comme le PCF s'est très vite profilé comme Parti du syndicalisme révolutionnaire (avec la CGT Unitaire), cela a produit des dirigeants aussi grosses gueules que vides idéologiquement.

Si Maurice Thorez était le moins pire, cela en dit long, car il faut bien saisir que le PCF alors, ce sont les grosses gueules syndicalistes, avec le style anti-intellectuel, viriliste, etc. Jacques Doriot ne tombe pas du ciel, il est même le pur produit du PCF. Dirigeant des Jeunesses Communistes, Maire de Saint-Denis... on sait qu'il basculera dans le fascisme, montera un « Parti Populaire Français », ainsi qu'une « Ligue des Volontaires Français » où lui-même combattrait pendant une année et demie avec l'armée nazie sur le front de l'Est.

Fabien Roussel n'a cessé de jouer sur cette ligne grosse gueule depuis 2018, célébrant le style de vie beauf, présenté comme « populaire ». Il a pour cela utilisé des phrases « grises » : un peu de vérité, un peu de mensonge, on laisse tout dans l'ambiguïté et comme ça la vérité passe à la trappe. C'est de la démagogie à 100 %, qui a très bien marché, le taux de popularité de Fabien Roussel est fort dans l'opinion, les commentaires du Figaro en disent régulièrement du bien, etc.

« Ceux qui ne veulent pas voter communiste parce qu'ils ne se retrouvent pas dans le PCF, je leur dis : "OK, votez Roussel... Un bon vin, une bonne viande, un bon fromage : c'est la gastronomie française... Quand je défends le bifteck je défends les salaires... On me caricature comme le candidat beauf, sauciflard, provincial, mais je ne suis pas seul.

On est plein à être d'accord sur cette ligne : la volonté de reconquérir l'électorat populaire sur un discours de classe, avec du fond... Je suis presque tous les week-ends à Saint-Amand, le dimanche, je vais au café, sur le marché, et je fais mes permanences. Je note dans mon petit carnet les phrases que j'entends... Les classes populaires, ce sont elles qui sont à chaque fois mises sous pression d'écologistes excessifs, qui leur disent : "Non, pas d'auto, ni d'avion !" Comment est-ce que ceux qui ont tout peuvent dire à ceux qui n'ont rien ce qu'ils ont le droit de faire ? »

« La gauche doit défendre le travail et le salaire et ne pas être la gauche des allocations, minimas sociaux et revenus de substitution. »

« La première mesure de Yannick Jadot s'il est élu président ? Libérer les poulets. La mienne ? Augmenter les salaires et les retraites. L'humain d'abord ! »

C'est là du populisme à la française le plus classique. On a du mal à voir comment cela peut avoir un rapport avec le discours de rupture avec le capitalisme qui est censé être prôné. C'est qu'en fait, le PCF marche sur deux pieds. Fabien Roussel est la pointe émergée l'iceberg. Il est là pour agiter, afin de faire exister le PCF. Et c'est censé rentrer dans une stratégie hyper complexe, dont le noyau dur est la prise du contrôle de l'État par les gens afin de mettre de côté le « capitalisme monopoliste d'État ».

La motion de Fabien Roussel : le « capitalisme monopoliste d'État »

La notion de capitalisme monopoliste d'État a été analysée et critiquée pour la première fois par le PCF(MLM) durant les années 2010, ce qui est très inquiétant, car cela veut dire que personne n'a fait l'effort entre-temps, en France (ou en Europe ou même ailleurs) d'expliquer en quoi consiste le fondement même de l'idéologie des « Partis Communistes » liés à l'URSS historiquement.

C'est là qu'on voit qu'il y a un vrai problème idéologique et théorique, heureusement résolu désormais. Mais quand on pense que le PCF a été critiqué depuis le milieu des années 1950 sans jamais que cela ne soit analysé, cela révèle les faiblesses.

La motion de Fabien Roussel, en toute bonne logique, se fonde sur ce concept. Ici, on va mentionner le long passage concernant ce « capitalisme monopoliste d'État ».

Ce passage est le cœur de la motion de Fabien Roussel, c'est elle qui sous-tend toute sa perspective. Il « justifie » la prise de contrôle de l'État pour une « autre » politique. Pour plus d'approfondissement il faut se reporter au dossier explicatif. Ce dossier est incontournable pour quiconque veut comprendre le PCF.

Pour résumer, la théorie du « CME » explique que le capitalisme est mort, qu'il se maintient tel un zombie uniquement par l'intervention de l'État. Cet État est neutre : si on en prend les commandes, on peut « dépasser » le capitalisme.

« La France vit une nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'État (CME). Celle-ci peut apparaître comme une crise de la répartition : pas assez de salaires, pas assez de revenus, de dépenses pour les services publics, pour la formation et, bien sûr, pour l'emploi.

Mais la cause profonde en est une gigantesque suraccumulation de capital. La masse croissante du capital matériel et financier sur-accumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, ce qui renforce les difficultés.

Le regain de l'inflation est l'expression de ces difficultés. La remontée des taux d'intérêt, décidée par la BCE dans le sillage de la banque centrale des États-Unis, est une décision politique. Or, elle a des conséquences très dures pour les peuples en France et dans le monde : accélération de l'arrivée de la récession, chômage, baisse du pouvoir d'achat, régression des services publics, tensions entre pays.

Certains prétendent offrir dans un « État fort » refuge et solution à cette crise. Mais un État fort pour qui ? Comment ? En réalité, cette crise ouverte depuis le début des années 1970 et qui persiste à travers les reprises suivies de rechutes est aussi une crise de l'intervention économique de l'État. Elle est même devenue crise des réponses étatiques que les dominants ont prétendu apporter à la crise du CME.

Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État, mais crise de celle-ci et transformation de sa nature, tout particulièrement dans notre pays. Cette intervention est, à présent, de plus en plus orientée directement pour appuyer le capital, les profits et la baisse du coût du travail avec, en complément, un certain soutien à la demande et aux plus pauvres.

Elle prend différentes formes : subventions, exonérations de cotisations sociales ou d'impôts, prises de participations en capital, utilisation intensive de la création monétaire au bénéfice des marchés financiers, mises en concurrence tous azimuts.

Elle s'est repositionnée pour des compromis avec les multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales. Surgissent à présent de nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes d'activité. Imposer une autre intervention de l'État, et des pouvoirs démocratiques nouveaux, pour une autre utilisation de l'argent des entreprises et des banques, est un enjeu de classe qui mûrit dans la crise.

Il devient vital pour toute la société, minée de pénuries d'emploi, de qualification et d'offre inefficace, minée par les spéculations de toutes sortes, par les délocalisations et par le coût du capital. Pour leur part, les banques centrales doivent pénaliser, par des taux d'intérêt dissuasifs, les crédits finançant les opérations financières et les délocalisations, elles doivent réduire fortement leurs taux pour les crédits répondant à des exigences d'emploi, de formation, d'industrialisation écologique et sociale. »

Ce qu'on lit ainsi est en tout point similaire à ce que dit le PCF depuis les années 1960. Il n'y a aucune différence. Et il y a même un retour à ce style, car si dans les années 1990-2010 le côté « marxiste » avait été moins mis en avant, là il revient en force.

La motion de Fabien Roussel : le marxisme

La motion de Fabien Roussel se revendique explicitement du communisme. Là encore, cela tranche totalement avec le style populiste de Fabien Roussel.

« Le projet communiste se construit comme une réponse écologique, sociale, féministe, anti - raciste, internationaliste à ce besoin de révolution, mettant fin à toute forme d'exploitation et de domination.

Il répond à l'exigence d'une abolition effective et réussie du capitalisme et du libéralisme, à l'issue de transformations successives conduisant à les dépasser par la construction et l'essor d'une nouvelle civilisation – une civilisation de toute l'humanité où « le libre développement de chacun devient la condition du libre développement de tous » (Karl Marx).

Le communisme s'oppose radicalement au capitalisme et à la façon dont il pervertit les rapports des êtres humains avec la nature, dans l'activité par laquelle ils en tirent des produits utiles à leur existence.

De façon inséparable, il s'oppose à tout ce qui pervertit les rapports des êtres humains entre eux et fait obstacle à l'émancipation de la personne humaine, la soumet au marché, délègue les pouvoirs au patron, au « chef de famille », aux chefs politiques, aux « présidents », aux « maîtres à penser »...

Cela rencontre les formidables aspirations à l'émancipation personnelle. Le communisme est ainsi à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux ; une société où domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies.

Cette perspective fonde l'existence d'un Parti communiste agissant au quotidien afin de construire une majorité populaire en faveur de la transformation radicale de la société. En faveur d'une révolution politique visant à abolir graduellement les délégations de pouvoir qui, dans l'État et les sociétés capitalistes et libérales d'aujourd'hui, privent l'immense majorité du pouvoir d'intervenir, de décider et de contrôler l'exécution des décisions. La démocratie est le but et le moyen de notre combat révolutionnaire. »

C'est le PCF des années 1960, 1970 ou plutôt 1980.

La motion de Fabien Roussel : l'union populaire contre le CME 2.0

La motion de Fabien Roussel exprime une stratégie qui là encore une fois est celle du PCF des années 1980. Mais avec l'écriture inclusive en plus. Ce qu'on lit est tout à fait acceptable pour un membre du PCF de 1963, de 1972, de 1982. Il y a des couches de discours en moins, comme sur l'URSS, évidemment. Mais dans le fond, c'est tout à fait la même chose.

« Le projet communiste ne se réduit pas seulement à une utopie, à la définition d'une société idéale à l'horizon d'une transformation plus ou moins lointaine. C'est un processus qui commence tout de suite, dans un conflit permanent et multiforme avec le capital, pour arracher des réponses immédiates aux aspirations populaires. Mais ce « mouvement » n'est pas tout, et le but final compte car c'est d'une toute autre société qu'il faut, sans attendre, concevoir et poser, une à une, les briques.

Chaque fois que des éléments de partage progressistes des richesses, des pouvoirs, des savoirs, des rôles sont conquis, se traduisent dans des avancées institutionnelles, comme au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, c'est un progrès vers du communisme. Cela ne fait pas pour autant de notre société une société communiste.

Cela fait bien plutôt monter le besoin de révolution dans tous les aspects de la vie humaine. En effet, tous les mouvements émancipateurs se heurtent à un même adversaire : le capital.

Il s'oppose à ces avancées avec toute la puissance que lui confèrent son pouvoir sur l'utilisation de l'argent imprégnant tous les lieux de décision économiques, politiques et sociaux, ses possibilités de recours à la violence étatique, ses moyens matériels et idéologiques de discréditer et de décourager les mouvements qui contestent sa domination.

Agir dans les luttes, dans la bataille d'idées et dans les institutions pour rassembler ces mouvements dans un combat de classe contre leur adversaire commun en leur donnant la force, par la cohérence d'un projet révolutionnaire, de l'emporter sur la puissance du capital : c'est là l'utilité du rôle original que le Parti communiste veut jouer dans les conditions concrètes de la France et du monde d'aujourd'hui.

C'est dans les mobilisations sociales, écologistes, féministes, antiracistes, internationalistes que progresse le plus le combat politique pour déjouer le travail de division qu'opèrent le pouvoir, le patronat et l'idéologie dominante, et pour rassembler, contre l'exploitation, l'ensemble du salariat, des ouvrier-es aux cadres, ainsi que toutes celles et toutes ceux qui n'acceptent plus d'être dominé-es, exclu-es, en butte au racisme, nié-es dans leur culture, dans leur genre, dans les relations avec leur aîné-es.

C'est dans les luttes et dans la bataille d'idées que cette large majorité de notre société peut s'affirmer comme une majorité politique, capable d'imposer démocratiquement au Parlement, au gouvernement et jusque dans tous les lieux de pouvoirs, des choix politiques ouvrant la voie à la construction d'une nouvelle civilisation. Les conditions de cette construction mûrissent en effet dans les contradictions du capitalisme financiarisé et mondialisé en crise.

Mais tant que la logique de la rentabilité capitaliste et la confiscation du pouvoir par une minorité dominant la société et toutes les relations entre les êtres humains, la crise ne peut que s'approfondir et meurtrir davantage les exploité-es et les dominé-es.

Pour qu'une autre logique, sociale, écologique, féministe, antiraciste, internationaliste, c'est-à-dire communiste, l'emporte, il faut une révolution politique et une révolution économique, écologique, culturelle. C'est l'enjeu d'un conflit, dont la durée, les avancées, les reculs et les conquêtes dépendent des rapports de force politiques entre l'ordre ancien et le mouvement qui vise à l'abolir jusqu'à le dépasser. »

Fabien Roussel et l'orientation du PCF

Tout le discours de la motion est donc un retour aux sources. Il est donc cohérent que Fabien Roussel soit mis en avant, que le PCF soit mis en avant, comme vecteur « réel » de l'union de la gauche, comme seul parti à proposer une perspective réelle. Finie l'idée d'une dissolution magmatique comme l'espéraient les « mutants » tenants de « mutations » généralisées.

On notera que, justement, le texte d'opposition au congrès, « Urgence de communisme, Ensemble pour des victoires populaires », ne parle pas du capitalisme monopoliste d'État. Il dit grosso modo la même chose, comme :

« Dans les grands pays capitalistes comme dans l'Union européenne actuelle, l'économie est pilotée, avec l'appui des États, par les intérêts des transnationales et des grandes firmes capitalistes. Toutes les richesses sont donc confisquées vers des empires économiques et des fortunes démesurées. »

Néanmoins, le discours est déjà post-PCF, dans une logique « mutante », prête aux alliances et à un communisme qui resterait à redéfinir, et même perpétuellement à redéfinir. Afin d'isoler au maximum cette opposition, la motion de Fabien Roussel aligne les revendications. Dans l'esprit de la prise de contrôle de l'État, il s'agit toujours de proposer une « autre ligne », comme :

- « une Europe qui rompe avec la logique libérale des traités européens actuels et avec les règles budgétaires austéritaires »,
- « une Europe qui réoriente la création et l'utilisation de l'argent pour l'emploi de qualité, la formation, les services publics et la transition écologique, contrôlée démocratiquement »,
- « une Europe qui se désengage de la tutelle guerrière de l'Otan et des États-Unis, qui ouvre des discussions sur un traité pan-européen de paix, de coopération et de sécurité collective »,
- « une Europe portant une autre politique agricole commune, de la mer et des pêches ».

Mais comment faire passer ça ? Car le PCF n'a plus les moyens de proposer une telle chose, comme avant 1981 avec les socialistes. Il disposait alors de centaines de milliers de membres avec lesquels il était relativement exigeant, il y avait l'URSS. Alors, il faut les gesticulations de Fabien Roussel. Du moment qu'il s'agit, pour le PCF, c'est bien.

L'inévitable décomposition du PCF

C'est en cela que le 39^e congrès est historique : c'est une caricature. C'est une caricature du PCF des années 1930 avec le style grosse gueule allié à un fond programmatique abstrait censé révolutionner les choses. C'est surtout, au niveau des valeurs en elles-mêmes, une tentative de faire comme dans les années 1970 et de placer le PCF au cœur d'un dispositif d'union de la gauche où il indiquerait la voie, car, derrière, il aurait la « clef » : la compréhension du capitalisme monopoliste d'État.

Karl Marx avait pu dire une fois, au sujet de Napoléon III par rapport à Napoléon Bonaparte, que l'histoire se répétait deux fois, une fois comme tragédie, une fois comme bouffonnerie. Là, c'est très exactement le cas. Cet échafaudage du PCF ne peut pas tenir.

Déjà, parce que c'est une caricature du communisme. Le PCF devenu révisionniste avait prétendu être réformiste pour faire passer sa marchandise révolutionnaire... Il a inventé le « capitalisme monopoliste d'État » pour justifier une telle ligne.... C'est là une simple reproduction de cette magouille pour justifier l'opportunisme.

Un opportunisme déjà présent avec Maurice Thorez quand on voit comment le PCF s'est empressé de tout larguer au moment du Front populaire.

Ensuite, car le PCF ne dispose plus de base réelle. Si l'on prend les zones où il a le plus d'adhérents, cela reste très faible, et en même temps on voit qu'il y a une série de blocs un peu compacts – la moitié des adhérents sont dans 17 départements - impliquant que dans le reste du pays, il n'existe pas. Cela a toujours été le problème du PCF et, même, de la gauche française en général.

Le problème n'en est pas moins que le PCF n'a pas les moyens de sa politique. Il est condamné à péricliter, car il soulève une pierre bien trop lourde pour lui. Qu'il soit obligé de le faire montre le changement d'époque. C'est une dernière tentative du révisionnisme du PCF pour empêcher l'affirmation communiste authentique, celle fondée sur le Marxisme-Léninisme-Maoïsme, avec en France le PCF(MLM). ■

NORD	2 490
BOUCHES-DU-RHÔNE	2 358
VAL-DE-MARNE	2 178
SEINE-SAINT-DENIS	1 943
PAS-DE-CALAIS	1 410
PARIS	1 346
SEINE-MARITIME	1 283
HAUTS-DE-SEINE	1 116
GIRONDE	969
RHÔNE	922
GARD	904
HAUTE-GARONNE	851
ESSONNE	774
HÉRAULT	740
ISÈRE	720
SEINE-ET-MARNE	615
DORDOGNE	603

PAUL BOCCARA, THEORICIEN REVISIONNISTE DU PCF AVEC LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

PAUL BOCCARA, UNE FIGURE INTERNATIONALE

Lorsque l'URSS de Khrouchtchev balançait par-dessus bord les principes et valeurs de Staline, elle pouvait s'appuyer déjà sur l'intense travail mené en amont par Eugen Varga, qui avait provoqué une polémique immense dans l'URSS de l'après-guerre. L'un des points principaux modifiés fut la notion d'impérialisme, remplacé par celui de capitalisme monopoliste d'État.

Il y aurait ainsi le capitalisme, grosso modo à l'époque de Karl Marx, l'impérialisme, correspondant dans les très grandes lignes à celle de Lénine, et enfin le capitalisme monopoliste d'État.

Il va de soi que l'affirmation d'un tel concept nouveau et encore non défini au sens strict permettait de louvoyer, de prétendre que beaucoup de situations différentes existaient, que tout « dogmatisme » était néfaste, etc. Cela formait également un appel d'air pour des intellectuels opportunistes qui pouvaient voir ici une véritable possibilité d'apparaître comme des théoriciens d'importance.

Cela fut particulièrement le cas dans un Parti ayant toujours été une catastrophe sur le plan de la théorie et de l'idéologie : le Parti Communiste Français. Il y avait là un boulevard et il fut pris par Paul Boccara, dont l'arrivée fut météorique. En quelques années seulement, Paul Boccara passa à la direction de la section économique de la direction centrale du PCF, prenant la tête d'une conférence internationale, en France même, sur le concept de « capitalisme monopoliste d'État ».

Il devint alors une figure internationale ; lors de discussions économiques organisées par Fidel Castro à Cuba, il prit même la parole sans se la voir accorder et, debout, lança : « Vous l'Amérique du Sud, je vous ai appris l'économie ! »

À intervalles réguliers, il parla de tournants, de moments sans précédents, d'urgence de la situation, etc., justifiant par là tous les appels opportunistes à participer le plus possible aux institutions pour prétendument se les approprier.

Paul Boccara, dont le niveau intellectuel était indéniablement très élevé, s'était entièrement pris au jeu ; il fit de la section économique du PCF un organisme intellectuellement brillant, hyper actif, développant de multiples thèses et travaux.

Tant l'URSS que le PCF et la CGT appréciaient cela, car cela correspondait totalement à leurs intérêts. Il leur fournissait une théorie économique clef en main. Le PCF pouvait viser un programme commun de gouvernement avec les socialistes, la CGT participer aux comités d'entreprise, aux institutions économiques en général ; l'URSS trouvait un moyen de faire des « partis communistes » lui étant inféodés des leviers pour influencer les autres pays.

Quant à Paul Boccara, il se présentait comme le nouveau Karl Marx et successeur de Lénine sur le plan des idées économiques. Naturellement, après 1989, il cessa de se revendiquer de Lénine.

A vrai dire, il n'en avait plus besoin de toutes façons, ayant déjà prôné l'autogestion et fait en sorte que le PCF assume cette conception dès les années 1970. Cette dynamique rendit d'ailleurs le PCF indépendant intellectuellement du bloc de l'Est et c'est cela qui explique son maintien après 1989.

Il existe une véritable idéologie « boccariste », prônant une mixité de l'économie, un mélange État – entreprises, avec une prise en main de la gestion par les travailleurs, pour orienter le pays vers le communisme, le capitalisme étant considéré comme périmé depuis les années 1950.

Paul Boccara a, afin de justifier cela, développé, dès les années 1960, toute une théorie de la « suraccumulation – dévalorisation » du capital, avec comme conclusion la participation résolue aux institutions.

Ce qui est par contre intellectuellement véritablement honteux, c'est que Paul Boccara, dans toute sa démarche, s'appuie directement sur Eugen Varga, et ce sans jamais l'assumer. Le boccarisme est une variante du vargisme, ni plus ni moins, et pourtant Paul Boccara, connu pour son tempérament d'ailleurs odieux, ne l'a jamais dit.

PAUL BOCCARA, UNE CARRIERE A SUCCES DANS LE PCF

Paul Boccara est l'Eugen Varga français. Tout comme Eugen Varga, il a publié une avalanche d'articles et d'analyses ; comme lui, il considère qu'il n'y plus de notion d'impérialisme, mais uniquement un « capitalisme monopoliste d'Etat ».

Le capitalisme est par conséquent désormais organisé ; il ne connaîtrait plus de vraie crise, mais seulement une longue crise, caractérisée par un chômage important permanent, tout en étant tout le temps à deux doigts de la rupture.

L'État serait neutre en soi, il faudrait une poussée du mouvement de masse pour l'attirer dans son camp, cela étant associé avec l'autogestion des entreprises du privé avec l'aide des aides publiques, ainsi que des nationalisations pour appuyer le processus de « démocratisation » de l'économie.

Si Paul Boccara peut proposer cela, c'est que le PCF avait besoin d'un théoricien économique prolongeant le thorzisme et amenant à se débarrasser de tout reste de marxisme-léninisme : en quelques années seulement, Paul Boccara devint le grand théoricien économique du PCF.

Né en 1932, il adhéra au PCF à vingt ans ; six ans après il écrivait déjà son premier article pour *Économie et politique*, la revue de la section économique du comité central du PCF. Le PCF ne manquait pourtant pas de cadres éprouvés, mais Paul Boccara correspondait à un style nouveau, véritablement coupé de toute référence au passé.

Paul Boccara n'est pas un révisionniste au sens strict : il est quelqu'un né dans le révisionnisme et c'est en cela qu'il était fondamentalement utile. Il s'est cru un intellectuel, il a été un simple outil. Dès 1959, il écrivait donc des articles pour expliquer que Karl Marx n'avait pas fini son œuvre. Sa grande thèse est d'ailleurs reprise à Eugen Varga : *Le capital* de Karl Marx parle d'un capitalisme pur, d'un « capitalisme en général » ce serait une abstraction théorique tout à fait juste, mais il y aurait le besoin d'étudier la réalité concrète.

Comme il se doit, cette réalité était présentée comme n'ayant plus rien à voir avec celle de l'époque Lénine. Il ne s'agirait plus de conflit avec l'État, mais d'une bataille pour sa gestion.

Il est ainsi tout à fait parlant que Raymond Barre, qui avait été son professeur d'économie à l'université (et qui avait une réputation de tyran), appuya sa nomination au CNRS en 1963, comme attaché, puis chargé de recherche. Il devint ensuite maître assistant, il est docteur en sciences économiques en 1974 à Paris VIII et maître de conférences en sciences économiques jusqu'en 1992, où il part à la retraite.

De manière extrêmement rapide, Paul Boccara joua un rôle central dans la mise en place de la théorie du capitalisme monopoliste d'État, aux côtés de Henri Jourdain, dirigeant syndical métallurgiste devenu directeur de la revue *Économie et politique*.

En 1964, il participa à la conférence internationale à Prague, sous l'égide de l'URSS et contribua à l'affirmation de l'organisation du capitalisme monopoliste sous la supervision de l'État. Vint ensuite la conférence internationale de Choisy-le-Roi en 1966, faisant de lui la grande figure internationale de la question.

Paul Boccara participa alors un groupe d'études aboutissant à la publication de l'ouvrage en deux volumes intitulé *Le capitalisme monopoliste d'État. Traité d'économie marxiste*, en 1971. Le prestige était alors extrêmement important dans les milieux diplômés, pour toute la mouvance de la revue *Économie et politique*.

En 1972, cela eut comme effet de la nomination de Paul Boccara et de Philippe Herzog au comité central du PCF, ce qui fut un événement interne, car auparavant absolument jamais des membres de la section économique ne parvenaient à la direction, au nom de leur subordination à la direction politique.

Paul Boccara fut alors membre de toutes les équipes de discussion entre le PCF et les socialistes pour l'élaboration du programme commun, Roger Gauraudy étant le pendant de Paul Boccara dans le domaine politique-philosophique.

Une revue théorique, *Issues*, fut fondée en 1978, toujours dans l'élan intellectuel autour du capitalisme monopoliste d'État et de la perspective d'un gouvernement d'union de la gauche ; un plan d'action « Bâtissons ensemble la France des années 1980 » fut proposé à la direction du PCF.

Paul Boccara participa d'ailleurs en 1981 aux discussions sur les mesures gouvernementales ; grand partisan de la « régulation » du capitalisme, il développait toujours plus sa ligne d'autogestion. Philippe Herzog fut, dans cette perspective d'appel aux mobilisations citoyennes pour s'impliquer dans la régulation et la gestion de l'économie, nommé tête de liste du PCF pour les élections européennes de 1989.

La vanité de l'entreprise aboutit à un double mouvement, avec d'un côté la liquidation ouverte du PCF avec des rénovateurs partant dans d'autres horizons, comme Philippe Herzog, Pierre Juquin, Anicet Le Pors, Charles Fiterman, et de l'autre la mutation, portée par Robert Hue prenant la tête du PCF, et disposant de l'appui de Paul Boccara. Le PCF devint alors ouvertement boccariste dans son affirmation d'une économie « mixte ».

LA LECTURE FAITE PAR PAUL BOCCARA

Paul Boccara a une approche qui, en cinquante ans, n'a pas connu de grandes variations, se tenant toujours dans un cadre bien déterminé. Au-delà des rapports variables avec l'idéologie marxiste-léniniste – selon les besoins opportunistes du moment – Paul Varga s'en tient à deux, trois principes, qu'il maintient invariablement.

L'idée de base, qui est évidemment celle qui lui a valu son importance, c'est qu'il faut participer aux institutions, à tous les niveaux, ainsi qu'aux entreprises. Le leitmotiv de Paul Boccara, c'est que les capitalistes ne savent pas gérer et qu'il faut les épauler, puis les remplacer.

Le capitalisme serait à son stade le plus élevé, l'État serait neutre. Sans l'État pour le moduler, le gérer, le capitalisme s'effondrerait ; par conséquent il faut faire pencher l'État du côté du peuple et non des monopoles.

Pendant plusieurs décennies, le PCF va donc avoir un discours sur l'économie nationale qu'il faudrait protéger, développer, alors que le capital financier compte agir en prédateur contre lui. Les idées de Paul Boccara ont servi ici à justifier le soutien unilatéral du PCF et de la CGT à la vie des entreprises.

La démarche de Paul Boccara – gérer à la place des mauvais gestionnaires – implique en général une participation la plus rigoureuse possible à tout ce qui existe : les comités d'entreprises, les syndicats, les associations, les mairies, les départements, les régions, le parlement, le sénat, les commissions les plus diverses existantes dans toutes ces institutions, les collectivités territoriales dans tous leurs aspects, les organismes sociaux, etc.

Il faut éplucher les comptes de tous les organismes étatiques ou para-étatiques, y participer, chercher à y disposer d'un poids toujours plus important, influencer sur les décisions, faire régulièrement des propositions, etc.

Les comités d'entreprises doivent s'approprier des droits de décision sur la stratégie de l'entreprise. Par conséquent, le syndicat (ici donc la CGT) doit élaborer des stratégies et des contre-stratégies, concurrençant directement les choix des actionnaires et du capital financier.

Pour rendre cela possible, et là on a les deux autres principes qu'on retrouve systématiquement, il faut tout d'abord un mouvement populaire permettant de conquérir cet espace, ensuite, un pôle financier public jouant le rôle de banque prêtant avec suffisamment de largeur pour parvenir à mettre de côté le capital financier.

Dans les années 1970-1980, cette démarche fut appelée par le PCF la « démocratie avancée », puis après 1989 cela fut désigné sous le terme de « mixité ». Toute la théorie particulière du capitalisme de Paul Boccara servit à justifier cette démarche institutionnelle.

LA NATURE DE L'ETAT SELON PAUL BOCCARA

Pour comprendre la question du capitalisme monopoliste d'État, il faut bien faire attention à une ambiguïté aux conséquences terribles. En effet, il y a lieu de distinguer deux thèses se ressemblant point sur point en bien des domaines, mais de nature essentiellement différente.

C'est une chose que de dire que les monopoles prennent le contrôle de l'État, et une autre de dire qu'il y a une alliance de l'État et des monopoles.

Selon le matérialisme historique, l'État est la condensation d'un rapport de force ; dans le mode de production capitaliste, l'État est bourgeois, au service de celui-ci. Dire que les monopoles en prennent le contrôle signifie uniquement que ceux-ci l'emportent sur les autres fractions capitalistes.

Par contre, dire qu'il y a une alliance entre les monopoles et l'État signifie que l'État est indépendant à la base ou bien, comme Eugen Varga, qu'il a acquis son indépendance. C'est également le point de vue de Paul Boccara.

Quel est le souci cependant ? Tout simplement que la plupart des phrases, remarques, analyses que l'on peut faire au sujet de l'État au service des monopoles, échappe bien souvent à une distinction claire entre ces deux thèses.

Si l'on dit que les monopoles sont aidés par l'État par telle ou telle mesure, on a dans tous les cas une dimension radicale de critique du rôle de l'État. Mais la question d'économie politique de la nature de l'État n'apparaît pas.

C'est là un point essentiel du révisionnisme. En apparence, pour la base du PCF manquant de niveau de formation au sein d'un Parti déjà faible sur le plan théorique, il n'y a pas eu de changement de discours : on reste dans une position d'affrontement avec le capitalisme et l'État à son service.

Cependant, concrètement, la perspective est totalement différente, car désormais l'État est considéré par le PCF comme neutre. Et ce n'est évidemment pas la même chose de dire que l'État doit être détruit ou bien qu'il faille en prendre le contrôle.

Dans un article sur la crise monétaire, publié dans les Cahiers du communisme en octobre 1971, Paul Boccara définit par exemple comme étant la caractéristique du capitalisme monopoliste d'État le financement plus ou moins étatique des profits et de l'accumulation de capital des monopoles. C'est très ambigu et on pourrait très bien comprendre que selon lui l'État n'est pas neutre, qu'il est au service des monopoles. Or, ce n'est pas le cas du tout.

Qui plus est, on pourrait croire que l'État aide les monopoles à avoir du profit... Alors que par l'intermédiaire de la thèse de « suraccumulation – dévalorisation », Paul Boccara sous-tend dans ce financement de l'État quelque chose de très différent.

Selon lui, les nationalisations font comme geler une partie de l'économie, afin que le capital financier étouffe le reste du capital qui ne sait pas où trouver un espace pour se développer.

Il s'agit d'un dispositif intellectuel très technique, très subtil. En apparence, on dénonce les monopoles aidés par l'État. En pratique, on expose un système où l'État neutre a été happé par les monopoles dans un capitalisme à l'agonie, impliquant qu'il faut participer à l'État et s'appuyer littéralement sur le capital non monopoliste.

C'est ainsi que le PCF est passé de parti de la rupture dans les années 1950 à un parti participant à toutes les institutions, à tous les organismes étatiques ou para-étatiques, proposant systématiquement des contre-projets, des contre-programmes, notamment par l'intermédiaire de la CGT.

Le tournant fut véritablement mai 1968, qui amena au PCF un passage du style « thorézien » à ce qu'on doit appeler un style « boccariste ». A la contestation syndicale dure, d'esprit populiste, succéda la bataille pour la « gestion ».

Paul Boccara exposa sa thèse de la neutralité de l'État dès les années 1960, mais elle ne triompha en tant que telle que par l'intermédiaire du concept de « crise » du capitalisme monopoliste d'État. Cette crise justifiait plus aisément une participation littéralement urgente à l'État.

Le 15 mai 1967, lors d'un meeting parisien dans la salle de la Mutualité, Paul Boccara traita de la crise du capitalisme monopoliste d'État, et ce concept fut adopté par le PCF à son XIXe congrès, en février 1970.

Le processus était alors lancé pour revendiquer l'autogestion, la démocratie avancée, et par conséquent l'abandon du principe de dictature du prolétariat.

PAUL BOCCARA ET LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

Le concept de capitalisme monopoliste d'État dont se revendique Paul Boccara est le fruit d'une thèse d'Eugen Varga au moment de la fin de la seconde guerre mondiale. Il considérait qu'avec les exigences de la guerre, l'État avait pris son autonomie par rapport au capitalisme.

L'État serait capable d'un regard objectif, réaliste, et serait donc relativement en mesure de forcer les capitalistes à prendre des décisions privilégiant l'intérêt commun plutôt que le leur.

Cette interprétation va provoquer de grands troubles en URSS, avant de se voir finalement écrasée, temporairement seulement cependant, puisqu'à la mort de Staline, elle réapparaît et devient officiellement celle de l'URSS de Nikita Khrouchtchev.

Paul Boccara reprend intégralement la conception d'Eugen Varga, sans jamais le dire. Sa définition de base est la même. Voici comment, en 1972, dans *Qu'est-ce que la crise du capitalisme monopoliste d'État ?*, il présente le concept d'un État désormais neutre servant les monopoles.

« Du lendemain de la deuxième guerre mondiale jusque vers la fin des années 1960 environ, le monde capitaliste connaît une croissance rapide de la production, un emploi souvent élevé, des crises faibles et des dépressions peu durables.

En même temps, on assiste partout à une intervention massive de l'État capitaliste dans la production et la consommation.

L'idéologie bourgeoise tire argument de ces faits pour prétendre que l'État, arbitre au-dessus des classes, n'est préoccupé que de l'intérêt général et que la maîtrise de la croissance économique est désormais assurée.

En réalité, il s'agit seulement de la période d'épanouissement du capitalisme monopoliste d'État. »

Il faut être ici prudent : si Paul Boccara dit que l'État n'est pas un arbitre neutre (comme les socialistes le disent), il veut dire en fait qu'il est neutre dans sa nature mais penche toujours d'un côté ou de l'autre.

Il faut toujours avoir en tête que le boccarisme est une variante du vargisme. On serait dans une troisième période du capitalisme ; celui-ci n'est plus libéral, ni monopoliste. Seuls les monopoles dominent désormais totalement, portés par l'État.

Voici comment Paul Boccara présente, de manière plus précise, le capitalisme monopoliste d'État, dans *La crise du capitalisme monopoliste d'État et les luttes des travailleurs* :

« Le capitalisme monopoliste d'État, annoncé par des transformations significatives dès le tout début du stade impérialiste, surgit pendant la guerre de 1914-1918, sous la pression de la lutte à mort entre les États capitalistes, expression du développement des antagonismes impérialistes.

Il est nécessaire de pousser au maximum la production et pour cela de commencer à dépasser les limites des rapports du capitalisme monopoliste simple, en mettant systématiquement la puissance de l'État, le pouvoir concentré de la société qu'elle représente, au service de l'accumulation capitaliste par les commandes, le financement et la programmation publiques (...).

Le capitalisme monopoliste d'État caractérise l'impérialisme dans sa phase actuelle. Il développe de façon antagonique les formes du capitalisme monopoliste simple.

Le système de domination capitaliste des monopoles privés, du capital financier, de l'exportation des capitaux se complète par l'utilisation dans l'intérêt général des groupes capitalistes dominants des monopoles de type public, du financement de type public, de l'exportation de capitaux publics (« aides »), etc. »

La notion de capitalisme monopoliste d'État consiste à dire que l'État, dans ses initiatives, appuie les monopoles. La vie entière des monopoles passe par l'État, celui ne fait pas qu'intercéder en leur faveur, il organise son existence même selon leurs intérêts.

Et cet État conserve une existence propre, indépendante. Il n'est que façonné par les monopoles.

LES MODALITES DU RAPPORT ETAT-MONOPOLES SELON PAUL BOCCARA

Si l'État est façonné par les monopoles, c'est pour une raison très simple : selon Paul Boccara, les monopoles ne pourraient subsister sinon. Paul Boccara est ici, comme toujours, un disciple d'Eugen Varga.

Ce dernier avait développé une conception luxembourgistes du capitalisme ; une croissance capitaliste ne pourrait selon lui plus que provenir de l'extérieur, d'une conquête de zones non capitalistes. Or, le capitalisme se maintenait, donc il fallait trouver un justificatif à cela.

Il considéra alors que l'État, devenu neutre, servait de « cerveau » au capitalisme des monopoles, le guidant, le soutenant, lui ouvrant de nouveaux espaces.

Paul Boccara dit exactement la même chose. Voici comment il dresse le tableau des caractéristiques du capitalisme monopoliste d'État :

« Un premier trait caractéristique du capitalisme monopoliste d'État est constitué par le financement de type public de l'accumulation et de la production privées (...).

Le deuxième trait caractéristique, interférant, en effet, avec le premier, concerne le financement de type public ou collectif de certaines consommations et services (...).

Un troisième trait, en relation étroite avec les deux précédents, concerne les sources du financement de type public avec le prélèvement sur les revenus et l'intervention dans les circuits financiers (...).

Un quatrième trait, qui résulte des trois premiers, concerne la « programmation » publique et les « plans ».

L'intervention publique, désormais décisive dans le développement du capitalisme et concernant des décisions globales de portée durable, nécessite que ses diverses décisions soient beaucoup plus coordonnées que jadis (...).

Les derniers traits principaux du capitalisme monopoliste d'État se rapportent à l'économie mondiale.

L'exportation des capitaux publics encadre désormais, de plus en plus, l'exportation de capitaux privés et de marchandises par du capital dévalorisé publiquement, permettant d'assurer et de relever les taux de profits. »

Ce qui est essentiel ici – et qu'on ne peut pas voir si l'on n'a pas étudié le sens de la polémique provoqué par Eugen Varga en URSS, tant dans les années 1920-1930 que 1940-1950 – c'est la question de la capacité d'organisation du capitalisme.

L'un des grands combats de Staline a été d'écraser la conception social-démocrate du capitalisme organisé. C'est le sens de la mise à l'écart de Boukharine notamment. Or, Eugen Varga a réaffirmé ouvertement cette thèse après 1945, l'URSS l'a assumé officiellement après 1953.

Et si l'on regarde les caractéristiques mises en avant par Paul Boccara, on en retrouve la substance : le capitalisme peut se gérer, au moyen de plans. La différence d'avec la social-démocratie des années 1930, c'est que le capitalisme n'est pas considéré comme s'organisant tout seul, mais sous la supervision de l'État.

PAUL BOCCARA ET LA CRISE DE SURPRODUCTION DE CAPITAL

Paul Boccara défend ni plus ni moins que les thèses d'Eugen Varga ; toutes ses positions suintent le vargisme par tous les pores. Lui-même pense par contre avoir une pensée originale, ne comprenant rien à son utilisation historique comme vecteur du révisionnisme.

Il prétend même avoir développé l'analyse de Karl Marx. C'est là une constante chez Paul Boccara : Karl Marx serait daté. Son œuvre serait théorique qui plus est ; seule une analyse actualisée des tendances du capitalisme – c'est d'ailleurs la thèse d'Eugen Varga – permet de saisir le capitalisme dans ce qu'il est réellement.

Et Paul Boccara aurait même compris ce qui manquait chez Karl Marx :

« Nous prétendons que la théorie de la suraccumulation – dévalorisation du capital, ébauchée seulement en tant que telle dans le livre III du « Capital », permet l'intégration systématique de tout l'apport du « Capital » de Max pour se rendre de la réalité capitaliste dans ses aspects phénoménaux comme son évolution historique toute entière.

Elle permet de pousser plus avant les analyses inachevées des livres II et III du « Capital » et de fournir la solution des oppositions apparentes que certains penseurs avaient pu suggérer entre elles.

La théorie économique marxiste du capitalisme débouche, à notre avis, sur la théorie de la suraccumulation – dévalorisation. »

Karl Marx débouche donc sur Paul Boccara ! Pourquoi cela ? En quoi consiste cette théorie de la suraccumulation – dévalorisation ?

En juin 1975, les Editions Sociales liées au PCF publient Le capital ; c'est bien évidemment Paul Boccara qui en rédigea la longue introduction.

Les dernières pages exposent bien entendu la théorie du Capitalisme Monopoliste d'État et de la suraccumulation – dévalorisation, Paul Boccara se prétendant donc le successeur de Karl Marx (au début en passant par Lénine, puis à partir de 1989 directement depuis Karl Marx).

Voici ce que cela donne :

« C'est à partir de la théorie de la suraccumulation exposée par Marx dans Le Capital que nous expliquons aujourd'hui le Capitalisme Monopoliste d'État, ainsi que sa crise, phase cruciale ouverte depuis quelques années de la crise générale du capitalisme (...).

Suraccumulation signifie excès d'accumulation, ou capital accumulé en quantité excédentaire, car la plus-value, malgré son accroissement, est devenue insuffisante pour rémunérer avec le même taux de profit le capital total et lui permettre de fonctionner normalement.

C'est, en effet, dans la section du livre III du Capital intitulée « Loi de la tendance à la baisse du taux de profit » que la suraccumulation est analysée. »

Or, le problème est très simple : l'hypothèse de Karl Marx d'une surproduction de capital n'est pas présentée par ce dernier comme une crise de surproduction absolue. Karl Marx considère qu'une crise de surproduction absolue est à la fois une crise de surproduction de capital et une crise de surproduction de marchandises. Ce second aspect est totalement nié par Paul Boccara.

Qui plus est, il va modifier l'approche de Karl Marx. Dans son hypothèse d'une suraccumulation de capital, – que Paul Boccara transforme en fait –, Karl Marx parle de destruction du capital en trop, et non pas comme Paul Boccara d'une « dévalorisation ».

Chez Karl Marx en effet, la crise de surproduction du capital allie mise en sommeil du capital en trop voire disparition par l'écrasement par la concurrence (une entreprise fait faillite et son usine reste à l'abandon, par exemple).

Paul Boccara nie cette concurrence, ce capitalisme impliquant toujours concurrence même s'il existe une superstructure impérialiste, et bascule dans la thèse d'Euge Varga, comme quoi le capitalisme pense et s'allie à l'État.

On a alors l'État qui assume une partie de la production pour... empêcher que des capitalistes le fassent et que des profits y soient faits. L'objectif est ici selon Paul Boccara de maintenir les profits des monopoles en empêchant le capital non monopoliste de trouver une place dans l'économie. Il formule cela ainsi :

« Le relèvement du taux de profit des entreprises monopolistes est permis, dans la limite du mouvement du taux moyen, par une certaine réduction de la valorisation des capitaux non monopolistes (...).

Si des fonds publics sont donnés en subvention, ou prêtés sans intérêt ou à de faibles taux, une partie du capital en fonction ne réclame plus une mise en valeur aussi importante que celle des capitaux privés de l'entreprise (monopoliste) bénéficiaire, dont le taux de profit peut être relevé d'autant. »

Pour résumer : il y a suraccumulation de capital et le capital monopoliste, pour préserver ses profits et empêcher de se voir concurrencer, appuie l'existence d'un grand secteur d'État, pour paralyser une partie de l'économie et y empêcher des investissements capitalistes.

LES MODALITES DE LA DEVALORISATION SELON PAUL BOCCARA

Voici comment, en 1974, Paul Boccarra résume les modalités de l'intervention étatique pour bloquer une partie de l'économie :

« Suraccumulation ? Cela signifie excès d'accumulation des capitaux par rapport au profit possible pour les rémunérer.

Cet excès d'accumulation des capitaux résulte du fait que le but déterminant de la production capitaliste est l'accumulation de la richesse privée et sa fructification par le profit et non la satisfaction des besoins des diverses catégories de travailleurs.

Cette suraccumulation se manifeste dans les crises de surproduction et les récessions périodiques de la production capitaliste.

Cependant, on constate historiquement qu'après une longue phase, de 25 à 30 ans environ, où les crises sont peu importantes et les dépressions consécutives courtes, tandis que l'essor facile domine pendant toute la période, on passe à une longue phase d'allure différente où les crises sont plus importantes, où du moins les difficultés et les dépressions sont plus durables (...).

Au milieu des luttes de classe interviennent les transformations de structure – tenant au développement massif du secteur public et de l'intervention de l'État – avec la transformation du capitalisme monopoliste simple en capitalisme monopoliste d'État.

L'excès d'accumulation durable est provisoirement résolu non seulement par les anciennes méthodes, mais aussi par le développement du rôle du capital public – qu'il s'agisse d'une entreprise nationalisée ou de fonds publics donnés en subvention ou prêtés à des taux de faveur à une grande entreprise privée.

En effet, le capital public ne réclame pas pour lui le profit courant.

Il peut même accepter un profit nul, voire un déficit couvert par l'impôt ou des subventions inflationnistes. Dans ces conditions, une grande masse (bien que minoritaire) du capital engagé dans la production ne réclame plus le profit courant. Cela permet de relever d'autant le profit des grandes entreprises privées dominantes (...).

Toutefois, puisque le système tend à favoriser directement ou indirectement, sous prétexte d'intérêt général, les profits et leur accumulation de capitaux par les grands groupes capitalistes privés, on doit de nouveau aboutir à une situation de suraccumulation profonde et durables.

C'est ce qui se produit à partir de 1967-1969, avec le début de la crise du CME lui-même.

Cette crise de structure nouvelle est beaucoup plus profonde et beaucoup plus originale que les précédentes. »

Non seulement l'État aide les monopoles, mais en plus il occupe une partie de l'économie, afin de les protéger. C'est une lecture révisionniste.

SURACCUMULATION, DEVALORISATION, ARISTOCRATIE OUVRIERE CHEZ PAUL BOCCARA

Très concrètement, chez Paul Boccara, il n'y a aucune originalité. On est dans le vargisme le plus strict : il n'y aurait pas de connexion organique entre l'État et les monopoles ; la stratégie anti-monopoliste d'unité – y compris de la bourgeoisie non monopoliste – serait en mesure de décrocher l'État du capital monopoliste.

Bien entendu, on a toujours cette apparence radicale puisque cette approche dénonce la soumission de l'État aux monopoles, mais pas dans le sens d'une critique léniniste : dans le sens d'une théorie de conquête de l'État « neutre ».

Pourquoi alors cette théorie de la suraccumulation – dévalorisation ? Pour deux raisons : la première est qu'il s'agit simplement de la focalisation de Paul Boccara sur le thème, et donc d'une idée théorique produit abstraitement. La seconde est que cela sert fondamentalement les intérêts du PCF, de la CGT et de l'URSS.

La théorie de la suraccumulation – dévalorisation sous-tend en effet un « urgentisme » très important. Le capitalisme était présenté comme en phase terminale.

Déformant la théorie léniniste de l'impérialisme, Paul Boccara fait du surplus de capital une sorte de monstre défigurant l'économie, comme si le capitalisme s'était survécu à lui-même.

Ce qui est cocasse, c'est que Paul Boccara passa donc cinquante ans de sa vie à expliquer, à courts intervalles, que l'on rentrait dans la phase absolument finale de l'effondrement du capitalisme !

Vu ainsi, c'est ridicule. Mais à chaque fois, politiquement, cela permit un positionnement très particulier, justifié par cette prétendue urgence. C'était très pratique pour le PCF et la CGT.

Dans cette optique, l'économie allait s'effondrer, car le capitalisme était bloqué ; la gestion devenait intenable, tout l'énergie allait dans la finance... il faudrait donc prendre les choses en main.

De plus, en prétendant s'appuyer sur quelque chose relevant du marxisme, Paul Boccara pouvait prétendre à une dimension révolutionnaire ; en expliquant en même temps que c'était un prolongement, que Karl Marx n'avait pas directement expliqué cela, il se donnait une marge de manœuvre totale dans l'interprétation.

On pouvait donc indéfiniment se tromper, repousser la crise au cycle suivant, etc. Et en fonction de cette « crise » perpétuelle (« systémique » est le terme ici employé) mais connaissant des « phases », on pouvait prôner telle ou telle mesure, telle ou telle intervention dans l'économie.

Il est évident ici que le boccarisme n'est donc rien d'autre que l'expression idéologique de l'aristocratie ouvrière.

En présentant comme incontournable la participation des couches « instruites », participatives, gestionnaires de la classe ouvrière, il faisait de l'aristocratie ouvrière un étendard et appelait à protéger ses intérêts.

On comprend donc le sens de la théorie de la suraccumulation – dévalorisation. Pour maintenir la « gestion » du capitalisme contre le capital « en trop », il faut une rationalité depuis l'intérieur de l'entreprise, par le syndicat, par le PCF qui est l'organisation politique de ce syndicat (dans la droite ligne du positionnement de Maurice Thorez).

Le capitalisme apparaît donc comme organisé, organisable, et par conséquent organisable dans un sens différent, si l'on s'approprie la gestion.

Paul Boccara n'hésita pas à faire une comparaison du capitalisme avec la vie :

« La théorie de la suraccumulation – dévalorisation du capital permet d'analyser la régulation spontanée, opérant à la façon de celle d'un organisme naturel, biologique, du capitalisme. »

Voici un autre exemple de parallèle « biologique », dans *Études sur le capitalisme monopoliste d'État*. Sa crise et son issue, en 1974 :

« La théorie de la suraccumulation / dévalorisation du capital permet d'analyser la régulation spontanée, opérant à la façon de celle d'un organisme naturel, biologique, du capitalisme.

Elle montre comment sur la base des rapports de production, de circulation, de répartition et de consommation capitaliste, c'est-à-dire de la structure économique de la société capitaliste, s'effectue cette régulation.

La régulation concerne l'incitation au progrès des forces productives matérielles (et de la productivité du travail), ainsi que la lutte contre les obstacles à ce progrès.

Elle concerne aussi le rétablissement de la cohérence normale du système, après le développement des discordances et le dérèglement formel que ce progrès engendre nécessairement.

Ce rétablissement s'effectue à travers les transformations qu'elles provoquent, y compris les transformations structurelles de l'organisme économique allant jusqu'à mettre en cause l'existence du capitalisme lui-même. »

La politique a ici disparu, c'est la « gestion » qui compte. Le boccarisme, c'est gestion contre gestion.

LE LEVIER DE LA GESTION CONTRE LA SURACCUMULATION SELON PAUL BOCCARA

Toutes les mesures prônées par Paul Boccara placent l'aristocratie ouvrière au centre du jeu. Il va y avoir ici une production très grande d'idées, de concepts, appelant à activer cette couche sociale, à lui laisser le champ libre, à lui accorder la plus grande place, etc.

Voici comment en 1971, dans *Les « ressources » permettent les « dépenses »*, qui critique un article du *Monde*, cette vision du monde est présentée :

« L'article passe même complètement sous silence le point de départ du programme : la considération de la crise du Capitalisme Monopoliste d'État marquée par le gaspillage des ressources et l'incapacité de répondre aux besoins des masses.

Il ignore ce que nous disons des exigences nouvelles du progrès technique : la nécessité d'en finir avec le Capitalisme Monopoliste d'État pour permettre à la révolution scientifique et technique de se développer.

Il ignore ce que nous disons de l'excès d'accumulation des capitaux et notamment de la preuve évidente de la suraccumulation dans les énormes capitaux flottants employés à la spéculation monétaire. »

Le capital financier est ici le seul ennemi, car il correspond selon la théorie de la suraccumulation – dévalorisation à une surproduction de capital.

Il faut donc le bloquer ; si on le laisse faire il va tendre à former une économie basée uniquement sur la finance (ce qui est une hypothèse absurde).

Pour le contrer, il faut faire en sorte que l'entreprise capitaliste assume de nouveaux critères, dans un sens industriel, et non plus dans un sens financier. Paul Boccard oppose l'industrie qui serait une production réelle à la finance qui serait une production virtuelle.

Il faudrait selon lui que dans les comptes de l'entreprise, dans la gestion, la production soit privilégiée à la finance, donc que les investissements soient « productifs » dans le pays et non spéculatifs dans d'autres pays, que les salaires soient privilégiés aux actionnaires.

On a ici non seulement une revendication finalement classique d'une meilleure répartition des bénéfices pour le travail et non le capital, mais une prétention à ce que cela aille avec une mise en valeur de l'entreprise elle-même.

L'entreprise marcherait bien mieux si elle échappait à la pression de la suraccumulation. Voici comment, en 1982, Paul Boccard explique cela dans *De nouveaux critères pour l'intervention des travailleurs dans la gestion* :

« Nous opposons à ce critère du rapport profit sur capital avancé en monnaie, le critère de base nouveau exprimé par le rapport : valeur ajoutée sur capital matériel (et financier) avancées.

La valeur ajoutée de la comptabilité, c'est toute la production de l'entreprise, vendue ou vendable (exprimée par son prix)... moins ce qu'on appelle les consommations intermédiaires, c'est-à-dire les dépenses de matières premières, de semi-produits, d'énergie, etc, consommées pour cette production.

Pour obtenir la valeur ajoutée nette, il faut aussi déduire les amortissements justifiés correspondant à la consommation et donc à l'usure du capital fixe (machines et bâtiments).

La valeur ajoutée, c'est donc la richesse nouvelle produite mesurée par les prix, au-delà des richesses matérielles consommées et intégrées dans la production. Cette valeur ajoutée ne donne pas seulement les profits nets que l'entreprise tire de la production.

Mais aussi elle donne les salaires et encore les prélèvements sociaux : les impôts et les cotisations sociales tirées de cette valeur ajoutée.

En conséquence, si l'on propose d'augmenter toute la valeur ajoutée de la production, et non plus les profits monétaires, cela favorise l'augmentation des salaires (par l'emploi et la qualification) et celle des prélèvements sociaux au lieu de s'opposer à elles. »

Ainsi, si les bénéfices allaient dans les investissements productifs et dans les salaires, dans les formations, les entreprises seraient plus fortes.

C'est pourquoi il faudrait faire face au mauvais capitalisme, qui entend échapper au monde réel de la production pour se cantonner dans le monde abstrait de la finance, avec la spéculation sur les monnaies, les titres à la bourse, les terrains, les stocks, les achats-reventes d'entreprises, les exportations de capitaux.

PAUL BOCCARA ET LA PRODUCTION NATIONALE

Paul Boccara n'a cessé de mettre en avant, et le PCF avec lui, que seule la classe ouvrière peut sauver l'existence d'une production industrielle. Si ce n'était pas effectué, le capital financier engloutirait tout (ce qui est naturellement une abstraction théorique complète, niant l'existence du profit, de la production pour le profit, etc.).

C'est cela qui explique – même si cette théorie ne vise en fait en réalité qu'à justifier le social-chauvinisme de l'aristocratie ouvrière – le discours nationaliste du PCF sur la production nationale.

L'utilisation systématique des couleurs tricolores, les références à la nation, au pays, etc., tout cela relève de cette idéologie où la production industrielle nationale ferait face à la prédation d'un capitalisme financier issu de la surproduction absolue de capital.

Le PCF et la CGT seraient les seuls gestionnaires potentiellement à la hauteur ; voici ce que Paul Boccara dit en 1982, dans la revue *Économie et Politique*, dans l'article *Luttes pour la production nationale et utilisation de critères nouveaux* :

« Les luttes de la classe ouvrière et de toutes les catégories de travailleurs pour développer la production nationale et l'emploi en quantité et en qualité sont à l'ordre du jour.

Afin d'engager ces luttes de façon efficace avec des résultats tangibles et durables l'utilisation de nouveaux critères de gestion devrait permettre de s'attaquer graduellement, de façon constructive et cohérente aux pratiques profondément enracinées qui ont conduit aux déficits extérieurs records actuels et qui persistent en faisant obstacle à un nouveau type de croissance. »

Les économistes du PCF organisèrent donc de très nombreux débats, avec des socialistes mais aussi des patrons, pour débattre, discuter des améliorations possibles, proposer des solutions, etc.

En janvier 1974 fut par exemple organisé par les Éditions sociales, liées au PCF, un débat à la Mutualité, à Paris, à l'occasion de la sortie de l'ouvrage de Paul Boccara intitulé *Études sur le capitalisme monopoliste d'État*, sa crise et son issue.

Furent présents, en plus de l'auteur et outre un public de mille personnes, le rédacteur en chef adjoint du Figaro Michel Bassi, l'éditorialiste d'Europe 1 Jean-François Kahn, ainsi que Roger Priouet, éditorialiste à L'Express et chroniqueur à RTL ; présidèrent deux membres du Comité Central du PCF, Lucie Sève à la tête des Éditions sociales, et Jean Fabre, directeur politique de la revue *Économie et Politique*.

Autre exemple : en décembre 1982, le PCF organisa un colloque au sujet des nouveaux « critères » de gestion, invitant des dirigeants d'entreprises et de banques, des responsables socialistes dont celui de la commission économique du Parti socialiste, Dominique Strauss-Kahn.

Les années 1980 furent en fait l'apogée d'une telle orientation. *Économie et Politique*, une revue très technique, très spécialisée, formant les cadres boccaristes (en plus des formations internes au PCF), avait 3 000 abonnés en 1975, 6 000 en 1985, 10 000 en 1990. Le PCF et la CGT sont indissociables du capitalisme industriel des années 1980.

Voici un exemple de la prose de Paul Boccara d'alors à ce sujet, dans *Économie et Politique* en 1982 :

« Je voudrais soumettre au débat les propositions nouvelles des économistes communistes concernant de nouveaux critères de gestion des entreprises publiques et aussi des entreprises privées pour contribuer à sortir de la crise (...).

Dans la situation politique actuelle en France, l'exigence de nouveaux critères de gestion grandit tout particulièrement.

En effet, les contradictions s'aiguisent entre, d'une part, les intentions et les efforts d'intervention publique nouvelle en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat, des consommations sociales et de la démocratie économique et, d'autre part, la domination des critères de rentabilité financière aux plans national et international sur la gestion des entreprises privées et publiques, et, par elles, sur l'économie et la société globales (...).

La recherche de l'élévation du profit favorise une substitution trop coûteuse des moyens matériels aux travailleurs salariés et le gâchis des moyens matériels. Les moyens matériels peuvent d'ailleurs constituer la base de fortunes privées.

En outre, la crise de productivité et de débouchés pousse à une accumulation financière croissante au détriment de la production et à la recherche des profits de plus en plus financiers.

Inversement les économies en capital permettent d'augmenter la portion de valeur ajoutée disponible pour les salaires et les prélèvements sociaux ou Valeur Ajoutée disponible pour les travailleurs et la société. »

Il y aurait donc d'un côté le capitalisme financier, de l'autre l'emploi et la production nationale. La bataille pour l'emploi et la production nationale serait donc, en soi, une confrontation directe avec la forme la plus agressive de capitalisme, et donc avec le capitalisme lui-même.

Ce qui est du simple réformisme se voit aussi auréolé du statut de quasi transition au socialisme !

PAUL BOCCARA ET LES NATIONALISATIONS

Les nouveaux critères ne sont qu'un aspect de la lutte pour la défense des intérêts de l'aristocratie ouvrière. Afin de peser de manière plus forte dans la bataille, Paul Boccara théorisa également la nécessité des nationalisations et de la formation d'un secteur bancaire public.

Cela était bien entendu présenté comme un moyen d'avancer vers le socialisme. Toutefois, très concrètement, cela allait dans le sens du renforcement de l'aristocratie ouvrière, car qui pouvait prendre en main ces nationalisations si ce n'est justement le PCF et la CGT ?

La preuve de cela, s'il en était besoin, c'est que les nationalisations n'étaient nullement considérées comme séparées des entreprises du privé.

Les nationalisations étaient considérées comme devant aller dans le sens d'une amélioration du secteur privé, justement en lien avec cette question des nouveaux critères.

Voici comment la chose est présentée en 1982, dans l'article *De nouveaux critères pour l'intervention des travailleurs dans la gestion* :

« Des relations nouvelles secteur public – secteur privé peuvent favoriser non pas le pillage du secteur public, ou encore un comportement de type privé des entreprises nationalisées, mais des socialisations et des décloisonnements hardis, permettant des économies d'échelle et des plans audacieux d'innovations concertées.

Cela peut concerner notamment les centres de recherche, la formation des travailleurs, la conjonction des plans de développement des équipements, des produits des marchés.

Ces concertations peuvent s'appuyer sur les contrats passés par les entreprises nationalisées et privées, entre elles, et aussi avec les collectivités publiques et le plan démocratique à l'échelle nationale ou à l'échelle régionale dans le cadre d'une véritable décentralisation, comme en vue de nouvelles relations et coopérations internationales. »

Ce qu'on voit ici dans l'optique de Paul Boccard, c'est qu'il n'y a pas de conflit entre le capitalisme et les nationalisations, mais entre d'un côté les entreprises et les nationalisations, de l'autre le capital financier !

La perspective du PCF et de Paul Boccard, pour ne pas dire leur obsession tout au long des années 1980, est la production pour la production, considérée comme en soi dépassant le capitalisme !

D'où le fait d'accuser les entreprises de gaspiller leur propre capital, de sous-utiliser leurs équipements, de ne pas réaliser des productions de qualité, de ne pas être à la hauteur sur le plan de la recherche et du développement, de ne pas améliorer les qualifications de ses employés, etc.

Et cela est vrai également pour les entreprises nationalisées. Puisqu'il s'agissait en fait de renforcer l'aristocratie ouvrière, il était nécessaire pour Paul Boccard de toujours prôner une meilleure gestion.

Un exemple de cela fut l'ouvrage *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, publié en 1985, avec comme contenu des analyses critiques des directions de Renault, CIT Alcatel, Normed, etc.

Cela donne par exemple le point de vue suivant :

« La direction néglige le fait que le coût énorme de « non-qualité » qu'elle a pu chiffrer à 6 % du chiffre d'affaires en 1984 (retouches, dépenses de garanties, non-fidélité et baisse des parts de marché, etc) est précisément en bonne partie lié à la recherche prioritaire du rendement véhicule homme.

En outre, les gâchis de coûts et d'investissements fixes matériels sont aussi liés, e partie, à un accent insuffisamment mis sur la meilleure utilisation des matériels, et les économies du temps de non-utilisation des machines.

Cela se relie, entre autres, aux types d'analyse et de calcul de productivité par établissement et atelier, ramenant tous les coûts au coût de l'heure-travail (salaires horaires majorés des coûts de consommations intermédiaires et de coûts fixes).

Ces gâchis semblent liés tout particulièrement aux répercussions des réductions des effectifs et des insuffisances de dépenses de formation, à l'opposé, notamment, des exigences de la maintenance des matériels nouveaux. D'où l'importance de la sous-utilisation des équipements.

Enfin et surtout, il faut souligner que les gâchis financiers liés à la politique d'exportation des capitaux aux États-Unis sont toujours systématiquement niés et aggravés. »

La production serait forcément, en soi, mieux géré par le PCF ; on ne trouve aucun questionnement de la forme de la production, de sa nature, de son sens, de son but, de son rapport à la classe ouvrière, de la propriété des moyens de productions, du pouvoir, de l'orientation générale de la société, etc.

PAUL BOCCARA ET LE PROGRES TECHNIQUE

Dans la revue *Issues*, en 1984, Paul Boccara publia un long article, *Nouvelles élaborations sur des critères de gestion pour une issue à la crise*. En voici un extrait important, présentant à la fois la démagogie « productiviste » de Paul Boccara, et montrant bien également comment est sous-jacent une conception prenant en compte la technologie, les débuts de l'informatisation.

Considérant le capitalisme comme bloqué, Paul Boccara considérait en conséquence que tout progrès technique allait forcément dans le bon sens, car pour être vraiment réalisé il exigeait une soi-disant modernisation démocratique, impliquant les ouvriers, avec de nouveaux critères, etc.

Le passage suivant est flagrant. On y voit tout à fait des propositions pour aider le capitalisme ! Pourtant Paul Boccara présente cela comme une perspective révolutionnaire, car le capitalisme aurait fait son temps et ne pourrait plus rien assumer !

« Si nous avons pu parler de début de révolution « informationnelle » en la distinguant de la révolution « industrielle » – c'est pour mettre en avant en liaison avec le remplacement matériel des fonctions du cerveau et avec l'informatique, l'importance grandissante et cruciale de toutes les fonctions d'information, y compris au niveau des matériels, et notamment du travail intellectuel, de service, et plus largement d'information spécifique des hommes eux-mêmes (...).

Ces transformations technologiques exigeraient et rendraient possibles, mais pas du tout automatique, le renversement de l'interversion capitaliste du subjectif et de l'objectif : les hommes traités comme des choses et dominés activement par les moyens matériels représentés par leurs monopoleurs.

Par exemple, le contrôle central peut être poussé vers son maximum avec une déconcentration favorisant une centralisation plus efficace car non encombrée, à l'opposé d'une décentralisation développant l'autonomie effective des unités de production.

Mais cela pourrait faire progresser de la sorte à la fois, les déséconomies ou gâchis anti-économiques du monopole à grande échelle et de l'uniformité extrême des impulsions fondamentales des décisions, et, et en même temps, les techniques matérielles et humaines d'un processus véritable de décentralisation.

Ce dernier pourrait commencer à développer les adaptations créatrices de collectifs de travail autonomes sans les déséconomies d'échelle de l'isolement. Il ne s'agit pas d'élever une critique négative et une protestation générale contre la domination du capital.

Il s'agit de mettre en cause de façon concrète la domination des règles et critères de gestion capitalistes par des propositions constructives opérationnelles de portée révolutionnaire.

Ces propositions peuvent viser à faire le lien entre les divers points d'appuis concrets, offerts par le développement nouveau des contradictions sociales en liaison avec l'essor des nouvelles technologies, et une régulation d'ensemble radicalement nouvelle et viable.

Ainsi on pourrait construire dans la réalité phénoménale, à partir des luttes des différentes catégories de travailleurs pour la maîtrise de leur travail, des rapports d'intervention dans la gestion, tendant à court-circuiter leurs exploités et dominateurs communs.

Un des enjeux centraux de cette lutte consiste dans la suppression graduelle des barrières dans le travail et dans la formation entre les différentes catégories de travailleurs (...).

Des ressources financières sont sans cesse retirées de la production pour accroître le potentiel de domination financière en achetant des devises, des titres privés et des titres publics (actions, obligations, etc).

Ces ressources financières sont prélevées notamment pour acheter des entreprises existantes à l'opposé de dépenses de création et de productions nouvelles.

Au contraire, de nouveaux critères de gestion peuvent favoriser l'économie des moyens financiers et matériels ainsi que les débouchés d'une croissance de la production nouvelle, favorable aux dépenses pour les hommes.

Ils peuvent ainsi pousser à des coopérations entre les entreprises, économes en moyens financiers, et à des adaptations techniques en croissance des équipements existants et des effectifs employés (remise en formation etc) à l'opposé des casses matérielles et humaines.

Ces nouvelles coopérations au plan régional, national, international, permettraient d'économiser sur le financement des dépenses de contrôle visant le rachat partiel ou intégral d'entreprises avec rachat de parts de marché accompagné d'une certaine casse des moyens matériels et humains.

Mais elles autoriseraient aussi les économies d'échelle des dépenses de recherche et de formation en commun, tout en favorisant l'autonomie créatrice des unités de production et les débouchés réciproques pour une croissance plus importante et nouvelle de production.

On chercherait graduellement à faire que les hommes dans la mesure où ils travaillent soient ou employés ou en formation, à l'échelle des entreprises, des régions, de la société avec une sorte de protection sociale de la formation et de l'emploi. »

PAUL BOCCARA ET LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE CHOISY-LE-ROI

Les implications politiques de la conception de Paul Boccara étaient très importantes. Aussi, sa mise en place rentre-t-elle toujours dans contexte, un cadre, toujours très encadré.

Un moment-clef de l'affirmation du dispositif idéologique boccariste fut la conférence internationale sur le capitalisme monopoliste d'État de Choisy-le-Roi, qui se tint du 26 au 29 mai 1966.

Paul Boccara intervint au début de celle-ci, témoignant de sa propre importance dans la mise en avant du concept, avec donc la reconnaissance ouverte de l'URSS.

L'intervention qu'il fit est liée à cela, puisqu'il s'agit d'un petit rapport mettant en lien la question du capitalisme monopoliste d'État avec celle du programme politique.

C'est qu'il faut bien voir à l'arrière-plan qu'on a ici du vargisme.

L'URSS apprécie le vargisme, et ses variantes comme le boccarisme, à partir du moment où cela satisfait ses exigences en tant que puissance social-impérialiste.

Paul Boccara dut donc dès le départ montrer patte blanche et montrer en quoi il y avait convergence entre les analyses du capitalisme monopoliste d'État et un programme politique en adéquation avec les intérêts soviétiques.

Il fit donc référence à Eugen Varga, montrant que c'est chez lui que le concept de « capitalisme monopoliste d'État » a été mis en place, et cela dès les années 1930. Il ne pouvait pas faire autrement que de le préciser, les participants sachant bien cela.

Il ne reparlera plus cependant d'Eugen Varga, à part de manière extrêmement anecdotique, comme dans son article *Aperçu sur la question du capitalisme monopoliste d'État*, dans la revue *Économie et politique* (janvier-mai 1966), où il était dit qu'Eugen Varga n'avait pas examiné assez profondément les possibilités d'une utilisation « démocratique » du processus propre au capitalisme monopoliste d'État pour la « victoire » de la classe ouvrière.

Lors de la conférence, la mention d'Eugen Varga suivait bien entendu une référence à Lénine, présenté comme celui qui aurait vu le même processus, au moyen d'une déformation de son propos dans par ailleurs seulement deux citations.

Paul Boccara dénonça ensuite Staline, comme de rigueur, pour affirmer dans la foulée qu'il n'y avait actuellement pas encore de théorie marxiste du capitalisme monopoliste d'État.

Il dit ainsi :

« Peut-on dire qu'il y ait actuellement une théorie marxiste admise du capitalisme monopoliste d'État ?

Non.

Si certaines formules sont généralement admises, elles ne constituent pas une théorie, mais des délimitations de la question, des premières tentatives de généralisation de phénomènes connus, qui n'expliquent pas rigoureusement leur nécessité, qui ne fournissent pas les lois nécessaires de leur apparition et de leur développement, de leurs mouvements divers.

Il serait grave de se méprendre sur la portée de ces formules dont la grande utilité est incontestable mais provisoire et relative.

Cette utilité ne saurait masquer la nécessité impérieuse de l'élaboration d'une théorie scientifique du capitalisme monopoliste d'État. »

C'était là parfaitement en phase avec les besoins de l'URSS : pas de dogmatisme et donc une grande marge de manœuvre pour l'opportunisme, et des partis à l'extérieur de l'URSS comme appendices jouant en sa faveur.

Paul Boccara s'empressa par ailleurs d'ajouter qu'il existait trois définitions valables du capitalisme monopoliste d'État.

Il mentionna comme sources de celle-ci le manuel [soviétique] d'économie politique de 1955 (soit après la liquidation des positions de Staline), la Nouvelle revue internationale [des « partis communistes et ouvriers » inféodés à l'URSS] d'octobre 1958 (soit une fois que les positions de Staline furent liquidées à l'international), ainsi que la « conférence des 81 Partis communistes et ouvriers » de 1960 (soit après la rupture sino-soviétique et donc une fois l'anti-révisionnisme rejeté).

De manière subtile, Paul Boccara en profita pour préciser qu'il ne fallait pas parler de fusion de l'appareil d'État et des monopoles, car cela serait « anti-dialectique », les deux pôles continuant à exister.

C'est que Paul Boccara avait une tâche : justifier la possibilité de la conquête institutionnelle du pouvoir. Une fusion – conception non marxiste par ailleurs – obligerait à détruire l'État.

Or, on a ici une convergence entre l'aristocratie ouvrière, organisée dans le PCF et la CGT, et l'URSS. Les deux veulent peser sur l'État français ; leurs intérêts convergeaient ouvertement.

Et pour bien asseoir cette alliance d'intérêts, Paul Boccara alla même plus loin : il affirma que Lénine n'avait pas donné une définition parfaitement claire de l'impérialisme. C'était là ouvertement du révisionnisme, mais cela ne posa aucun problème.

Il est à noter par ailleurs que du côté des forces anti-révisionnistes françaises, cet aspect ne fut pas analysé non plus, ou dénoncé. Il ne fut sans doute tout simplement pas vu.

Tout au long de sa vie, et de manière encore plus accentuée après 1989, Paul Boccara souligna qu'il ne fallait pas être dogmatique, que le marxisme demandait des analyses toujours nouvelles, car rien ne serait fixé sur le plan des concepts, etc.

Cette thématique fut régulièrement mise en avant, au détour des analyses, dans une vraie optique d'éducation « anti-stalinienne », évidemment.

En janvier 1966, Paul Boccara prononça par exemple deux conférences dans le cadre de « l'Université nouvelle », au sujet de l'ouvrage de Karl Marx *Le capital*.

Après avoir présenté la situation historique et les conceptions de Karl Marx sous un certain angle, Paul Boccara en arriva alors au point où il affirma :

« Certains peuvent penser que ces précisions érudites n'ont pas une grande importance pour avoir une juste idée d'ensemble du Capital.

Mais songez que longtemps, sous l'influence du dogmatisme [c'est-à-dire le marxisme-léninisme défini par Staline], on a tendu à croire que « Le Capital » contenait toute la théorie du capitalisme, au moins pour l'époque de Marx.

Alors qu'au contraire Marx, en décidant d'écrire « Le Capital », veut élaborer une œuvre volontairement relative et à dépasser.

Cependant n'exagérons pas, ce « Capital en général », qui contient déjà la quintessence de la théorie du capitalisme, va voir son contenu enrichi avant devenir l'ouvrage que nous connaissons avec des emprunts importants faits aux autres parties sans doute et notamment aux livres 2 et 3 de la « Contribution » prévus sur la propriété foncière et sur le travail salarié (...).

Le « Capital » est doublement daté et limité, en tant qu'ouvrage d'une époque historique bornée par la vie de Marx, daté et limité en tant que moment d'une recherche interrompue par la mort de Marx.

Certes, toute œuvre est datée et relative. Mais le caractère profondément scientifique du « Capital » résulte du fait qu'il se sait et se veut daté, limité, relatif (...).

Il faut souligner ce caractère antidogmatique du « Capital » qui se veut un moment de la recherche et non une somme définitive, comme on l'a cru parfois.

Loin de barrer la route à la recherche ultérieure, il appelle explicitement à le dépasser. »

Le propos est démagogique et sous couvert de science ne vise qu'une seule chose : nier que Karl Marx aurait affirmé des lois – chez Paul Boccara, Karl Marx n'est qu'un indicateur de tendances.

On a avec cette approche un style véritablement révisionniste – même si Paul Boccara n'a jamais connu que le révisionnisme, n'ayant même pas lui-même à modifier ses propres considérations.

Sa carrière commença directement avec cette approche « antidogmatique », avec ce bricolage intellectuel sur différentes thèses de Karl Marx, masquées au départ derrière de multiples résumés théoriques ou historiques de certains points marxistes.

Voici ce qu'il dit en 1961, dans *Quelques hypothèses sur le développement du « Capital »* :

« On est frappé par les ressemblances de forme évidentes entre le stade manufacturier et le stade monopoliste suprême du capitalisme.

Concurrence niée et modifiée par les monopoles, importance décisive du commerce extérieur et colonial, du rôle économique de l'État (législation ouvrière, politique douanière, finances).

Évidemment, ce sont des ressemblances formelles abstraites qui recouvrent des réalités extrêmement différentes.

Mais n'y a-t-il pas quelque chose de plus profond derrière ces analogies, et indépendamment de la nécessité générale d'utiliser l'État, étant donné l'antagonisme entre le mode de production et les conditions générales dans lesquelles il fonctionne, à une époque de transition? »

Ce rapport d'analogie – l'analogie étant par définition opposé à l'esprit de synthèse comme approche des phénomènes – en dit long sur l'éclectisme de Paul Boccara, qui n'en expliquait pas moins en long et en large au début de sa carrière qu'il fallait le matérialisme dialectique, etc.

Le passage suivant, du même document de 1961, témoigne pourtant clairement de son refus du déterminisme, du matérialisme dialectique dans sa substance :

« Le lien indispensable entre nécessité sociale et liberté historique fait que cette nécessité exclut le fatalisme.

Non seulement l'action des hommes permet à la nécessité de changer de forme, mais surtout la complexité du déterminisme historique permet véritablement aux hommes de faire leur histoire.

De même, plus l'intelligence de la nécessité progresse et plus croît la possibilité de liberté réelle. Ainsi le passage nécessaire d'un mode de production à un autre n'est pas fatal.

La classe déclinante, profitant de conditions favorables, peut, au prix de grandes souffrances pour les masses et de tentatives de régression, prolonger son agonie et faire pourrir le plus longtemps possible le mode où elle domine.

Mais aussi le passage, devenu inéluctable, peut ne pas se faire, car les sociétés sont mortelles et ainsi la Rome antique disparaît en tant que telle de la scène de l'histoire.

Il faudrait étudier la particularité des conditions concrètes (géographie, influence historique extérieure, etc.) qui rendent compte des réalités phénoménales, si différentes suivant les pays, exprimant le même mouvement économique essentiel et permettant une action subjective différente. »

PAUL BOCCARA ET LE CATASTROPHISME

Le pseudo antidogmatisme n'était pas le seul vecteur des marges de manœuvre pour l'opportunisme ; le catastrophisme en fut un également.

D'un côté, ce catastrophisme était le prolongement nécessaire de la conception de la crise selon Eugen Varga. Rien que là on voit bien que Paul Boccara est un vargiste.

De l'autre, ce catastrophisme permettait de justifier tout et n'importe quoi, cela donnait une impression d'actualité, ce qui était très important par rapport à la vague révolutionnaire d'alors dont la Chine populaire était le noyau dur.

Pendant cinquante ans, donc, Paul Boccara a expliqué que la « tendance » indiquait l'effondrement du capitalisme.

Tout en utilisant moult précautions oratoires – tout comme Eugen Varga à partir du milieu des années 1920 – Paul Boccara expliquait de manière régulière que la crise était sans précédent, que c'était un tournant, le changement de régime était à portée de main, car les gens auraient pris conscience, etc.

Dans un article d'Économie et Politique en décembre 1969, au sujet de la crise du capitalisme monopoliste d'État et de son rapport avec les luttes des travailleurs, Paul Boccara parle ainsi d'un capitalisme ébranlé, de mécanismes devenus inopérants, etc.

Dans *L'Humanité* des 28 janvier et 4 février 1972, Paul Boccara publia un article en deux parties, *Suraccumulation et programme d'union populaire* ; il s'y présente comme très optimiste quant à l'effondrement du capitalisme :

« Depuis quelques temps on parle, à juste titre, de la crise de la société française. Malgré sa base économique, cette crise de la société française capitaliste n'est pas une crise conjoncturelle de surproduction.

S'il y a désormais une tendance fondamentale et durable aux difficultés de l'activité économique, le mouvement des hauts et des bas de la conjoncture persiste.

En dépit de ces hauts et bas relatifs de l'activité économique, la crise continue pourtant à s'approfondir.

C'est le système même de l'intervention économique massive de l'État et de la mobilisation des moyens publics au bénéfice des monopoles capitalistes – le capitalisme monopoliste d'État – qui est atteint aujourd'hui dans ses fondements.

Dans les conditions présentes, la crise du capitalisme monopoliste d'État se révèle à l'échelle internationale avec le dérèglement du système monétaire capitalistes.

Elle se révèle aussi avec la tendance générale, depuis 1967-1969, à une croissance plus ou moins ralentie de la production accompagnée d'un chômage nettement plus important et plus durables.

Elle se manifeste encore par la montée des luttes sociales dans tout le monde capitaliste. Cette crise de structure atteint tout spécialement notre pays. Elle se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale : économique, politique, idéologique, etc. »

Paul Boccara maintiendra ce genre de posture pendant les années 1980, comme par exemple en 1988, dans *Vers une nouvelle phase de la crise*, où il dit :

« L'ébranlement marqué par le krach boursier de l'automne 1987 n'est pas terminé.

Au-delà de la turbulence consécutive des changes entre les monnaies, il va conduire à une nouvelle récession de la croissance, probablement vers la fin de 1988 ou bien en 1989.

Mais déjà la question se pose, par-delà même cette nouvelle aggravation conjoncturelle de la situation économique, de l'entrée dans une nouvelle phase de la crise de structure qui s'annoncerait dès aujourd'hui. »

Il ne s'interrompt jamais dans sa démarche, et personne au PCF ne lui en fit la critique. En 1993, dans *Emploi efficace et mixité « marché / partage » pour une tout autre politique économique*, il expliqua que :

« Les élections législatives de mars 1993 pourraient favoriser les débuts d'un débat crucial sur une nouvelle politique économique. Elles surviennent, en effet, dans la conjoncture de récession mondiale allongée de la fin de 1989 à 1993, marquant le passage à une nouvelle étape de la longue phase de difficultés de la crise systémique en cours. »

En 1994, il affirma que :

« La situation exige de façon urgente une grande initiative comme celle que nous avons prise [la proposition d'un pacte unitaire à toute la gauche, aux associations, etc.].

Il y a une maturation de la crise, des difficultés mais aussi de la prise de conscience de la nocivité des politiques menées, qui constitue un appel, une demande considérablement. »

En 1997, on lit dans l'article *Au cœur des défis de notre mutation Des propositions immédiates et de dépassement révolutionnaire* :

« La crise systémique en cours à l'échelle mondiale, avec l'exaspération de la domination des marchés financiers et du chômage perdurable, est vraiment d'une profondeur sans précédent.

Elle commence à exiger des débuts de dépassement du capitalisme lui-même, dans une mixité institutionnelle radicale. »

En 1998, dans *Face à la crise mondiale de la domination des marchés financiers*, cela donne par exemple :

« Il ne s'agit pas d'une péripétie, ni même d'un simple krach, mais d'une crise financière mondiale, d'une gravité sans précédent, qui dure et s'amplifie depuis mai 1997.

Tout ne va pas s'effondrer brutalement, à un moment donné.

Mais on assiste, à l'échelle mondiale, à des ébranlements en série, des coups de boutoirs, ainsi qu'un renforcement considérable des facteurs et des difficultés du chômage, du ralentissement voire des reculs de croissance et des dépenses publiques, de l'exaspération des antagonismes entre États.

C'est très probablement la crise du système de domination exacerbée des marchés financiers qui a commencé, bien sûr par un processus qui peut durer longtemps avec certains hauts et bas (...).

Les ambivalences du branchage de la croissance sur la révolution informationnelle parasitée par la domination des capitaux financiers, vont dans le même sens d'alimentation des profits nouveaux pour la croissance financière, d'aggravation et de durée sans précédent du chômage massif et de la précarité, mais aussi de la possibilité du début de dépassement de la domination des capitaux avec des transformations plus radicales. »

Ou bien encore, la même année dans *Contradictions et inefficience des premiers infléchissements* :

« Une fois les États-Unis puis, à un moindre degré, les pays de l'Union Européenne, sérieusement touchés et très inquiétés par la crise financière mondiale à la fin du mois de septembre, les dirigeants des États dominants et des institutions financières ont commencé à admettre sa gravité sans pareil. »

Voici ce que dit Paul Boccard en juillet 2000, dans l'article *Refondation de précarisation ou de sécurisation ?* :

« La bataille sociale et politique sur l'UNEDIC et l'Assurance- chômage avec le Medef, qui s'est engagée au printemps 2000, est de la plus haute importance.

Elle se situe à un moment crucial de la crise systémique et des défis de son issue. Il y a d'importantes créations d'emplois, avec la maturation des nouvelles technologies de la révolution informationnelle.

Et il y a aussi non seulement leur précarisation accrue et le maintien d'un chômage massif mais encore la précarité de cette croissance elle-même, poussée par les marchés financiers gonflés, tandis que le ralentissement aurait commencé aux États-Unis.

Ce double aspect : potentiel de croissance nouvelle, d'une part, son caractère refoulé et contrarié, y compris le risque de relance du chômage, d'autre part, peut donner beaucoup de hardiesse aux revendications des travailleurs et des populations. »

Ou bien encore, à la toute fin des années 2000, en soulignant l'importance des élections régionales, dans *Pour des avancées fondamentales sur les services publics et communs depuis le plan local et régional* :

« Face à la radicalité de la crise du capitalisme, nous avons besoin d'une expansion extraordinaire des services publics. Or, leur défense et leur progression seraient possibles depuis le plan local et régional.

Et cela pourrait contribuer à une autre construction au plan national et au plan européen. Et même par là au mondial.

D'où la grande portée des élections régionales sur cette question cruciale des services publics, au carrefour de toutes les solutions à la crise systémique. »

PAUL BOCCARA, LA DEMOCRATIE AVANCEE ET LA SATELLISATION PRO-SOVIETIQUE

Il est évident que ce catastrophisme, adossé à un appel à participer massivement aux institutions, combinait les intérêts de l'aristocratie ouvrière et du social-impérialisme soviétique.

Il saute aux yeux que le programme « frontiste » proposé par le PCF – tout le monde sauf une petite poignée taxée d'oligarchie financière – était ni plus ni moins qu'une proposition stratégique à une partie de la bourgeoisie française – celle ne convergeant pas avec les intérêts américains – de s'allier au social-impérialisme soviétique.

Ce plan était pourtant incohérent puisque le gaullisme, représentant la bourgeoisie la plus agressive, monopoliste, était justement en opposition aux États-Unis, à l'opposé de la bourgeoisie commerciale ou industrielle, qui appréciait tout à fait le plan d'unité économique européenne sous protection américaine.

Quoiqu'il en soit, le PCF se posait, avec la CGT, comme vecteur et garant d'une stabilité sociale en cas de retournement pro-soviétique, qui pourrait d'ailleurs passer par une certaine neutralité bienveillante au départ.

L'article de 1987, *Un krach dans la crise*, est clair pour qui a saisi cet arrière-plan :

« Dans l'immédiat et en France, on peut proposer de lutter directement contre la croissance financière et en faveur de la croissance de l'emploi efficace, d'un nouveau type de croissance de la production réelle.

Dans chaque entreprise, les travailleurs peuvent immédiatement exiger de réduire l'accumulation financière, en faisant des propositions d'augmentation de la production réelle et de l'emploi efficace avec de nouvelles coopérations.

Les taux d'intérêt doivent être relevées pour les opérations financières, mais abaissés pour la croissance de l'emploi efficace. On doit aussi taxer les opérations financières et les exportations de capitaux, rétablir le contrôle des changes (...).

La France, pays capitaliste développé et moyen particulièrement menacé en Europe, peut sur cette base prendre l'initiative de rapprochement nouveaux avec les pays du Tiers-Monde et les pays socialistes en liaison avec d'autres relations de rééquilibrage pour la croissance réelle de tous dans la Communauté Européenne. »

L'idée est que la France a tout à perdre de la puissance américaine et de l'importance de l'économie allemande ; elle a inversement des intérêts dans le tiers-monde qu'elle doit préserver, sans en avoir véritablement les moyens.

Un soutien du social-impérialisme soviétique apparaîtrait alors comme idéal, surtout si les États-Unis venaient à connaître une crise économique importante.

Pour encadrer parfaitement cette proposition stratégique, le PCF publia un traité d'économie politique résumant toute cette conception.

PAUL BOCCARA ET LE «TRAITE MARXISTE D'ECONOMIE POLITIQUE»

La section économique du comité central du Parti Communiste français publia en 1971, en deux tomes de 450 pages, un *Traité marxiste d'économie politique – Le capitalisme monopoliste d'État*.

Il s'agit en fait d'un condensé des conceptions déjà élaborées à travers de nombreux articles dans la revue *Économie et politique*. L'ouvrage est censé être collectif et on trouve en introduction une longue liste de rédacteurs, avec une insistance sur leur rôle au sein des institutions françaises.

On a ainsi plusieurs professeurs agrégés et universitaires en tous genres dans les domaines économiques, mathématique ou sociologique. Sont également mis en avant la formation ou le rôle de certains au CNRS, à l'ENA ou encore à Polytechnique. Un inspecteur général et un ancien ingénieur d'État sont également cités comme rédacteurs.

C'est un moyen pour les auteurs de se présenter comme légitimes à gérer l'État, puisque le connaissant de l'intérieur. Pour cette raison, Paul Boccara fut symboliquement mis de côté du comité de rédaction final, même si en réalité il relut et corrigea la version finale de l'ouvrage.

Celui-ci est, de fait, entièrement vargiste-boccariste. Le capitalisme y est présenté comme organisé, avec une production marquée par une forme de planification, sous la supervision de l'État.

On lit ainsi, dans les premières pages :

« Il n'est pas question d'analyser ici, en détail, les divers aspects du capitalisme monopoliste d'État.

Nous n'en présenterons, dans ce premier chapitre, que les traits spécifiques, ceux qui marquent fondamentalement l'originalité du capitalisme monopoliste d'État comme phase particulière et ultime de l'impérialisme.

Si le financement public en est la caractéristique essentielle, l'existence d'un secteur public diversifié, d'une planification d'État, l'organisation même de la production, manifeste l'emprise du capitalisme monopoliste d'État sur toute la vie économique de la société. »

Le « traité » fournit, clef en main, les principes techniques de la théorie du capitalisme monopoliste d'État, visant très clairement les économistes et les techniciens des organismes économiques.

Son plan indique très bien l'idée qu'il y a derrière : montrer que pour le passage à une sorte de forme sociale pro-soviétique, il n'y aurait somme toute pas grand-chose à faire.

Le découpage des parties et les chapitres font aboutir à cette vision des choses.

Le tome 1 regroupe cinq chapitres. Le premier est général et divisé en quatre parties :

- I Les développements contradictoires du capitalisme
- II Le financement public, caractéristique dominante du capitalisme monopoliste d'État
- III Les principales manifestations du capitalisme monopoliste d'État
- IV Le développement contemporain des antagonismes capitalistes

Le chapitre deux est consacré aux forces productives et aux rapports de production, divisé en quatre parties :

- I Rapports de productions et développement des forces productives
- II Le développement actuel de la science et de la technique
- III Forces productives et rapports de production dans le mouvement historique
- IV Perspectives. La démocratie avancée et le socialisme

Le chapitre trois est consacré aux classes sociales et se divisent là encore en quatre parties :

- I Classes et conscience de classe
- II Deux classes fondamentales : la classe ouvrière, la bourgeoisie
- III Croissance des couches intermédiaires salariées
- IV Polarisation des rapports sociaux

Le chapitre quatre est consacré à l'exploitation et se divise en six parties :

- I Les formes de l'exploitation dans le capitalisme monopoliste d'État
- II Marché de la force de travail et politique monopoliste de l'emploi
- III La pression des monopoles d'État sur les salaires
- IV Intensité et durée du travail
- V L'insatisfaction grandissante des besoins sous le capitalisme monopoliste d'État
- VI Contradictions de l'exploitation sous le capitalisme monopoliste d'État

Le cinquième est dernier chapitre est consacré à l'inflation et divisé en trois parties :

- I Expérience quotidienne de l'inflation
- II La monnaie et la production capitaliste
- III L'inflation

Le tome 2 propose les six chapitres suivant, avec d'abord celui consacré aux monopoles et capital financier, divisé en quatre parties :

- I Les monopoles industriels
- II Le capital financier
- III Les contradictions de l'accumulation monopolistes
- Conclusion

Le chapitre sept est consacré aux traits actuels du système impérialiste et divisé en cinq parties :

- I Le caractère transnational croissant de l'accumulation du capital
- II l'internationalisme monopoliste de la production
- III Néo-colonialisme et mouvement de libération nationale
- IV L'intégration impérialiste
- Conclusion

Le chapitre huit évoque l'État et le financement des monopoles, en six parties :

- I Caractéristiques générales du financement public dans le capitalisme monopoliste d'État
- II Drainage et affectation des fonds publics
- III Le budget de l'État
- IV La monnaie, le crédit et l'inflation
- V les « intermédiaires financiers »
- VI L'approfondissement par l'État des contradictions du mode de production capitaliste

Le chapitre neuf est intitulé *La planification du capitalisme monopoliste d'État*, et divisé en cinq parties :

- I La planification dans le capitalisme monopoliste d'État
- II Formes d'élaboration du plan et domaines de la politique économique

- III Technique de planification
- IV Evolution de la planification et de la politique du capital monopoliste en France
- V Planification monopoliste d'État : résumé des analyses précédentes

Enfin, le chapitre dix est consacré aux nationalisations et se divise en parties :

- I Nationalisations et capitalisme monopoliste d'État
- II Les nationalisations démocratiques, élément décisif du progrès économique et social
- III La gestion démocratique, facteur décisif du progrès économique et social
- IV Nationalisations démocratiques et socialisme

Une dernière partie, sorte de post-face, est intitulé *Démocratie et socialisme*.

C'est une conclusion logique, car après avoir montré que l'État était déjà fortement présent dans l'économie et jouant soi-disant un rôle pratiquement directeur, il n'y avait plus qu'à indiquer qu'il suffirait de faire en sorte que l'État s'oriente dans une autre perspective, tout en restant lui-même.

C'est ni plus ni moins que le projet d'alliance de l'aristocratie ouvrière avec une partie de la bourgeoisie, pour contrebalancer les forces bourgeoises dominantes dans l'État.

PAUL BOCCARA ET LE PRINCIPE DE PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT

Le PCF, avec son « traité », était en mesure de faire un projet de gouvernement, dans une perspective pro-soviétique ouverte. La comparaison avec le Parti Communiste italien est ici très utile.

Dès son huitième congrès les 27-29 septembre 1956, le Parti Communiste italien alla dans le sens d'une participation ouverte aux institutions et de soutien au régime. Cela allait provoquer une très profonde crise idéologique et un vaste mouvement anti-révisionniste en Italie.

Les Brigades Rouges sont nées dans la classe ouvrière notamment en réponse à cette tendance d'implication dans le régime ; l'enlèvement d'Aldo Moro, afin de frapper le « compromis historique » entre démocrates-chrétiens et le Parti Communiste italien, apparaît non pas tant comme un choix stratégique que le produit inévitable d'une certaine mise en perspective.

Une preuve de cela est que les Brigades Rouges, jusqu'à 1982 et leur choix d'une identité bien déterminée, ne cherchèrent nullement à concurrencer le Parti Communiste italien en termes d'organisation partidaria, de structure politique organisée, etc. C'était finalement davantage le basculement du Parti Communiste italien du « bon côté » qui était visé.

Le Parti Communiste français eut de son côté une perspective totalement différente. Il n'avait jamais assumé de ligne révolutionnaire, tout en maintenant une imagerie « dure » et un réformisme intransigeant ; c'est toute l'ambiguïté de la ligne de Maurice Thorez d'une sorte de « Parti syndicaliste ».

En Italie, donc, Palmiro Togliatti affirmait ouvertement qu'il était possible d'utiliser le parlement bourgeois pour réaliser socialisme, qu'un régime multi-partis était possible ; le Parti Communiste français, lui, disait uniquement qu'il était possible d'utiliser le parlement bourgeois pour arriver au point où il doit y avoir le grand changement pour instaurer le socialisme, pour « arracher » l'appareil d'État à la bourgeoisie, comme le formula son idéologue Roger Garaudy.

De très nombreux intellectuels du Parti Communiste français ou gravitant autour émergèrent par ailleurs entièrement sur le terrain de l'étude de l'État comme terrain « neutre » dont il faudrait saisir les particularités (Louis Althusser avec sa thèse des structures, Nikos Poulantzas avec son analyse de l'appareil d'État, avec alors en général une très grande attirance pour les thèses intellectuelo-culturelles d'Antonio Gramsci, etc.).

Le Parti Communiste français se posait alors comme un continuateur intransigeant de l'affirmation de la lutte de classes, opposé à la fois à Staline et au révisionnisme « italien ».

Le Parti Communiste français s'alignant entièrement sur la ligne soviétique Varga – Khrouchtchev écrasa par ailleurs peu avant mai 1968 les nombreux partisans des thèses « italiennes » au sein de l'Union des Étudiants Communistes (l'autre fraction oppositionnelle, « pro-chinoise », consistant en ce qui allait par la suite donner l'UJCML, guidée par Robert Linhart).

PAUL BOCCARA ET L'ALLIANCE AVEC LE PARTI SOCIALISTE

Le principal partenaire potentiel du Parti Communiste français fut bien entendu le Parti socialiste. A cela s'ajoutent les républicains de gauche, c'est-à-dire le centre-gauche, les radicaux de gauche, etc.

Dans les années 1970, le PS venait de se réunifier, sous l'égide de François Mitterrand ; il restait toutefois divisé en de multiples courants. Il n'y avait donc pas la force de frappe militante et organisationnelle du PCF, d'ailleurs encore plus fort électoralement. Le PS va réussir à renverser la tendance, même si sur le plan militant, il y aura une forme de parité.

Lorsque le PCF et le PS proposèrent un programme commun de gouvernement le 27 juin 1972, chacun espérait utiliser l'autre ; c'est en fin de compte le PS qui l'emportera.

Au sujet de ce programme commun, Paul Boccara dit la chose suivante lors d'une intervention au XXe congrès du PCF, qui se tint à Saint-Ouen du 13 au 17 décembre 1972 ; intitulée *La nouvelle logique économique du programme commun nouvelles conditions de production et développement des hommes*, il y est dit :

« Quel est le caractère fondamental du Programme commun ?

C'est qu'il apporte, comme l'a montré dans le rapport du Comité central Georges Marchais, la solution à la crise du capitalisme monopoliste d'État. Il s'agit de la solution, à la fois véritable et immédiatement possible, dans les conditions de la France (...).

On ne peut sortir de la crise par un replâtrage du système actuel, mais par les transformations démocratiques profondes, antimonopolistes, organisées par le Programme commun.

Cependant, cette solution à la crise du système rompant avec le capitalisme monopoliste d'État et immédiatement disponible, ne constitue pas encore le socialisme.

L'application du Programme commun ouvrira, disons-nous, la voie au socialisme, en instaurant une phase de transition vers un socialisme développé dans les conditions spécifiques de la France (...).

Issue des travaux du Parti sur la « régulation économique » démocratique, développée dès 1971 par notre Parti dans la bataille pour Changer de cap, l'idée de cette nouvelle logique économique est désormais revendiquée par le Programme commun.

Elle peut et doit devenir une arme puissante dans la bataille politique pour faire triompher le Programme commun et, demain, pour l'appliquer.

Si nous ouvrons le Programme commun, nous lisons à la page 139 : « Le gouvernement maintiendra les équilibres financiers en s'appuyant sur une nouvelle logique de croissance ». (...)

Les monopoles dominants des secteurs-clés de l'industrie étant nationalisés, l'économie nationale pourra connaître, dans ces secteurs décisifs, une restructuration et une gestion démocratiques dans le cadre du plan.

Cela permettra la suppression des gaspillages capitalistes les plus importants, de grandes économies de dimension, le progrès systématique de l'automatisation, de nouvelles conditions de travail et d'emploi.

Cela permettra une croissance importante de la production, avec une augmentation sensible de la part de valeur du produit qui, au lieu d'être accumulée, reviendra aux travailleurs, aux équipements et aux consommations collectives.

Le secteur privé important subsistant sera encadré par le secteur public nouveau industriel, bancaire et de consommation par les fournitures, les débouchés, les crédits.

Malgré le maintien d'une certaine accumulation et d'un certain profit privés, il devra respecter les orientations de la planification nationale et admettre notamment un accroissement de la part de valeur du produit revenant aux travailleurs et aux consommations collectives. »

Le programme commun connut une actualisation en 1977, puis de nouveaux accords de gouvernement fut fait après 1981, alors qu'il y avait des ministres du PCF.

Cependant, il ne faudrait pas penser que les nationalisations consistaient une fin en soi pour le PCF ; celui-ci exigeait un processus d'implication des masses, justement parce que sa démarche était qu'il y ait un basculement pro-soviétique. C'est le sens du thème récurrent de l'autogestion.

PAUL BOCCARA ET L'AUTOGESTION POUR LA BASE DE MASSE

La proposition stratégique du « traité » sur le capitalisme monopoliste d'État sous-tend que la bourgeoisie alliée à l'aristocratie ouvrière gagnerait beaucoup : il y aurait la paix sociale grâce au PCF et à la CGT, les autres fractions de la bourgeoisie seraient mises de côté, il y aurait l'alliance avec l'URSS, qui est militairement dans les années 1980 résolument prédominante, engloutissant son économie dans un complexe militaro-industriel hypertrophié.

Cela impliquait donc la capacité pour le PCF à montrer qu'il était capable de mobiliser les masses pour ce projet, qu'il avait un moyen tactique voire stratégique de stabiliser un éventuel nouveau régime.

L'acquisition de cette base de masse est ce que Paul Boccara appelle « la voie autogestionnaire de la révolution en France ».

L'alliance avec le Parti socialiste pour l'arrivée au gouvernement et pour qu'il y ait des nationalisations n'était qu'un aspect de la question pour le PCF ; le second aspect était la mobilisation pour un basculement.

En clair, la France devait dans cette logique connaître une économie avec d'un côté une bourgeoisie industrielle, capitaliste, et de l'autre côté un secteur public Etat de type bureaucratique – corporatiste pro-soviétique.

En 1976, Paul Boccara résuma de la manière suivante ce programme lors d'un colloque sur l'inflation à Stockholm rassemblant les partis occidentaux liés à l'URSS, au nom de la délégation française, en conclusion de son exposé :

« Les mesures de politique immédiate, tout en étant proposées dans le cadre de la domination monopoliste d'État, doivent nécessairement déjà mettre en cause le gâchis des profits et de l'accumulation monopoliste ainsi que leur financement pour lutter contre les effets de la crise.

Dans les conditions de la France, le Programme commun de la gauche de transformation démocratique très profonde, par la nationalisation antimonopoliste et la démocratisation de l'État, doit permettre de commencer à sortir de la crise.

C'est la marche au socialisme comme progression sur toute la ligne de la démocratie, sur le terrain politique comme sur le terrain économique, qui permettra à la France de sortir définitivement de la crise du capitalisme.

La gravité de la crise du système monétaire et de l'inflation accélérée actuelle, comme les efforts sans précédents de régulation autoritaire des revenus de tous les travailleurs, montrent avec les autres manifestations de la crise du système, que le changement de société constitue bien la perspective des luttes de classe et de masse démocratique dans notre pays. »

Il va de soi également que la capacité ou non de mobiliser était essentiel pour le processus de basculement. D'où la tentative, une fois au gouvernement, de pousser au maximum dans le sens d'une mobilisation pour un « basculement ».

Voici comment Paul Boccara, en 1982, alors que le PCF est au gouvernement depuis l'accession de François Mitterrand à la présidence l'année précédente, appelle au socialisme autogestionnaire, à aller dans le sens de ce basculement :

« Dans les conditions politiques actuelles, l'intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises peut être d'une importance décisive.

En effet, les efforts du gouvernement de gauche et de la nouvelle majorité se heurtent aux gâchis des moyens et des hommes des gestions actuelles dominées par les critères capitalistes.

Si l'on ne menait pas une lutte suffisamment efficace contre ces gâchis, alors par exemple tous les efforts financiers du gouvernement, au nom de l'emploi, pourraient ressembler aux efforts des Danaïdes de la légende qui n'arrivaient jamais à remplir leur tonneau crevé.

Inversement, si l'on arrivait à développer une intervention des travailleurs commençant à changer, dans une mesure appréciable, les gestions des entreprises, dans les nationalisées en premier lieu mais aussi partiellement dans les autres, alors, à travers des luttes de classe d'un contenu nouveau, on pourrait commencer à sortir concrètement, ici et là puis dans tout le pays, du chômage et des autres maux de la crise.

En même temps, on commencerait à construire, au fond, à travers des luttes acharnées, économiques, politiques et idéologiques, le socialisme à la française, un socialisme autogestionnaire. »

L'élan économique ne satisfaisant pas François Mitterrand, qui ne voyait pas non plus de vraie mobilisation de la base populaire sous l'impulsion du PCF, les ministres communistes quittèrent finalement rapidement le gouvernement. L'échec était patent et le PCF était qui plus est devenu bien inférieur électoralement au PS.

PAUL BOCCARA ET LA MIXITE ECONOMIQUE

L'échec du PCF lors de la participation au gouvernement et l'effondrement du bloc de l'est en 1989 amena une adaptation théorique. Paul Boccara, toujours en place, quoi qu'il arrive, maintint la ligne générale mais en accentuant le trait de l'autogestion.

L'échec du bloc de l'est, ainsi que du gouvernement de 1981 malgré les nationalisations, tiendraient au caractère « étatiste » de la perspective tracée. Dans ce cadre, la référence à Lénine fut abandonnée.

Le secteur public se vit également attribuer désormais une valeur foncièrement positive. Si auparavant, l'État était analysé comme un serviteur des monopoles, désormais sa nature neutre est assumée. Le secteur public fut présenté comme pouvant avoir, indifféremment, une gestion pro-bénéfices ou une gestion sociale.

C'est de là que vint la théorie de la mixité qui devrait s'installer dans l'économie, avec un large secteur public à vocation « sociale ». Ce serait une mixité « marché / partage ».

Évidemment, cela fut justifié par une prétendue nouvelle phase de la crise du capitalisme monopoliste d'État, une nouvelle « forme ». En avril 1990, Paul Boccara explique dans une interview à *Économie et Politique* que :

« Le copilotage État / privé n'est plus le même aujourd'hui dans la crise que celui du CME classique. L'enjeu est donc bien celui d'une nouvelle économie mixte. Mais laquelle ? (...) »

La question d'une nouvelle économie mixte à prédominance publique et sociale pour aller de l'avant est posée très fortement (...).

Notre conception n'a rien à voir avec la tradition étatiste d'une unification.

Quel est aujourd'hui le rôle de l'État ? Il intervient pour favoriser le capital, mais aussi pour le corriger, y compris sous la pression des luttes, les effets de cette action.

Il joue donc des deux côtés. Il faut casser cette conception où c'est toujours l'État qui décide l'essentiel dans le secteur public, soit pour soutenir le privé, soit pour « corriger ».

L'enjeu du changement révolutionnaire n'est pas dans la correction par un État plus démocratique et prétendument « égalisateur ».

L'intervention de l'État devrait pouvoir consister désormais davantage à lâcher des pouvoirs décentralisés et à aider à leur mise en œuvre. »

On est encore résolument dans le vargisme, mais le programme n'est plus une démocratie avancée, avec une certaine centralisation, mais une sorte de participation des masses à l'économie à partir des organismes « démocratiques » existants, ainsi que par un appui d'une banque publique ayant une « bonne » orientation.

On reste dans le principe suivant lequel il faut de nouveaux critères de gestion dans les entreprises, aux dépens de la dimension financière, des dividendes, mais cette fois il est parlé, comme ici en 1999, de : « mixité conflictuelle, viable et évolutive avec la rentabilité des capitaux »

Voici comment cette perspective est résumée par Paul Boccara, en 1994 :

« Proposer une mixité tout à fait nouvelle, à prédominance publique et sociale, (avec prépondérance de critères d'efficacité sociale sur les critères de rentabilité capitaliste), cela veut dire

1) que le secteur public, industriel et du crédit, puisse inciter des entreprises privées à faire telle chose et non pas telle autre ce qui implique des incitations économiques fortes, et convergentes sur divers plans, liées à de nouveaux critères d'efficacité sociale des fonds, notamment au niveau de la fiscalité du crédit ;

2) et aussi que les travailleurs, les populations, les élus puissent intervenir à partir de critères de cohérence nouveaux, surtout les fonds de l'entreprise pour des choix concrets sociaux et efficace.

Il faut voir l'ampleur du changement, la créativité culturelle et politique nécessaire. Il faut tenir les deux bouts dans la durée et en ayant confiance dans notre peuple.

D'abord, il faut des changements de très grande ampleur, d'une très grande cohérence, systémique, c'est-à-dire qui change le système, même si c'est pour une mixité nouvelle. C'est un autre système mixte. »

C'est somme toute la ligne du Parti socialiste des années 1980.

LA COOPERATION ECONOMIQUE SELON PAUL BOCCARA

Si l'on ne comprend pas le déplacement idéologique léger fait par Paul Boccara dans sa conception, on ne comprend pas pourquoi le PCF est parvenu à se maintenir durant les années 1990, 2000, 2010.

En maintenant les exigences sociales, ainsi que la logique de participation au gouvernement, mais en mettant surtout l'accent sur la participation aux institutions depuis les organismes existants, il a maintenu en place tout l'appareil du PCF.

Cette participation aux organismes institutionnels était auparavant présenté comme un moyen pour aller dans le sens de la démocratisation.

Désormais, c'était considéré comme une fin en soi. Le PCF se considérait comme une démocratie en soi, comme porteur de la démocratie sociale.

Cette fiction maintenait la grande unité de la base, alors que l'appareil du PCF profitant de toutes façons de vastes corruptions, notamment au niveau municipal ou par l'intermédiaire des structures syndicales, avait tout intérêt à ce que rien ne bouge.

La CGT elle-même, largement impliqué dans les comités d'entreprise avec ses contre-projets, et avec des responsables largement corrompus socialement, avait les mêmes intérêts.

Paul Boccara put donc appeler à des choses absolument non communistes comme une « coopération et compétition coordonnée » entre les entreprises, ou bien demander à ce que les collectivités territoriales épaulent les demandes des petites entreprises auprès des banques. Cela ne choquait désormais plus personne.

L'ennemi était désormais seulement la finance – auparavant la lutte contre la finance était censée permettre le démarrage d'une lutte contre tout le capitalisme – et tout était permis du moment que la finance était présentée comme l'ennemi.

Voici comment Paul Boccara, dans *Les interventions dans les régions : un moyen de dépasser les contradictions de la politique du gouvernement de gauche sur l'emploi et la finance*, formule cette fiction idéologique anti « finance » :

« La question de la mobilisation du crédit, des banques et des institutions financières reste, pour l'essentiel, tabou, non seulement pour le gouvernement ou les médias, mais aussi pour le mouvement social, y compris les communistes.

Or dans la réalité, une mobilisation novatrice du crédit et des banques pourrait être cruciale (...).

On peut même dire que toute la crise systémique consiste dans le recul du crédit pour la production, qui était devenu trop inflationniste, en faveur de la croissance du marché financier et de la déflation relative du crédit pour la production – et encore plus pour l'emploi – sous la pression des capitaux à vocation multinationale.

Au contraire pour contribuer à un recul fondamental du marché financier et à la sortie de la crise, il faudrait un nouveau type de crédit peu inflationniste et relançant efficacement, de façon moderne, la production, l'emploi, la formation, la recherche, les coopérations. »

Le PCF est, à partir de 1989, ouvertement pour l'amélioration de l'économie capitaliste, formulé comme son encadrement pour échapper à la logique financière. La base ayant été éduquée dans le fait que seule la finance formait l'obstacle au progrès – et cette idée était déjà présente à l'époque de Maurice Thorez, avant même Paul Boccara – ne pouvait qu'accepter cela.

Pour tout de même disposer d'une sorte de projet, Paul Boccara dut inventer une nouvelle conception, celle d'un « communisme » qui consisterait en une logique de communautarisation sociale.

PAUL BOCCARA : «ANTHROPONOMIE» ET CIVILISATION

Le concept d'anthroponomie est employé pour la première fois par Paul Boccara en 1969, mais c'est surtout après 1990 qu'il va l'utiliser en remplacement du programme communiste.

Ce terme apparaît à la suite du manifeste de Champigny, en décembre 1968, où le PCF souligne l'importance des formes para-étatiques pour mobiliser les masses.

Il y a là une idée de « reconquête » de l'État, d'où d'ailleurs les références historiques toujours plus nombreuses du PCF à un 1789 fantasmé.

L'anthroponomie apparaît comme le pendant théorique et culturelle de cette pseudo conquête ; cela désigne chez Paul Boccara toutes les activités non économiques.

La sphère de l'activité non économique devrait prendre toujours plus le dessus ; c'est ni plus ni moins qu'une sorte de théorie du temps libre, une version ultra édulcorée du communisme.

Il faut avoir en tête ici que chez Paul Boccara, il est possible d'intégrer dans une « planification démocratique » même le secteur capitaliste privé, et que plus il y a « démocratie », plus il y a de l'espace pour l'anthroponomie.

Et cette démarche réformiste est valable pour tout et n'importe quoi : la Communauté Européenne, l'ONU, le FMI, etc. Tout est récupérable... si on le gère différemment, si on le tourne mieux.

En 2010, Paul Boccara affirma par exemple ouvertement qu'il n'était nul besoin de s'opposer à l'euro, qui pourrait être un moyen « pour le financement du progrès social et de la coopération en Europe ».

Il suffirait que soit formé un « fonds européen de développement social, écologique et solidaire », prêtant à taux zéro ou presque pour ce qui serait socialement utile.

Cette dimension « sociale », « écologique », « solidaire », etc., c'est cette « anthroponomie », une sorte de sphère regroupant tout ce qui relève de la « régénération humaine », formulation sans contenu autre qu'idéaliste qui est devenu au fur et à mesure le mot d'ordre général de Paul Boccara et du boccarisme.

Voici ce que cela donne, en 2010, dans Pour des avancées des théories hétérodoxes ou critiques :

« Il convient d'insister sur le fait que l'on ne peut réussir à maîtriser et à commencer à dépasser les marchés sans l'avancée de nouveaux pouvoirs et d'une nouvelle culture pour animer les nouvelles institutions.

Plus largement il s'agit, en liaison avec l'économie, de transformations au-delà d'elle dans tous les domaines anthroponomiques [concept de Paul Boccara, désignant « les aspects non économiques de la vie humaine »] de la société et de toute la civilisation.

En ce qui concerne une nouvelle gouvernance mondiale, on pourrait chercher à construire des institutions de démocratie participative internationale, au-delà du Conseil économique et social de l'ONU actuel, et d'une expansion considérable des grandes agences de l'ONU.

Pour une nouvelle civilisation, il ne suffit pas de nouveaux pouvoirs, il faut que puisse se développer une autre culture et un nouvel humanisme. Cela se rapporterait à des valeurs de partages jusqu'à chacun.

Ce serait des partages des ressources, des pouvoirs, des informations et des rôles, tout particulièrement des rôles de création, pour une civilisation d'intercréativité. »

Paul Boccara ne parvint jamais à formuler autre chose qu'un charabia idéaliste au sujet de la civilisation et de la régénération humaine, et ce malgré un intense travail pour théoriser quelque chose.

Voici ce qu'il disait déjà en 1986 :

« L'ensemble de mon travail sur les interventions des travailleurs dans les gestions se relie non seulement à mes recherches économiques antérieures mais à des recherches nouvelles, dans le cadre de mon projet dit anthroponomique de type transdisciplinaire, en coopération avec des sociologues, des spécialistes du psychisme, de la langue, etc.

Ainsi, au-delà des approches en cours liées aux recherches en gestion, sur les problèmes d'organisation, de pouvoir, ou encore de psychologie des groupes d'individus, je prétends introduire des concepts différents comme ceux des identités contradictoires et relationnelles de chaque travailleur, des crises d'identité de ces travailleurs. »

Il était évident que Paul Boccara ne pouvait parvenir à quelque chose, puisqu'il s'agit ici d'un révisionnisme résolu, cherchant à définir le communisme en des termes idéalistes, de le réduire au partage, la solidarité, etc.

Il parviendra cependant à former les cadres du PCF dans cette perspective.

L'IMPORTANCE DE PAUL BOCCARA DANS LE PCF

Paul Boccara ne dépassa pas le rang de cadre de prestige et d'analyste incontournable ; même s'il forma les cadres, il ne parvint jamais à la direction. C'est que finalement personne n'était dupe de son rôle de machine à écrire du PCF.

Ce que dit Pierre Laurent, en tant que dirigeant du PCF au moment de la mort de Paul Boccara, dans la seconde partie des années 2010, est très significatif. Fils d'un dirigeant du PCF, Pierre Laurent a en effet été formé par le boccarisme en tant que tel :

« Paul a marqué des générations de militants, et j'en fais partie. Nous planchions alors dans les écoles de formation du Parti tout à la fois sur Marx, sur Lénine et sur les analyses de Paul sur le capitalisme monopoliste d'État. »

Pierre Laurent le présenta également « théoricien, penseur » ; il salua ses travaux sur le capitalisme monopoliste d'État, la « théorie de la crise suraccumulation-dévalorisation du capital », les « nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises, alternatifs à ceux de la rentabilité financière ».

Et il le présentait aussi comme décisif pour la stratégie du PCF du milieu des années 2010 :

« Il a été le créateur du projet de « sécurité d'emploi et/ou de formation » aujourd'hui porté par le PCF. »

Seulement, à lire cela, on voit mal pourquoi il ne serait pas devenu le dirigeant du PCF, puisqu'il a théorisé sa conception, formulé sa ligne politique, effectué ses analyses, etc. On voit bien qu'au-delà des salutations, il y a simplement la reconnaissance faite à un intellectuel.

Paul Boccara était de fait une figure incontournable du PCF, particulièrement présent dans sa vie interne, jusqu'au folklore : avec la délégation du Val-de-Marne, il entonnait des chansons révolutionnaires à la fin des congrès. Son but était simplement d'apparaître comme le plus grand disciple de Karl Marx.

Il avait au moins réussi cela aux dépens de Roger Garaudy et Louis Althusser, dont il parle par ailleurs en 1961, dans une série d'articles intitulée Quelques hypothèses sur le développement du « Capital ».

Roger Garaudy, philosophe officiel du PCF, affirmait qu'il était nécessaire de réduire le marxisme à un humanisme révolutionnaire, et qui pour cette raison se fera progressivement mettre hors-jeu.

Louis Althusser proposait quant à lui une version structuraliste du marxisme, affirmant avec ses disciples dans la série d'ouvrages Lire le capital qu'il fallait lire celui-ci philosophiquement, sans rapport avec l'histoire, la politique ou l'économie. Lui aussi sera mis de côté par le PCF.

Seule la perspective de Paul Boccara pouvait satisfaire le PCF, proposant à l'aristocratie ouvrière une idéologie clef en main, avec une participation aux institutions et une souplesse idéologique totale.

C'est d'ailleurs lui qui fit en sorte d'établir le dispositif justifiant de supprimer toute référence à Lénine, tout en ayant une certaine lecture de Karl Marx qui justifierait la différence avec les socialistes.

Dans *Pour une révolution dans la révolution théorique marxiste*, écrit en 1990, il expose cela de la manière suivante :

« Dans les conditions de la crise du capitalisme monopoliste d'État actuel dans les pays dits développés ou dits en voie de développement, comme dans celles de la crise des tentatives de construction d'un socialisme de rattrapage étatiste dans des pays en règle générale arriérés, plus que jamais il s'agit de renouer, par delà toutes les graves réductions et déformations ultérieures, avec le processus essentiellement inachevé de la révolution théorique initiée par Marx (...).

Confondre la pensée de Jaurès avec celle de Blum perpétue un grave détournement d'héritage, masquant l'effort de dépassement rassembleur de Jaurès jusqu'à l'extrême-gauche « syndicaliste révolutionnaire » mais s'opposant à l'extrême-droite socialiste comme les « ministérialistes » (pour la participation à des gouvernements bourgeois radicaux.

Cependant les efforts de synthèse intellectuelle liés à la sincère passion révolutionnaire de Jaurès, si suggestifs soient-ils, sont encore beaucoup trop éclectiques et trop peu profonds par rapport à l'ampleur et à la rigueur théorique de l'œuvre de Marx elle-même inachevée et donc également par rapport à ses potentialités de développement radicalement nouveaux.

Mais aussi, j'ai déjà eu l'occasion depuis une trentaine d'années de montrer, précisément à travers des essais d'avancée positive, les graves insuffisances, par rapport aux potentialités des hypothèses de Marx, de la pensée de Lénine.

Ces insuffisances concernent notamment l'analyse des transformations technologiques ou économiques du capitalisme et du capitalisme monopoliste d'État, ou encore l'analyse des formes de l'État bourgeois et de l'évolution de Marx tendant à s'émanciper des idées de dictature du prolétariat d'origine babouviste ou blanquiste, etc.

Mais aujourd'hui les réductions et les déformations de Marx par les analyses de Lénine liées à l'arriération russe de l'époque, malgré des tentatives suggestives d'analyses nouvelles, sont encore plus des entraves pour des élaborations créatrices, étant donné notamment leur contribution théorique à la construction d'un socialisme étatiste, même dans des formes se voulant plus ouvertes et pragmatiques.

Elles sont aussi des entraves face à toute la richesse de la pensée et de la recherche théorique sociales ultérieures à Marx et ne partant pas de lui, si unilatérales et discutables soient-elles. »

Lénine est également présenté comme suit :

« Au-delà de son sens de la rupture révolutionnaire contre tout attentisme social-démocrate, ses insuffisances objectives et subjectives seront particulièrement graves du point de vue non d'une rupture révolutionnaire, mais d'une construction proprement socialiste. »

Paul Boccara fit ainsi passer le PCF d'un « marxisme-léninisme » révisionniste au post-marxisme. ■



Crise et décomposition du 53^e congrès de la CGT : la fin programmée du syndicalisme à la française, l'ère de l'autonomie prolétarienne

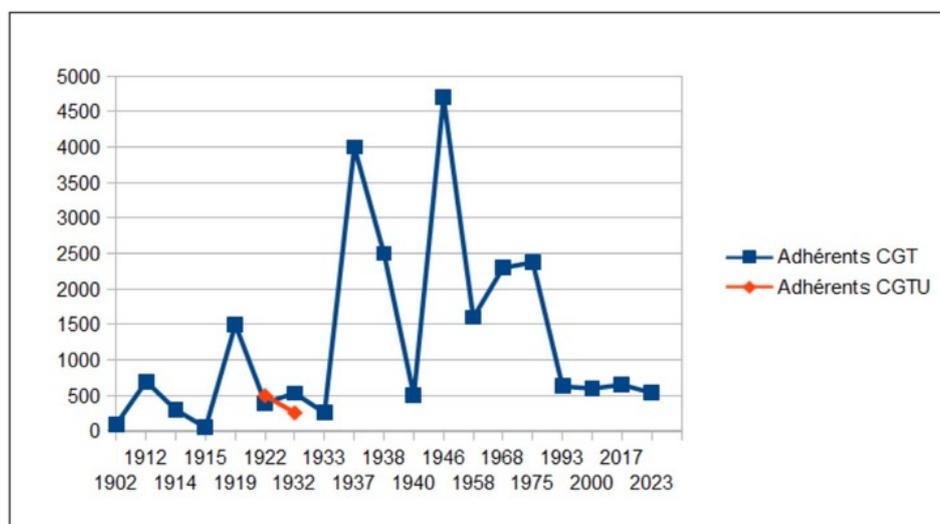
La problématique du syndicalisme en France

Le syndicalisme en France est né du syndicalisme révolutionnaire de la Confédération Générale du Travail (CGT) avant de basculer très vite dans le réformisme, devant l'incapacité des communistes à le restructurer. Historiquement, le PCF est littéralement le Parti du syndicalisme, au lieu d'avoir le syndicalisme comme mode spécifique d'intervention subordonnée au Parti.

Ces deux lignes, syndicaliste révolutionnaire et réformiste, coexistent aujourd'hui dans la CGT et cette coexistence fonde ce qui fait le syndicalisme dans l'esprit des gens. Cela consiste en une participation aux institutions mais avec des modes d'actions empreints de radicalité pour taper du poing sur la table quand il faut.

Malgré cela, la CGT entend avoir sa propre proposition politique, même si elle prétend le contraire et se veut « au-dessus » ou « au-delà » de la politique. Cette proposition tient à un mode d'organisation et de pensée ayant la prétention de pouvoir réorganiser la société sur la base d'une décentralisation du pouvoir. Elle dispose pour cela de ses Union Locales (UL) et Départementales (UD) qui dispensent des formations et veulent rassembler localement les syndiqués en bases interprofessionnelles.

Avec un tel alliage de culte de la minorité agissante et réformisme participatif au capitalisme, impossible toutefois de prendre de la surface. Si on enlève le Front populaire – auquel la CGT était partie prenante, donc politique – et l'immédiate après-guerre avec le prestige communiste, la CGT est très minoritaire chez les travailleurs. Elle tourne désormais à autour de 600 000 membres.



En pratique c'est un éparpillement sans ligne directrice, surtout ces dernières années avec la perte d'adhérents qui se transforme en cercle vicieux. Plus d'éparpillement avec moins de gens, donc moins de consolidation syndicale qui entraîne la perte d'adhérents et de plus en plus de syndicalistes devant porter de multiples casquettes pour des résultats médiocres.

Dans l'idéal de la CGT, chaque syndicaliste doit « marcher sur deux jambes » à l'image de l'organisation, et s'inscrire à la fois dans la démarche territoriale (UL, UD) et à la fois dans la construction d'une lutte syndicale professionnelle. La multiplication des rapports de forces par profession devant s'unir et se coordonner localement... jusqu'au rêve de la « grève générale ».

Mais en l'absence de forces, la figure du syndicaliste révolutionnaire préférera s'investir dans les UL et UD, il dispose là d'un champ plus large d'action, il ne cessera de se battre en interne pour que les professions viennent à l'UL.

L'activité sur les lieux de travail est davantage menée par des réformistes dans le syndicat professionnel, souvent sous la forme de visites d'usage où une liste des problèmes de chaque personne est relevée entre deux cafés.

Sur ce plan, rien ne différencie la CGT de la CGT-FO ou de la CFDT si ce n'est que ces deux dernières proposent une défense à titre individuel qui correspond à cette approche. Ils disposent d'un contact privilégié avec la hiérarchie pour trouver des compromis entre deux portes, ils paraissent donc plus efficaces, en adéquation avec l'époque et le diptyque société de consommation / passivité sociale, culturelle et politique.

La CGT, elle, a par contre besoin d'un rapport de force pour être audible, pour prouver dans l'action que la lutte collective est supérieure. Sans le « mouvement dans la rue » elle n'existe pas. Cela mène donc à sauter l'étape du travail de fond dans l'entreprise, celle de la formation des esprits à la lutte des classes au quotidien, celle des assemblées générales, etc.

Et ainsi tout de suite se reporter sur la manifestation et les actions décidées dans les UL et les UD, sans la masse des travailleurs. Cela fonctionne grâce aux moyens mis par les centrales de l'intersyndicale et non grâce à la conscience des travailleurs et comme pour le mouvement contre la réforme des retraites, cela marche sur des sujets « habituels » en évitant toute élévation politique.

En voulant faire tout à la fois, la CGT ne fait donc rien du tout. C'est la misère de la politique d'une part, puisque les partis d'extrême-gauche en France sont à sa remorque, et de l'autre la disparition du syndicalisme dans les entreprises.

Un 53^e congrès marqué par la crise

La CGT a tenu son 53^e congrès fin mars 2023 à Clermont-Ferrand, le premier depuis la crise ouverte par la pandémie de COVID19 et ce qui en ressort n'est pas décevant pour quiconque considère que tout est entrain de vaciller.

Un congrès se tient tous les trois ans, c'est donc un moment majeur pour l'organisation et de ce fait des moyens énormes sont mis par la CGT. On y trouve une salle plénière où se déroulent les débats, un restaurant pouvant nourrir 1000 personnes en même temps mais aussi un « salon » avec plus de 70 exposants.

Il est à ce titre très révélateur de constater la présence de 19 mutuelles et assurances (Allianz, Aesio, AG2R, Malakof Humanis, Macif, SATEC...), des entreprises « innovantes » dans le domaine social dont du « consulting » (Helfrich, Groupe Alpha, Cidecos, Coexco), des organismes de tourisme (Ceveo, Touristra, VVF), mais aussi Véolia, EDF et une société de crédit « solidaire ».

Le 53e congrès était particulièrement explosif puisque Philippe Martinez ne reconduisant pas son mandat à la tête de l'organisation, il a fallu élire la prochaine direction. Il s'est tenu également en plein mouvement social, à un moment charnière où chacun redoutait l'essoufflement.

La CGT fonctionne sur le principe du fédéralisme démocratique, ce qui fait du congrès l'organe dirigeant de l'organisation. Celui-ci élit une direction sensée appliquer les orientations définies par lui-même pour les trois prochaines années.

Cette instance de direction de la CGT est le Comité Confédéral National (CCN) comprenant la CEC (Commission exécutive confédérale, élue par les délégués), les secrétaires de fédération et les secrétaires d'union départementales (UD).

Trois organes envoient des représentants lors des congrès : les syndicats d'entreprise envoient des délégués ; les fédérations, qui organisent ces syndicats par branche, envoient leur secrétaire général ; les unions départementales (UD) envoient leur secrétaire départemental.

Le nombre de délégués envoyés par les syndicats dépend de l'audience départementale. En général, il s'agit d'envoyer des délégués issus de fédérations fortement représentatives du département, cela se fait en concertation entre syndicats, fédérations et UD. Chaque délégué a en sa possession un nombre de voix relatif au nombre d'adhérents du ou des syndicats qu'il représente.

Lors du 53e congrès prenaient part au processus décisionnel 942 délégués et, a priori, 32 secrétaires de fédération et 97 secrétaires d'union départementales. Les délégués débattent et votent le document d'orientation, présenté en amont par la direction sortante et amendée par les syndicats, ils sont là principalement pour défendre les amendements de leur syndicat.

Leur deuxième rôle est d'élire la Commission Exécutive Confédérale (CEC) à partir d'une liste de noms soumise par le Comité Confédéral National (CCN) sortant.

Dans ce congrès, la liste comprenait 104 noms, 66 ont été proposés par le CCN sortant. Les délégués avaient la possibilité de valider entièrement la liste ou de barrer et de rajouter des noms à partir de la liste des 104.

À titre d'exemple, dans les 66 noms, il y avait Marie Buisson, Sophie Binet ou encore Céline Verzeletti, mais pas Olivier Mateu, la figure syndicaliste révolutionnaire poussée par le mouvement contre la réforme des retraites.

Environ 36 % des voix portées par les délégués ont voulu rajouter Olivier Mateu à la liste pour la CEC, alors qu'il aurait fallu plus de 50 % des voix pour le faire rentrer. Ce sont d'ailleurs seulement les membres de la CEC qui peuvent prétendre au poste de secrétaire général confédéral, et ce sont eux aussi qui l'élixe après discussion et le reste du CCN valide ensuite la candidature.

Tout cela est bien verrouillé et la grande majorité des bases se laissant porter par les événements, l'atmosphère contestataire incarné par Olivier Mateu ne relevait pas d'une réelle tendance qui aurait pu donner lieu à un basculement syndicaliste révolutionnaire ou une scission de la CGT.

C'était pourtant l'impression qui était donnée par les joutes par média interposé que se livraient les deux camps les mois précédents le congrès. Et l'événement le plus houleux du congrès, qui fut le rejet à 50,32 % du bilan de la direction sortante mardi 28 mars 2023, a réellement semé le doute dans l'esprit de la CGT. C'est une situation inédite, ou plutôt qui trouverait un équivalent lors de la première crise générale, donnant lieu à la scission de 1922.

L'effacement lamentable de la CGT face à l'Union Sacrée de 1914, puis la révolution russe de 1917 obligea les bases à choisir un camp, le congrès de 1922 à Saint-Étienne acta la scission entre la CGT réformiste et la CGT syndicaliste-révolutionnaire de sympathie communiste : la CGT Unitaire (CGTU).

En 2023, la situation n'est évidemment pas la même. La crise est là, la CGT la reflète mais contrairement à 1917, il n'y a pas de révolution soviétique comme pôle politique qui puisse, même de manière délavée, déformée, servir de base à une scission.

On est bien là dans un marqueur de situation de crise, bien que les meubles aient été sauvés à la dernière minute avec l'élection, ou plutôt la désignation de Sophie Binet, en tant que première femme, et première cadre, à diriger la CGT.

Issue de l'UNEF et du PS, n'ayant travaillé que quelques années comme conseillère principale d'éducation avant de rejoindre l'appareil, elle n'est pas de nature à réjouir les syndicalistes révolutionnaires. Cependant, il fut habilement placé dans le bureau du CCN, deux figures contestataires de la ligne Martinez : le cheminot Laurent Brun et Céline Verzeletti, dans un esprit de compromis.

Cela ne change évidemment rien à la destinée de la CGT qui est en réalité intégrée aux institutions bourgeoises, les syndicalistes révolutionnaires ne servant que de masque. Comment pourrait-il en être autrement quand on voit à quel point la lecture historique du COVID a été nulle au sein de la CGT. Nulle au sens de zéro, inexistante.

Elle a tout simplement été silencieuse pendant deux ans, incapable de changer ses perspectives, ses manières de faire, la faute fut même rejetée sur l'État et les patrons qui auraient instrumentalisé la situation pour empêcher les visites syndicales, les réunions, les rassemblements, etc.

Comme si internet n'existait pas, comme si les boîtes aux lettres n'existaient pas. Le monde s'est véritablement effondré pour la CGT, parce qu'au-delà des moyens de communication modernes qu'elle ne maîtrise pas, c'est son absence dans la majorité des entreprises qui lui a fait défaut. C'est qu'une bonne partie de ses adhérents ne militent pas et sont injoignables, pour certains ont même oubliés qu'ils avaient leur carte.

Sans lecture politique et sans relais dans les entreprises, rien n'est possible pour un syndicat. Non pas que ce soit le rôle du syndicat d'en faire l'analyse, c'est le rôle du Parti. Mais en France la CGT prétend quand même pouvoir diriger une transformation sociale en plus des revendications syndicales du quotidien, conformément à la Chartes d'Amiens qui rejette toute direction politique.

Il aurait pu être fait un bilan de cette période de pandémie, de la protection sanitaire des salariés les plus exposés au virus, de l'accroissement énorme des dettes de l'État et que ce qui signifiait pacification sociale en 2020-2021, signifiait guerre aux travailleurs dans la séquence suivante. On ne peut pas s'attendre à ce que la CGT adopte la ligne de Crise, cependant.

Et comme symbole de la décomposition, au 53e congrès, le vote « COVID » a porté sur la réintégration des soignants non-vaccinés. Sur cette question la CGT n'est pas divisée, ce fut un oui à la réintégration à plus de 80 %.

On ne peut pas dire qu'il en va de même sur les questions écologiques. Les syndicats des mines et énergies voulant conserver le charbon dans le mix énergétique, les métallurgistes de l'automobile ne voulant rien contre les voitures, le syndicat Airbus ne voulant pas qu'on supprime des vols, les syndicats agroalimentaires ne voulant pas qu'on remette en question l'exploitation des animaux.

C'est ce qu'on obtient quand on refuse le socialisme : il n'y a pas de proposition totalisante cohérente en mesure de souder et d'emmener tout le monde dans la même direction.

Personne ne peut fait confiance à ces gens-là pour changer les choses. En étant autant à côté de la plaque, la CGT telle qu'elle a été pendant le siècle passé ne peut pas durer bien longtemps.

Le travail étant toujours au centre des rapports de production, la question n'est pas de dire comment le syndicalisme va disparaître, mais comment il va s'articuler avec la contestation générale du mode de vie, conformément aux nouvelles conditions posées par le 24h sur 24h du capitalisme.

La colère en lieu et place de ligne politique

Dans la lignée de Georges Sorel, les syndicalistes affectionnent le coup de sang et cela se ressent dans leur personnalité. Ils s'adressent aux gens avec véhémence même quand il n'y a pas de foule à haranguer, cet énervement isole la personnalité syndicaliste de la classe ouvrière qui n'aime pas les gesticulations.

Pour ces raisons, le cœur de la classe ouvrière s'est tenu à l'écart des gilets jaunes. Mais les syndicalistes aiment les minorités bruyantes et ont décidé en partie d'aller dans le mouvement. La CGT n'a toujours pas digéré cette séquence, n'ayant tout simplement pas eu de débat en interne. Pourtant le 52e congrès avait lieu en 2019 et le sujet était bien présent, mais il fut alors évité à tout prix.

Cela aurait opposé les réformistes effrayés de perdre leur légitimité et les syndicalistes révolutionnaires voyant la colère comme un ferment révolutionnaire primordial.

Il en a été de même pour les anti-pass et contre la vaccination obligatoire des soignants et soignantes durant le COVID. Hypnotisés par une minorité bruyante, des UL et syndicats ont pris des initiatives isolées de rejoindre cette contestation ou d'aider financièrement les soignants suspendus sans se préoccuper de l'avis et de l'intérêt de la majorité du personnel soignant et de la population générale.

Le Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS) comme projet de société

La CGT fait les frais d'années d'errances, ses bases comme la classe ouvrière en général, n'ont plus de direction dans laquelle regarder. Et comme plus personne ne veut entendre parler de socialisme ou de communisme, il lui a fallu élaborer un projet « économique » qui fasse ambitieux mais ne remette pas trop en question les choses.

Ce projet de réforme radicale, c'est le Nouveau statut du Travail Salarié. Le NSTS est un projet élaboré en parallèle du projet Réseau Salarial de Bernard Friot, depuis presque 20 ans, mais très peu connu du grand public. Le NSTS est vu en interne comme quelque chose de révolutionnaire et est vendu comme tel aux syndiqués. Le grand principe étant d'attacher les droits du salarié au salarié et non au contrat de travail comme actuellement.

Le NSTS est défini ainsi sur la fiche n°6 des repères revendicatifs :

« Le nouveau statut du travail salarié doit permettre à chaque salarié, de la sortie du système scolaire à la fin de sa carrière professionnelle, de disposer d'un certain nombre de droits cumulatifs

et progressifs, transférables d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre, opposables à tout employeur.

Il s'agit de droits individuels, attachés à la personne de la, du salarié-e qui ont besoin, pour être opérationnels, de s'appuyer sur un corps de garanties interprofessionnelles élevé. Ils constituent un socle commun de droits interprofessionnels, base de la construction de tout statut et convention collective, dans le respect de la hiérarchie des normes et du principe de faveur (...).

Ces droits doivent faire l'objet d'un socle commun de garanties interprofessionnelles permettant à chaque salarié de les mettre en œuvre tout au long de la vie professionnelle.

Leur transférabilité au fur et à mesure des mobilités est la condition pour que celles-ci ne soient pas contradictoires, voire même contribuent à des progressions de salaires, à des évolutions des formations et qualifications à l'avantage des salariés.

Les salariés doivent disposer de droits pour que les mobilités, à leur initiative, leur ouvrent de véritables libertés d'action et que soient fortement encadrées les mobilités à l'initiative des employeurs.

Socle commun de droits garantis interprofessionnellement à chaque salarié, transférabilité de ceux-ci et sécurité sociale professionnelle participent ainsi à dépasser le lien de subordination entre le salarié et son employeur : ces droits ne doivent plus dépendre du contrat de travail mais être attachés au travail réel et donc au salarié. »

Il en va de même de la proposition d'une sécurité sociale intégrale qui est défini ainsi dans la fiche n°21 des repères revendicatifs.

« La CGT défend un renforcement de la Sécurité sociale, véritable conquête ouvrière et collective, dont on doit la concrétisation au ministre communiste Ambroise Croizat ainsi qu'aux militants de la CGT.

Ce système donne un pouvoir aux représentants des travailleurs et travailleuses qui financent la Sécurité sociale par leur travail au travers des cotisations sociales. Ce sont eux qui gèrent l'institution, en siégeant dans les caisses de Sécurité sociale. C'est ce qu'on appelle la démocratie sociale.

Les cotisations sociales sont donc une partie du salaire qui est mise en commun et dont les travailleurs décident collectivement de ce qu'ils souhaitent en faire pour l'intérêt général. C'est ce qu'on appelle le salaire socialisé.

Grâce à ce pouvoir politique imposé au patronat, les travailleurs ont étendu la Sécurité sociale à de plus en plus de domaines.

La Sécurité sociale et la protection sociale ont ainsi permis des progrès sociaux considérables en matière d'accès aux soins et à la santé, de droit à une juste retraite, de politique familiale solidaire. Il en a résulté de très importantes améliorations dans le domaine de la qualité et de l'espérance de vie (...).

Parce que notre système de Sécurité sociale solidaire a connu de nombreux reculs, il est nécessaire d'engager une démarche de reconquête fondée sur les principes qui ont présidé à sa création (unicité, universalité, solidarité, démocratie, partage des richesses créées par le travail).

La Sécurité sociale doit permettre de sécuriser et de protéger les citoyens contre les aléas de la vie mais elle est aussi un outil de transformation sociale.

Elle doit répondre aux besoins sociaux des populations aggravés par le système capitaliste tels que la perte d'autonomie, les carrières décousues, les inégalités femmes/hommes, les besoins de santé, l'urgence climatique, etc.

Elle doit aussi permettre d'instaurer une société plus juste et démocratique au service des travailleuses et travailleurs et de toute la population (retraités, privés d'emplois, étudiants...).

Il s'agit d'imaginer la Sécurité sociale du XXI^e siècle pour conquérir une Sécurité sociale intégrale, un 100 % Sécu, sur la base du salaire socialisé. Cette Sécurité sociale intégrale doit être fondée sur le principe d'un système simplifié, clair et accessible.

C'est pourquoi la Sécurité sociale doit devenir interlocuteur, collecteur et payeur unique. Elle doit être autonome grâce au retour des élections des administrateurs de la Sécurité sociale par les assurés sociaux et grâce à un budget décidé et géré exclusivement par les salariés. »

Voilà le rêve de la CGT. Il est assez clair qu'il n'est jamais question de renverser le capital, la propriété privée, qu'il n'est jamais question de la transformation du mode de vie en général, de décider de ce que l'on produit et comment. Simplement la révolution ce serait la « démocratie sociale » comme pouvoir des salariés avec la gestion des caisses d'une sécurité sociale 2.0.

Et bien sûr, la CGT compte imposer ce modèle grâce au rapport de force, grâce à la grève générale, ce qui est complètement irréaliste. D'une part jamais la masse des travailleurs ne se mettra en grève pour ça, de l'autre, si elle le fait, c'est justement ce projet qui servira à tenter de canaliser les choses dans le sens d'une remise en ordre « sociale » pour éviter la révolution, éviter le socialisme.

Déclin et effondrement de la CGT

Le syndicalisme est le produit de la première crise générale du capitalisme contribuant à organiser la classe ouvrière selon les modalités concrètes du capitalisme en plein essor. Des modalités qui correspondaient à la situation jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

Le nouveau cycle d'accumulation ayant comme épicycle la superpuissance américaine ont changé cette donne. Si auparavant l'essentiel de la lutte des classes se concentrait dans la lutte en entreprise, à l'air du 24h sur 24h du capitalisme, le champ de la contestation s'est élargi. C'est la vie entière des prolétaires qui est sous le joug de la société marchande. La consommation, l'ère du divertissement et de l'abrutissement est à son apogée et l'approche par le travail ne peut suffire à amener la classe ouvrière à la conscience révolutionnaire.

La CGT est bien entendue incapable de saisir toute cette dimension, de par son absence de culture et de par sa corruption.

Et cela se ressent particulièrement alors que la lutte contre la réforme des retraites occupe toute la place médiatique et politique alors même que tout indique que nous sommes emportées dans une nouvelle guerre de repartage entre puissances avec la France agissant pour le compte de la superpuissance américaine.

Non pas que cela soit incompatible, mais ici la lutte contre la réforme relève bien d'une volonté de continuer comme avant et non d'une volonté de contribuer à la chute du capitalisme français.

Une telle vision politique ne peut pas exister à la CGT, elle est bien trop corrompue pour la place et la pseudo influence qu'elle a acquise dans les réunions au sommet des entreprises et de l'État. C'est bien pour cela qu'elle ne peut pas scissionner comme en 1922 sous l'influence de la révolution russe et la vague de la révolution mondiale.

Elle ne peut que s'effondrer, empêtrée dans ses incohérences, entre la tendance au réformisme et la tendance syndicaliste-révolutionnaire qui ne forment même pas une lutte de ligne mais une double corrosion, car la CGT est un alliage de ces deux démarches.

À ce titre, il y a un critère qui permet de saisir objectivement le déclin de la CGT : Il y a tellement peu de syndicalisation que dans 10 ans les retraités seront majoritaires dans l'organisation. Et dans certaines fédérations ce sera le cas dans trois ans si cela continue comme ça.

On comprend pourquoi il y a tant de retraités dans les manifestations contre la réforme des retraites. Ça ne les concerne pas, mais comme ce sont des syndicalistes arrimés à l'espoir de conquêtes sociales permanente et à la confiance dans le capitalisme, ils veulent que leurs enfants et petits-enfants aient la même vie paisible qu'eux.

Or la classe ouvrière est par définition une classe jeune, car elle porte l'avenir du monde. Comment ne pas voir la scission de génération qu'il y a dans le mouvement des retraites, entre d'un côté des retraités et des travailleurs proches de la retraite qui espèrent conserver la stabilité du capitalisme des années 1960, et les jeunes prolétaires qui regardent ailleurs voyant la retraite comme un horizon bien lointain dans un monde en plein crash.

Aussi, on ne peut pas comprendre le style du syndicalisme CGT depuis ces cinquante dernières années sans voir qu'il est animé par une vieille génération imperméable au renouveau culturel (musicalement, la playlist des manifestations ces trente dernières années se suffisent à elles-mêmes).

D'ailleurs, même les jeunes à la CGT développent un état d'esprit de retraité n'ayant comme unique horizon le conformisme de l'apéritif dans le pavillon de campagne. C'est de là qu'il faut partir pour comprendre pourquoi la crise de la CGT est une expression de la seconde crise générale ouvrant la voie à l'ère de l'autonomie prolétarienne.

L'espace pour l'ère de l'autonomie prolétarienne

En 1962, il y a un événement en Italie qui ouvre la séquence de la bataille anti-révisionniste : la révolte de la Piazza Statuto à Turin lors de laquelle des jeunes ouvriers de la FIAT démolissent le local de l'Union Italienne du Travail, une scission socialiste-démocrate de la CGIL (« CGT italienne ») en 1950. Le syndicat avait signé un accord séparé...

De mai-juin 1968 au mouvement de 1977 italien qui voit l'autonomie s'élever au rang d'une contestation sociale généralisée, le principe du rejet des syndicats a été acté pour qui veut la révolution. Le plus grand obstacle à mai 1968, c'est la CGT. Elle a tout fait pour isoler les « gauchistes » et sauver le régime. Et elle a réussi.

A l'opposé, le mouvement pour l'autonomie prolétarienne est le point d'aboutissement d'un phénomène anticipé et analysé par le Collectif Politique-Métropolitain dès 1970, Collectif qui s'est ensuite transformé en « Brigades Rouges » :

Ce qui assure au capitalisme la survivance de sa substance est, d'une part, une organisation plus capillaire du consensus, d'une part la centralisation du pouvoir qui s'exprime principalement par la répression globale.

Les vieilles formes d'organisation du consensus, de la publicité aux instruments de communication de masse, ne sont en soi plus suffisant plus pour un tel contrôle capillaire et direct de ce qui est requis par la phase capitaliste actuelle.

La centralisation extrême du pouvoir (pour laquelle la grande majorité des gens sont aliénés de toute possibilité réelle de décider de la vie individuelle et publique) risque d'isoler les gestionnaires et de créer un abîme que seule la révolution pourrait combler.

L'organisation du consensus doit donc résoudre ce problème, acquérant toujours davantage un caractère dynamique.

Il ne s'agit plus seulement d'assurer un consensus ou une acceptation passive à l'égard de l'organisation sociale existante, mais d'utiliser les instances de base pour mettre en œuvre les « réformes structurelles profondes » qui trouvent consentants et objectivement alliés le Parti Communiste, les syndicats, les classes entrepreneuriales progressistes, le capital financier international « avancé ».

Les prémices d'un tel mouvement ont également existé en France, bien qu'il y ait eu capitulation en cours de route. La Gauche Prolétarienne s'est enlisée, a capitulé et ses restes sont passés dans le syndicalisme révolutionnaire (notamment la CNT).

Mais il y avait un réel mouvement de fond. On sait que les principales grèves de mai-juin 68 ont été à l'initiative de jeunes ouvriers ne se retrouvant plus dans la tradition syndicale issue de la séquence 1930-1950. Il y avait un besoin d'un nouveau style, d'un autre contenu du fait de la nécessité de contester l'émergence d'une « société de consommation » emprisonnant le travailleur-consommateur dans l'ensemble de sa vie.

Les maoïstes avaient, avec raison, tenté la mise en place d'une nouvelle forme d'organisation revendicative avec les « comités de liaison des luttes d'atelier » tout comme il existait les « comités unitaires de base » en Italie.

Cela a même été à la base d'une ligne de démarcation entre le PCMLF tendance hoxhaïste qui avait opté pour la ligne de « reconstruction d'une CGT lutte de classe », typique du néo-révisionnisme.

C'est pourquoi il est faux de se réclamer de Lénine pour appeler au travail dans les syndicats. Dans « la maladie infantile du communisme ("le gauchisme") », Lénine écrit en 1920 :

« Il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation méthodique, persévérant, opiniâtre et patient justement dans les institutions, sociétés, organisations - même tout ce qu'il y a de plus réactionnaires - partout où il y a des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes.

Or les syndicats et les coopératives ouvrières (celles-ci dans certains cas, tout au moins) sont justement des organisations où se trouve la masse.

En Angleterre, d'après les informations d'un journal suédois, le Folkets Dagblad Politiken (du 10 mars 1920), les effectifs des trade-unions ont passé, de fin 1917 - fin 1918, de 5 500 000 à 6 600 000 membres, accusant ainsi une augmentation de 29%. A la fin de 1919, on en comptait jusqu'à 7 500 000. »

Or, en France, seuls 8 % des salariés du privé – à peine 10 % dans le public - sont syndiqués, et dont un bon nombre le sont dans une logique de « consommation » de la défense juridique. A la sortie de seconde guerre mondiale, il y a 45 % des salariés syndiqués, puis entre 1968 et 1976, on parle de 28 à 30 % de salariés syndiqués.

Il faut remarquer que les syndicats vivent dorénavant principalement des financements publics et du prélèvement sur les salaires et non plus des cotisations d'adhérents.

La vérité révolutionnaire acquise au cours des années 1960-1970, c'est que la masse ne se trouve plus dans les syndicats : elle est atomisée dans le 24/24 du capitalisme.

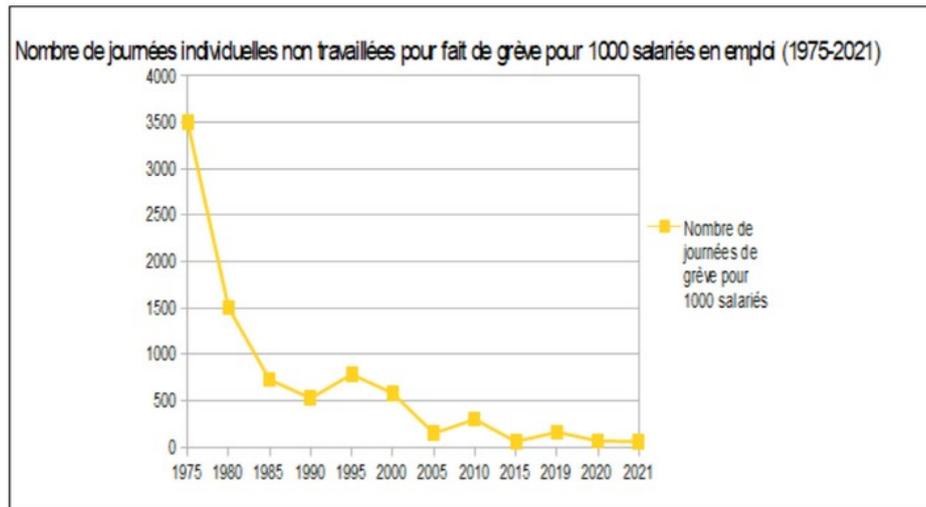
C'est la raison pour laquelle le Collectif Politique Métropolitain avait ses mots d'une grande justesse :

Notre problème n'est pas de concurrencer les syndicats, partis, groupes, pour « diriger les masses », mais d'exercer une action dialectique qui contribue à la croissance politique des masses, au développement de l'autonomie, à la transformation de luttes sociales spécifiques et sectorielles en lutte sociale généralisée.

Évidemment, cette position du CPM a pris forme à partir d'une offensive prolétarienne, celle des années 1970, ancrée dans la bataille anti-révisionniste et dans le cadre général de la première crise générale qui voit prendre racine la « société de consommation ».

Il s'agit d'être à côté des « appareils » pour viser la socialisation de noyaux de contestation au cœur d'un monstre impérialiste qui a fait des syndicats un jalon du « consensus » général.

D'ailleurs, le pic de syndicalisation en France c'est la période 1945-1975, au moment où le capitalisme avait besoin d'une négociation interne aux rapports salariés pour instituer la société de consommation.



Doit-on alors considérer que la fin du syndicalisme français nous fait « simplement » revenir aux années 1960 ? Si l'autonomie prolétarienne est une stratégie d'ensemble qui a trouvé sa justification théorique en ces années-là, il faut bien voir que cela faisait face à l'immense appareil révisionniste.

C'est peut-être là son échec relatif et momentané : avoir sous-estimé le poids du révisionnisme, en estimant que la base était facilement « récupérable ».

La différence entre la fin de la première crise générale (1968-1989) et le début de la seconde crise générale, c'est bien que le syndicalisme français renforcé par son enveloppe révisionniste a été liquidé par l'Histoire elle-même.

S'il reste encore des traces fortes dans les zones les plus marquées par les conflits de classe portés par la CGT, il reste que cela est devenu diffus d'autant plus que l'organisation n'est, sur le plan militant et revendicatif, plus que l'ombre d'elle-même.

La seconde crise générale fait se relier deux questions pour affirmer le besoin de formation de noyau prolétarien en rupture antagoniste avec le système capitaliste et ses valeurs : celle de la fin du syndicalisme et celle de l'apogée du 24/24 du capitalisme. Et la guerre pour le repartage du monde fait vaciller la stabilité capitaliste, commençant à ouvrir un espace nouveau, où c'est l'ensemble de la société qu'il s'agit de transformer, par la révolution, par la prise du pouvoir. ■



Étudiez, analysez,
critiquez les différents aspects
du 24 heures sur 24 du capitalisme !
Saisissez les modalités de sa remise en cause
avec la crise générale !

Exemple de propagande de la superpuissance
américaine de l'immédiate après-guerre, avec la
promotion de l'American Way of Life : le société
de consommation avec la corruption du prolétariat.



IN CO-OPERATION WITH THE ADVERTISING COUNCIL'S CAMPAIGN TO EXPLAIN THE AMERICAN ECONOMIC SYSTEM

This Page Contributed As A Public Service
By The Editors Of Prom Magazine



Le mouvement contre la réforme des retraites début 2023, expression de la crise, reflet de la décomposition de la société française

I. La négation de la seconde crise générale

a) La « pause » par la pandémie de Covid-19

Lors de son élection en 2017, Emmanuel Macron avait prévu dans son programme une réforme des retraites, sans pour autant revenir sur la question du recul de l'âge légal. Entre 2017 et 2019 furent menés des travaux pour proposer un projet de réforme des retraites avec la nomination d'un haut commissaire à la réforme des retraites, monsieur Jean-Pierre Delevoye.

Après le traditionnel « dialogue social » entre « partenaires sociaux », un rapport est fourni à l'été 2019 au Premier ministre de l'époque, Édouard Philippe.

De manière générale et sans entrer dans les détails, il y était notamment prévu la construction d'un nouveau système de retraite dit « universel à points », c'est-à-dire la fin progressive des principaux régimes spéciaux. Si l'âge pour partir légalement en retraite est maintenu à 62 ans, il est prévu un système par points donnant lieu à un âge pivot en moyenne autour de 64 ans pour partir avec une pension complète. Le nouveau système devait commencer à partir de la génération 1963.

Un premier mouvement social eu lieu en septembre 2019 à la RATP contre la fin du régime spécial. Mais c'est avec l'annonce du passage au Parlement début 2020 que la contestation devient plus générale.

La première manifestation a lieu le 5 décembre 2019 avec 1,5 millions de participants selon la CGT, 806 000 selon le ministère de l'Intérieur. La mobilisation s'étend du 5 décembre 2019 au 20 février 2020, avec au plus haut, selon les chiffres de la CGT, les manifestations des 17 décembre 2019 et 9 janvier 2020 rassemblant environ 1,8 millions de personnes.

À cette époque, seules les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires, mais aussi les organisations étudiantes UNEF, FIDEL, MNL et UNL, sont unies et appellent conjointement aux manifestations.

La CFDT, l'UNSA et la CFE-CGC restent globalement en retrait, ce qui est une différence notable par rapport au mouvement de 2023.

De toutes manières, il y a un effondrement des journées de grève depuis la fin des années 1970. Cela fait que les grèves sont essentiellement portées par les salariés de la fonction publique et leurs annexes que sont les grandes entreprises d'État ou anciennement d'État tels EDF, GDF, La Poste, la RATP.

Alors que le virus Sars-Cov2 ne faisait que progresser dans le monde entier, le Président de la République Emmanuel Macron prenait la décision historique d'un arrêt partiel de la vie quotidienne. Le jeudi 16 mars 2020 au soir, en lien avec l'annonce du premier confinement, toutes les réformes sont mises en « pause » :

Nous sommes en guerre. Toute l'action du Gouvernement et du Parlement doit être désormais tournée vers le combat contre l'épidémie.

De jour comme de nuit, rien ne doit nous en divertir. C'est pourquoi, j'ai décidé que *toutes les réformes en cours seraient suspendues, à commencer par la réforme des retraites*

Ce premier confinement à la mi-mars 2020 a mis à l'arrêt les lieux d'enseignement et une majorité de lieux de travail, mettant les existences en suspension avec une concentration collective pour se protéger des contaminations virales.

En lien avec cette « mise en pause » des activités humaines, le nombre de journées de grève s'effondre. En 2020, seuls 1, 2 % des entreprises ont connu un ou plusieurs arrêts collectifs de travail contre 2,5 % en 2019, un taux en net repli depuis la fin des années 1970. On passe de 3500 journées individuelles non travaillées en 1975, 2400 en 1977 à moins de 200 entre 2010 et 2019, puis 67 en 2020, 58 en 2021.

La mobilisation contre la réforme des retraites de 2019/2020 s'inscrit donc une lutte limitée à quelques secteurs professionnels bénéficiant des avantages acquis après 1945.

L'irruption de la pandémie de Covid-19 et son corollaire, les confinements et la mise au chômage partiel, a confirmé la tendance longue du recul de la conflictualité ouvrière en entreprise.

Le retour de la réforme à la fin 2022 devait être un marqueur : ou bien d'une nouvelle séquence de conflictualité ou bien d'un achèvement complet de tout un cycle d'effondrement de lutte des classes.

b) Le retour de la réforme des retraites en 2022

La vaccination généralisée en 2022 a permis au monde de mettre relativement à distance l'impact de la pandémie de Covid-19 malgré un bilan humain lourd, avec près de 7 millions de morts, dont près de 160 000 en France (un bilan sous-évalué).

Mais pour avoir payé des millions de travailleurs à rester chez eux et faire se ralentir le rythme de l'accumulation capitaliste, les États ont, comme on le sait, fait recours à des niveaux d'emprunts faramineux. Il a souvent été analysé ici que cet endettement était, avec la rupture des chaînes d'approvisionnements mondiales, un des marqueurs fondamentaux de la seconde crise générale du capitalisme.

Dans cette nouvelle configuration marquée donc par une crise générale, le capitalisme français se retrouve confronté à ses propres faiblesses, qui étaient certes pris en compte par les dirigeants mais globalement relativisées ces vingt dernières décennies.

Sa principale faiblesse est qu'il vit au-dessus de ses moyens et doit pour cela lever des emprunts auprès des marchés financiers toujours plus importants pour financer ce même train de vie (comme par exemple les salaires dans les hôpitaux, les écoles, etc.). Un train de vie qui est la garantie de la paix sociale dans le pays.

Sans revenir sur les modalités de la crise propre à la dette souveraine des États, largement analysée et documentée dans les n°9 et n°5 de Crise, il faut bien comprendre que le niveau (explosif) d'endettement de l'État français ne pouvait que déboucher sur une restructuration du capitalisme français.

Pour cela, il y avait plusieurs options.

La première, c'est l'austérité. La seconde, c'est la hausse des prélèvements obligatoires. La troisième, c'est la hausse de la richesse intérieure, du moins les moyens mis en œuvre pour permettre l'augmentation des produits du travail, la « croissance économique ».

La politique menée par Emmanuel Macron consiste depuis plusieurs années à baisser le niveau d'imposition, comme par-exemple la fin des « impôts de production », des entreprises dans le but d'attirer des investisseurs pour assurer l'accumulation capitaliste. Il n'était pas envisageable de revenir sur cette orientation.

Avec la désorganisation des chaînes de production et la hausse de la masse monétaire donnant lieu, dans le cadre de l'économie de marché, à une hausse des prix renforcée par la crise énergétique engendrée par la guerre en Ukraine, l'austérité budgétaire semblait peu envisageable.

C'était le risque de briser le consensus social maintenu par le « quoi qu'il en coûte » de 2020-2021.

C'est pourquoi la réforme des retraites qui est ressorti en 2022 sur la base de celle mise en pause en mars 2020 comporte un élément de changement important : le recul de l'âge légal de départ à la retraite porté à 64 ans et l'abandon de la construction du « système universel à point » .

Du fait de cette ligne rouge franchie, la contestation de la réforme des retraites en 2023 a donc vu se former un front syndical rassemblant les anciens protagonistes de 2019, plus la CFDT, l'UNSA et la CFE-CGC qui s'étaient montrés ouverts au « système universel par points », les plaçant de facto à l'écart du mouvement de 2019-2020.

En 2019, la perspective de la réforme était de maintenir le système par répartition à l'équilibre du fait du vieillissement de la population.

Il était donc possible d'envisager une solution de compromis par le biais de ce « système universel à points » qui voulait que les travailleurs accumulent des points avec une valeur nominale donnée.

Le montant de la pension étant le nombre de points accumulés multipliés par leurs valeurs, ce qui aurait eu pour conséquence de générer un âge pivot de départ à la retraite avec pension complète vers 64 ans (sans modifier l'âge légal de départ à 62 ans).

Face à cela, il y a eu le fameux débat entre le fait que le Conseil d'orientation des retraites (COR) argumentait sur le fait que pour viser la viabilité du système, il fallait se baser sur le rapport entre les dépenses et le PIB. De ce point de vue, cela était viable.

Mais justement, avec une croissance française qui patine, proche de la récession en 2023, un déficit du budget de l'État de 165 milliards d'euros contre 72,7 milliards en 2019 avec pour conséquence une explosion du taux d'endettement, passé de 98 % du PIB en 2019 à un peu plus de 110 % en 2022, les choses se sont grandement compliquées.

La bourgeoisie sait que ne rien changer n'est pas tenable et que le retour au projet du système universel par points était un compromis envisageable avant 2019 mais qui s'avère périmé dans la nouvelle situation caractérisée par une accumulation du capital en France en net recul.

Trois solutions étaient alors sur la table : baisser le niveau des pensions, augmenter les cotisations sociales, reculer l'âge légal de départ pour augmenter la participation du travail à la richesse intérieure (PIB).

La première était prendre le risque de l'austérité dans un contexte de hausse des prix, ce qui était intenable pour la paix sociale. La seconde, c'était briser les acquis précédents de baisse des impôts de production et des accords de compétitivités (loi travail 2016) pour refluidifier l'accumulation. Il ne restait plus que le recul de l'âge légal à 64 ans, faisant sauter le tabou de 2019.

Il faut bien comprendre que dans la nouvelle réforme de 2022, il n'est pas simplement question de l'équilibre budgétaire interne au système des retraites mais d'une perspective générale liée au train de vie de la société française dans les conditions nouvelles produites par les effets économiques de la pandémie de Covid-19.

Comme les comptes publics se sont grandement dégradés *en général* entre mars 2020 et décembre 2022, il n'était pas possible de continuer à financer le déficit des retraites par la dette, au risque de rogner sur les autres dépenses publiques comme l'école, l'hôpital, la police, l'armée, etc.

Le fait de « continuer comme avant » était d'emblée écarté par le gouvernement tant cette perspective fait courir le risque de voir la note de la France pour sa capacité à rembourser à ses emprunts dégringoler, et donc d'aller vers une crise de la dette souveraine à l'instar de ce qui c'est passé pour la Grèce en 2010-2011.

C'est pourquoi Emmanuel Macron, tout en rappelant que la situation financière avait changé entre 2019 et 2022, a déclaré assumer d' « endosser l'impopularité » lors de son interview à TF1 le mercredi 22 mars à 13h, de la même manière qu'il a toujours assumé la « nécessité absolue » de cette nouvelle réforme. On remarquera pourtant la frilosité de la bourgeoisie d'assumer clairement la réalité, terrorisée parce qu'elle implique inévitablement – son pourrissement, donc son remplacement.

La nouvelle réforme des retraites de 2022 est donc de bout en bout une restructuration capitaliste dans le cadre de la seconde crise générale et qui vise à faire payer aux travailleurs le « quoi qu'il en coûte ». Elle est une expression de la faiblesse du capitalisme français qui tente de se maintenir à flot, coûte que coûte.

c) Deux articles du site d'information quotidien « agauche.org » pour comprendre la nature de la réforme des retraites

La nature de la réforme des retraites – 20 février 2023

Sur agauche.org, la position a été claire depuis le début : la contestation actuelle de la réforme des retraites relève du passé. Elle illustre un monde militant en déliquescence, qui ne sait plus que se rattacher aux miettes de la puissance française.

Pour autant, il n'en reste pas moins vrai que la réforme des retraites représente en soi une offensive de la bourgeoisie française. Elle exprime la restructuration du capitalisme français dans un tout nouveau contexte, non pas celui des années 1990-2000, mais bien de celui né du grand dérèglement produit par la pandémie de Covid-19.

C'est là que l'on voit que les contestataires sont des opportunistes car ce qu'ils contestent c'est précisément le fait que cette réforme illustre le grand chamboulement des choses, la déstabilisation de la puissance française qui n'a dorénavant plus le choix que d'aller à la confrontation intérieure et extérieure.

Non pas simplement dans une optique d'anticipation budgétaire, comme cela pouvait être le cas avant 2020, mais bien plus dans le but de la survie même du mode de vie capitaliste en France.

La réalité des faits est la suivante : la pandémie de Covid-19 a obligé à des dépenses économiques et sociales faramineuses tout en accentuant les antagonismes entre capitalismes nationaux.

Depuis lors, il s'agit de rester dans la course en conservant la capacité de financement du train de vie des pays riches pour assurer la paix intérieure tout en se militarisant pour limiter la perte des zones d'influences prisées par le bloc russo-chinois, principalement la superpuissance chinoise.

Une tendance vieille comme le capitalisme en crise : la paix intérieure pour la guerre à l'extérieur. Mais contrairement au siècle passé, le capitalisme vomit tellement de richesses qu'il ne peut plus vivre, paradoxalement, qu'à coup de crédits.

C'est ce qui a été expliqué par l'économiste libéral Alain Minc, comme quoi la réforme des retraites est là pour assurer la capacité d'endettement de la France à un niveau soutenable. Cela est tout à fait juste et exprime bien en quoi elle est liée historiquement au « quoi qu'il en coûte » de la période 2020-2021. La réforme des retraites n'est pas « imposée » par les marchés financiers, elle est rendue nécessaire par la configuration même du capitalisme entré en crise générale en 2020.

Mais en période de crise du capitalisme, à la capacité financière s'ajoute une autre nécessité de toute grande puissance, la capacité militaire. A ce titre, une commentatrice déclarait sur la chaîne télévision LCI à propos du manque de munitions occidentales en direction de l'Ukraine la chose suivante :

« Certains choix budgétaires ont pris le dessus sur la défense. On a choisi dans nos sociétés, surtout en France mais aussi dans certains autres pays européens, on a dit que qu'en ces temps de dividende de la paix [période d'après la chute de l'URSS] où la guerre n'était plus concevable, où l'Europe allait pour toujours vivre en paix, le budget devait se concentrer sur les dépenses sociales et donc maintenant on est vraiment dans la merde.

Parce qu'on est face à un choix absolument cornélien, c'est-à-dire que la France endettée comme on l'est n'a pas les moyens de fournir l'effort de défense qu'il faudrait pour se réarmer et récupérer notre niveau d'antan et pouvoir répondre de manière conséquente à toutes les crises qui nous menacent, et je pense que celle d'Ukraine n'est que la première, après on risque d'avoir la crise iranienne et la crise Chine-Taïwan, on aura pas les moyens suffisant pour gonfler le budget de défense et de garder le niveau d'aides et de dépenses sociales qui est le nôtre. »

Le gouvernement aurait pu assumer entièrement cette position, tant les Français sont attachés au modèle pavillon-consommation. Quoi de plus simple que dire aux français que s'ils veulent conserver leur taux de crédit pour devenir propriétaire et avoir une belle voiture il faut passer par le fait de travailler deux ans de plus tout en acceptant le renforcement militaire ?

Et quoi de plus simple si une crise parlementaire intervenait avec dissolution de l'Assemblée nationale que de dire : qui est responsable ? Voulez-vous payer trois fois plus cher votre emprunt immobilier car la France est en train de perdre toute crédibilité financière ?

Car les Français sont piégés, ou plutôt ils se sont auto-piégés en acceptant les règles du mode de vie capitaliste alors même que la situation issue de la pandémie de covid-19 va toujours plus les mettre sous pression pour continuer à bénéficier de ce mode de vie dont ils n'osent pas se séparer. Ils veulent la paix intérieure, c'est-à-dire qu'ils veulent conserver à tout prix le mode de vie qui pourtant les précipite dans l'abîme de part ce qu'il implique historiquement – militarisation et restructuration anti-sociale.

Les français sont de bout en bout des petits-bourgeois. Pour eux, il n'y a pas vraiment de crise, les riches se gavent et la dette ne seraient que des choses abstraites sans rapports avec la réalité, la pandémie aurait montré qu'on peut « générer » de l'argent sans aucunes conséquences, etc., etc.

Et les contestataires de la réforme des retraites ne les aident pas à sortir de l'ornière. Car ils soulèvent une pierre trop grosse pour eux, ils se heurtent à un problème qu'ils refusent de traiter pour ce qu'il est : l'illustration de la crise du capitalisme français. Historiquement, ils apparaissent comme des brouilleurs de la prise de conscience historique.

Quand on voit que leur seule perspective c'est la « taxation des ultra-riches » sur fond d'acceptation totale du mode de vie bourgeois, ces gens ne peuvent que nous précipiter dans les bras de l'extrême-droite par leur incapacité même d'assumer la crise.

Du fait de sa nature, la réforme des retraites devrait se heurter non pas à une contestation syndicale du type de celle qui existe depuis 40 ans en France, mais à une grève politique de masse. Elle devrait être le prélude à une remise en cause générale du mode de vie occidental, à la perspective de la prise du pouvoir par le peuple à tous les niveaux pour transformer de fond en comble le mode de vie capitaliste.

Cela passe par une nouvelle conscience, une conscience de la crise du capitalisme et de sa sortie historique, le Socialisme.

Macron, gestionnaire de la « crise politique » - 23 mars 2023

Macron gère tant bien que mal la restructuration du capitalisme français.

Le discours d'Emmanuel Macron mercredi 22 mars a été l'illustration même de la crise. Non pas qu'il y ait un tournant historique qui se joue comme le prétendent certains, mais tout au contraire parce que le pays continue à s'enfoncer dans la décomposition sans que ni « en haut », ni « en bas », il n'y ait une quelconque perspective.

On notera ainsi le format de l'intervention qui n'a pas été un discours, comme cela avait pu être le cas lors de la pandémie de Covid-19, départ à la crise historique. L'heure ne fut pas non plus celle de grande écoute du 20h, mais à 13h.

De fait, son discours n'a ni servi à temporer, ni servi à réprimer une quelconque protestation de masse, mais simplement à assumer la gestion d'une restructuration du capitalisme. Et quoi de mieux que de s'adresser à 13h, soit directement aux retraités en pantoufles, pour endosser le dossard du champion du conservatisme ?

Son discours n'a été rien d'autre qu'une répétition de ses grandes orientations, sans aucune grande annonce, car de grande annonce il n'y a en réalité nul besoin. La vérité c'est que les gens sont contre la réforme des retraites tout en ayant compris qu'ils s'étaient eux-mêmes piégés dans le mode de vie capitaliste fait de crédits en tout genre.

C'est pour cela d'ailleurs qu'Emmanuel Macron a rappelé que les choses avaient changé depuis 2019, avec la pandémie de Covid-19 qui a obligé l'État à s'endetter plus fortement. Le président de la République avait déjà déclaré il y a quelques jours que la réforme était une « nécessité absolue » et le Premier ministre Élisabeth Borne en avait précisé la raison au 20h de TF1 le jeudi 16 mars, celle de la protection du niveau de vie dans le capitalisme français :

« Quand on voit les sommes que l'on a mobilisé pour accompagner les français dans la crise covid, quand on voit ce qu'on mobilise pour les accompagner face à la flambée des prix de l'énergie, on ne peut pas faire croire aux français qu'on peut financer notre système de retraite par la dette (...).

Peut-être que certains veulent laisser croire que l'on peut tout financer par la dette, je pense que les français qui veulent acheter une maison, ils voient que les taux d'intérêts augmentent. C'est pareil pour l'État »

Et justement les gens se sont eux-mêmes bloqués, veulent du capitalisme sans en vouloir. A ce titre, les contestataires ne représentent que l'apogée de la figure du petit-bourgeois pris de rage née en 2018 dans la crise des gilets jaunes.

Macron le sait et peut se permettre d'enfoncer le clou en se déclarant prêt à « endosser l'impopularité » car il n'y a précisément aucune « majorité alternative ». Tout cela est vrai... et c'est très inquiétant car cela ne peut que servir cette vieille solution du sauveur suprême sorti des rangs de l'extrême-Droite capable d'assumer franchement le « tout changer pour ne rien changer ».

Macron endosse alors tout à la fois le parti de l'ordre et celui de la modernisation. Tout en appelant à l'augmentation de casernes de gendarmerie dans le pays et au personnel de justice, il vise à la « réindustrialisation » en profitant des réformes précédentes, comme la baisse des impôts de production ou bien encore la loi travail 2016, pour relancer le capitalisme français.

Macron navigue à vue : il est à un moment de l'Histoire où il se doit de sauvegarder le capitalisme français, ou plus exactement de le relancer sur une nouvelle base, tout en s'assurant de la paix sociale et civile. Une relance-restructuration qui se heurte non pas à une contestation intérieure mais à l'aiguïsement de la compétition politico-militaire internationale le précipitant sous le parapluie des États-Unis.

Dans ces conditions, Macron se contente de gérer les choses en faisant passer une réforme qui rassure les investisseurs internationaux, condition seule à même de garantir la capacité de la France à lever sa dette et donc à conserver son niveau de vie actuel, donc à garantir la paix sociale.

Cela fonctionne pour l'instant car il n'y a précisément pas de contestation de masse du régime puisqu'il n'y a pas de Gauche historique travaillant à l'émergence d'une telle proposition. La bourgeoisie reste malgré tout bien inquiète de la situation car elle recèle objectivement toutes les conditions pour la renaissance d'une telle proposition...

Et l'on voit ici combien les opposants actuels sont de faux contestataires mais de vrais saboteurs de la seule prise de conscience nécessaire, celle du renversement d'un capitalisme français qui ne peut plus, dans cette époque de crise générale, payer l'addition sans se cracher lui-même...

II. **II. Le caractère social-impérialiste de la contestation contre la réforme des retraites**

a) L'acceptation de la période 2020-2022 comme une « pause » ou la crise psychique du « militant » de la Gauche française

Si une chose est claire depuis 2020, c'est bien que la Gauche a refusé de saisir l'ampleur de la crise engendrée par la pandémie de Covid-19. Les contestataires n'ont rien compris à la nature de la réforme des retraites qui a été expliquée avant, car ils nient la crise générale démarrée en 2020.

Il n'y a donc pas eu d'élévation des mots d'ordre jusqu'au plan politique car, les forces politiques de gauche sont historiquement alignées sur la soumission aux revendications et appareils syndicaux.

Il n'y a donc eu aucun changement dans le style de la contestation comparé à ce qu'il s'est déjà passé ces trente dernières années. Ce sont grosso modo les mêmes personnes, les mêmes bannières, les mêmes slogans, les mêmes chansons, les mêmes bastions grévistes, les mêmes habitudes...

De fait, le mouvement repart des cendres de 2019-2020 et la seule chose qu'il retient de la période 2020-2022 ce sont les « super-profits » des entreprises ayant bénéficié de la « reprise » post-Covid. De manière tout à fait idéaliste-réformiste, il est acté que parce que la pandémie est derrière nous, l'« économie » va « repartir ».

Ainsi suffit-il de taxer les « super-profits » et d'augmenter le niveau des cotisations pour revenir à l'équilibre, un équilibre qui signifie non pas seulement celui des retraites mais bien plus profondément celui du compromis social d'avant 2020.

C'est pourquoi les éléments les plus populistes du mouvement affirmaient même, en négation totale de la réalité, que de l'argent avait été déversé en masse pendant le covid-19 et que donc la rigueur budgétaire actuelle était une mascarade... Comme ces propos de Mathilde Panot, président du groupe parlementaire LFI à l'Assemblée nationale, qui déclare le 18 janvier 2023 dans un meeting commun de la NUPES :

« Vous êtes là parce que vous pensez que le gouvernement essaye de faire des milliards d'économies sur le dos des plus pauvres pour rembourser ses cadeaux aux riches. »

Bref, il n'y a aucune critique du mur dans lequel s'est crashé le capitalisme mondial, aucune lecture en termes de crises et de restructurations, pas plus qu'en termes de mode de production. C'est le vide complet sur le plan du contenu politique, un alignement total sur le social-populisme.

Si la réforme des retraites de 2023 exprime pour la bourgeoisie la nécessité absolue de conserver les marges de manœuvre pour continuer à emprunter et financer ses ambitions de puissance, sa contestation exprime pour ses acteurs l'espoir du retour à la vie d'avant.

C'est pourquoi on peut dire que cette contestation en 2023 relève d'une crise psychologique du militant syndical, associatif et politique de la Gauche française.

Après avoir été mis de côté par le mouvement des gilets jaunes en 2018-2019, après ne pas avoir saisi l'ampleur de la pandémie de Covid-19, après ne pas avoir rejeté franchement les « anti-pass sanitaire » pendant l'été 2021, la Gauche française se devait de retrouver un fil perdu.

On le voit avec les gens qui ont l'impression de retrouver le sens de leur militantisme, leur routine comme s'il n'y avait nul besoin d'actualiser les démarches, les programmes, les manières de faire et de voir les choses après 2020.

Ce fil c'est le « mouvement social » contre la réforme des retraites de 2023 qui leur laisse planer l'espoir d'avoir retrouvé un espace pour être protagoniste d'une cause sensée leur revenir alors qu'elle n'est en fait qu'une expression de la décomposition du capitalisme français.

Car il n'a pas été saisi précisément que le mouvement des gilets jaunes était un effet de la crise générale tout comme la contestation anti-pass sanitaire. Par conséquent, ces mouvements ont marqué les esprits contestataires à la française, lui imprimant une nouvelle marque de fabrique tel que représenté par la figure du « gaulois réfractaire ».

À ce titre, le premier secrétaire du PCF Fabien Roussel appelait pour la seconde journée de mobilisation le 31 janvier « *les artisans, les commerçants, les PME qui ne se retrouvent pas dans la réforme à fermer le rideau le 31, à arrêter l'économie* ».

Derrière cette imaginaire, il y a l'idée réactionnaire de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour revenir à la stabilité et le confort du capitalisme des années 1960. Les militants de la contestation contre la réforme des retraites en 2023 n'ont évidemment pas saisi que cette dimension avait l'ascendant sur la société française et qu'ils sont par conséquent le relais de cet état d'esprit.

Cela est d'autant plus vrai que la substance historique de la réforme des retraites en termes d'expression de la crise de mode de production capitaliste est niée : par conséquent, les « propositions alternatives » à la réforme convergent avec l'idée du retour à la stabilité d'avant 2020.

Si entre 1995 et 2020, on a assisté à des « mouvements sociaux » déjà étrangers au processus de lutte de classe, 2023 ne relève même pas d'un « mouvement » mais d'une soupape de décompression psychique qui vise le militant à s'auto-convaincre qu'il reste en phase avec le mouvement réel des choses.

Voici par exemple ce qu'a déclaré sur un ton pleurnichard François Ruffin au meeting de la NUPES le 17 janvier 2023 :

« La question qui se pose jeudi [19 janvier 2023, première journée de manifestation contre la réforme des retraites] c'est une question de fierté.

La question posée aux français c'est « est-ce que vous baissez la tête ou est-ce que vous la redressez ? », « est-ce que, après trois ans où on vous a répété crise, crise covid, crise de l'énergie, crise sur la guerre en Ukraine, après trois ans où il y a eu les géants du numérique qui se sont gavés, où y a eu la grande distribution qui se sont gavés, où il y a eu les assureurs qui se sont gavés, où Macron n'a pas mis en place la moindre taxe sur les super-profits (...) et on va venir nous dire aujourd'hui que la justice et le sens de l'égalité c'est d'aller gratter deux ans de plus »

Cette soupape de décompression psychologique est en fait généralisable pour toute la société française qui renoue avec son état d'esprit fondé sur la contestation sociale.

Mais derrière ce raccordement psychique, il n'y a ni plus ni moins que la négation de la crise, l'idée absurde comme quoi tout était revenu comme avant, à commencer donc par la contestation sociale.

C'est le retour de la scène de théâtre avec ses acteurs, ses jeux de rôle, etc.

Même *Le Figaro* peut écrire des articles sur une CGT aux abois, menaçant l'ordre bourgeois d'un « retour » du communisme, etc., etc.

Évidemment, tout cela a un sens objectif malgré l'impasse subjective qu'elle exprime. Ce sens, c'est bien que la société française se *crash* littéralement sur la crise générale et qu'il va progressivement se reconstituer précisément sur cette base un véritable démarche révolutionnaire antagoniste du fait des prétentions décalées et vaines du « mouvement contre la réforme des retraites de 2023 ».

B) La négation de la guerre mondiale de repartage

Il y a un aspect qui n'a pas été encore souligné ici et qui est pourtant capital pour la compréhension de la nature de la contestation de la réforme des retraites en 2023.

Cet aspect a été affirmé depuis toujours dans *Crise* et il faut ici le rappeler une nouvelle fois : en désorganisant les chaînes d'approvisionnement du capitalisme mondial, la pandémie de Covid-19 a aiguisé les concurrences entre capitalismes nationaux jusqu'à former une tendance à une nouvelle guerre de repartage mondial, similaire en substance à ce qui a existé lors de la première crise générale du capitalisme avec les deux guerres mondiales.

Et comme il l'a été souligné dans une déclaration de mars 2022, « *la guerre en Ukraine ouvre la boîte de Pandore des conflits militaires impérialistes directs* ».

Pourquoi rappeler cela ? Parce qu'il n'est pas possible de comprendre la réforme des retraites de 2023 sans saisir cet autre aspect de la crise générale. Car si la bourgeoisie française fait cette réforme pour sauver la crédibilité de sa dette, c'est avant tout pour continuer à financer ses élans de grande puissance.

Or, un tel élan nécessite, à l'heure du retour de la « guerre de haute intensité », un niveau d'engagement militaire sans pareil depuis 30 ans. Un niveau d'engagement d'autant plus important que la puissance française veut garantir son modèle d'armée complète fondée sur la dissuasion nucléaire issue des années 1960 au moment d'une forte croissance du capitalisme français.

Il faut remarquer à ce niveau que le lendemain de la première grande manifestation contre la réforme des retraites le 19 janvier 2023, Emmanuel Macron présentait ses vœux aux armées sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan tout en annonçant les grandes lignes de la future Loi de programmation militaire pour la période 2024-2030.

Le budget annoncé est de 413 milliards d'euros, ce qui fait une hausse de 118 milliards d'euros par rapport à la LPM de 2019-2025 déjà en augmentation par rapport aux précédentes.

De 37 milliards d'euros par an en 2017, le budget militaire est prévu de passer à 69 milliards à horizon 2030.

Militarisme et restructuration anti-sociale vont de pair et c'est normalement une leçon connue de Gauche reliée au mouvement ouvrier.

Dans une interview au JDD du 2 avril 2023, le ministre des Armées Sébastien Lecornu dit clairement les choses :

« À quelles conditions la France sera-t-elle demain au rendez-vous de ces nouveaux défis sécuritaires ? Sommes-nous condamnés au déclassement ? Sommes-nous suffisamment protégés ? Le monde continue de bouger, **la France n'est pas une île : nous devons tenir notre rang**. Toute naïveté sur la réalité du durcissement sécuritaire du monde serait coupable. »

Alors même que des millions de gens se mobilisent, les seules critiques énoncées étaient d'une timidité criminelle et de nature petite-bourgeoise. Tels ces propos révélateurs de Jean-Pierre Mercier, leader syndical SUD à l'usine Stellantis de Poisy et également militant de Lutte ouvrière le 22 janvier 2023 sur le plateau télévisé de BFMTV :

« 160 milliards d'aides publiques pour les grandes entreprises du CAC40, 400 milliards pour les militaires. Alors il y a de l'argent pour les actionnaires, il y a de l'argent pour les militaires, mais pour les salaires et les retraites y' a zéro. »

Quel nivellement vers le bas de la conscience de classe que ce type de propos. Mais c'est là le propre du raisonnement syndicaliste... La vérité c'est qu'il a été mis de côté toute critique du militarisme français car au fond il est accepté que pour avoir un haut niveau de dépenses sociales, il faut un haut niveau d'implication mondial de sa propre bourgeoisie. C'est l'idée réformatrice du partage des richesses.

Un des faits sans doute les plus marquants est le ralliement général à la manifestation pour le premier anniversaire de la guerre en Ukraine organisée par l'Union des Ukrainiens de France (UUF) le samedi 25 février 2023 à Paris. Outre le fait d'avoir des drapeaux bandéristes dans chacune des manifestations de cette association, les dirigeants de l'UUF sont d'un fanatisme anti-russe, allant même jusqu'à vouloir faire interdire des œuvres russes à Paris.

L'intersyndicale s'est même fendue d'un communiqué appelant directement à rejoindre cette manifestation, alors même que le mouvement de la paix se faisait l'écho de l'appel du Bureau International de la Paix avec notamment pour mot d'ordre « non à la militarisation des relations internationales ».

Évidemment cet appel reste timoré et sur le terrain d'un pacifisme démocratique, mais il est au moins opposé aux élans bellicistes de l'Union des Ukrainiens de France. Seul le PCF a appelé à participer à ces manifestations sur la base d'une illusoire « diplomatie de la paix » et d'un appel à un « débat au parlement », contournant la mobilisation démocratique et populaire tant cela le met en porte-à-faux avec le reste de la Gauche.

L'Union sacrée est ici palpable : en pleine mobilisation sociale, l'intersyndicale place sous hégémonie de l'Otan, donc des États-Unis, une partie de la population française. Il est évident qu'il est admis le compromis social sur la base d'une acceptation de la puissance française soumise aux États-Unis. C'est une perspective pour conserver l'unité pour la sauvegarde de l'acquis de la retraite par répartition.

Un autre fait frappant est sans doute le défilé de cortège contre la réforme des retraites à Cahors alors même que l'armée française, en collaboration avec d'autres forces de l'Otan, menait un exercice géant en condition réelle dans la ville avec tirs à balles à blanc. Ici non plus, il n'y a eu aucune contestation, aucun communiqué critiquant le militarisme français.

Ce n'est ni plus ni moins que du social-impérialisme, qui ne doit pas être confondu avec le social-patriotisme.

Le social-impérialisme, c'est accepter, indirectement ou directement, le renforcement militariste de son propre État (de nature impérialiste) sur le raisonnement que la défaite de la puissance ennemie impliquerait un renforcement de la bourgeoisie de son propre État, et par conséquent la redistribution du surplus de richesses qui en découle.

Il faut laisser la bourgeoisie monopoliste s'étendre aux quatre coins du globe pour mieux en tirer profit pour les plus pauvres ! La base sociale de cette thèse est l'aristocratie ouvrière, bien représentée par la CGT dans l'intersyndicale contre la réforme des retraites en 2023.

C'est ce qu'a bien décrit Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* écrit justement en plein milieu de la première guerre mondiale pour mieux donner une explication rationnelle au ralliement des social-démocraties à l'Union sacrée. Dans la préface de 1920, il dit :

« Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie.

Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. »

La contestation sociale contre la réforme des retraites de 2023 relève de bout en bout de cette « aristocratie ouvrière ».

- C) La déclaration de l'Intersyndicale pour les un an de la guerre en Ukraine et celle du Bureau Internationale de la Paix.
- **Déclaration intersyndicale appelant à rejoindre la manifestation de l'Union des Ukrainiens de France du samedi 25 février 2023**

**POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ! SOLIDARITÉ AVEC LA
RÉSISTANCE DES UKRAINIENNES ET DES UKRAINIENS !**

Il y a un peu moins d'un an, le 24 février 2022, Vladimir Poutine déclenchait une guerre d'invasion contre l'Ukraine, espérant une victoire éclair. C'était compter sans la résistance d'un peuple ukrainien uni pour défendre ses droits et sa souveraineté.

La guerre continue avec son lot de destructions, de morts et de malheurs. On évoque des dizaines de milliers de pertes humaines militaires du côté ukrainien comme du côté russe et malheureusement des dizaines de milliers de pertes civiles. Près d'un million d'enfants d'Ukraine ont perdu la vie et des dizaines de milliers d'autres ont été emmenés de force vers la Russie.

L'agitation du risque nucléaire tant civil que militaire, des milliers de logements détruits, les récoltes confisquées ou pourries sur pied, les infrastructures énergétiques ciblées pour frapper jusqu'aux capacités de survie des populations civiles ukrainiennes forçant plus de 12 millions de personnes à fuir leurs maisons, dont une moitié a dû quitter le pays. Ce bilan provisoire est effroyable pour un an de combats.

Pendant ce temps, en Russie et au Bélarus, la répression musèle les voix pacifistes qui dénoncent la guerre et le totalitarisme de Poutine et de Loukachenko. Le 26 décembre 2022,

les leaders syndicaux du BKDP du Belarus ont écopé de lourdes peines : 4 ans de prison ferme pour Aliaksandr Yarashuk, 2 ans fermes pour Siarhei Antusevich et 1 an et demi fermes pour Iryna Bud-Husaim.

Enfin, les conséquences économiques de cette guerre se font sentir partout dans le monde, alternativement menacé d'embrassement nucléaire, de catastrophe environnementale, d'inflation galopante, notamment sur les prix de l'énergie, ou de famine céréalière. En un an, la vie de centaines de millions de personnes a ainsi été bouleversée par le choix tragique de Poutine de réinviter la guerre à grande échelle sur le sol européen.

Face au drame vécu par les populations en Ukraine, les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU se sont mobilisées pour venir en aide aux ukrainiennes et ukrainiens en constituant une intersyndicale dès le début du mois de mars 2022.

Deux véhicules neufs ont été remis en juillet aux organisations syndicales ukrainiennes, FPU et KVPU, qui les utilisent pour distribuer l'aide humanitaire aux populations civiles. En décembre, deux semi-remorques ont acheminé vers la frontière Ukrainienne 38 tonnes d'aide humanitaire (machines à laver industrielles, radiateurs, générateurs, vivres, matériel de soin et d'hygiène, ...), obtenue sous forme de dons ou achetée grâce aux collectes organisées par les organisations syndicales françaises. Les syndicats français soutiennent aussi les syndicats Ukrainiens dans leur lutte contre les réformes anti-sociales parce que l'Ukraine de demain doit être un exemple de démocratie fondée sur le respect des droits sociaux et des libertés syndicales.

Cette solidarité avec l'Ukraine qui résiste doit continuer. Pour qu'une paix juste et durable soit gagnée au plus vite, **l'intersyndicale française de solidarité avec l'Ukraine appelle à participer à la marche pour l'Ukraine qui aura lieu le samedi 25 février 2023 au départ de République à 14h en direction de Bastille.**

Solidarité avec l'Ukraine qui résiste !

Mort à la guerre de Poutine ! Troupes russes hors d'Ukraine !

Paix en Ukraine – Libertés en Russie et au Belarus !

- **Appel du Bureau International de la Paix relayé par le Mouvement de la Paix en France qui organisait des manifestations le 24 février en France. Cet appel a été mis de côté par les principaux protagonistes du mouvement contre la réforme de retraite de 2023**

Non à l'escalade de la guerre en Ukraine !

Cessez-le-feu – Solution négociée

A l'occasion de la première année bientôt écoulee de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, montrons qu'il existe des alternatives pacifiques à la guerre. Le Bureau International de la Paix (BIP – International Peace Bureau, IPB) dont est membre le Mouvement de la Paix, appelle ses membres dans le monde entier à agir du 24 au 26 février 2023 en faveur de la paix en Ukraine et dans le monde.

La guerre, qui marquera son premier anniversaire le 24 février 2023, a déjà coûté plus de deux cent mille vies (selon des estimations prudentes). Elle a forcé des millions de personnes à fuir leur foyer, elle a provoqué la destruction généralisée des villes ukrainiennes et a mis à rude épreuve des chaînes d'approvisionnement, déjà fragiles, qui ont rendu la vie plus difficile pour les populations dans le monde entier.

Nous savons que cette guerre est insoutenable, et pire encore, qu'elle risque de connaître une escalade qui menacerait la vie et les moyens de subsistance des populations dans le monde entier. La rhétorique nucléaire de la Russie en particulier est irresponsable et démontre la vulnérabilité de ce moment.

En outre, l'impact direct et indirect de la guerre sur le climat entrave le besoin urgent d'une transition verte. Il n'existe aucune solution facile à cette guerre en Ukraine, mais la situation actuelle n'est pas tenable. Au moyen de manifestations mondiales pour la paix, nous cherchons à faire pression sur toutes les parties impliquées dans le conflit pour qu'elles agissent avec détermination en faveur d'un cessez-le-feu et prennent des dispositions pour négocier une paix à long terme.

Nos appels à la paix ne se limitent pas à l'Ukraine. Pour tous les conflits dans le monde, nous appelons les gouvernements à refuser la logique de la confrontation et de la guerre, à s'opposer au péril nucléaire et à s'engager pour le désarmement en signant le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN).

Nous demandons aux gouvernements et aux États d'agir en faveur de la diplomatie, de la négociation, de la prévention des conflits et de l'établissement de systèmes de sécurité commune.

Nous faisons appel à votre soutien et à vos voix pour la paix. Nous vous invitons à vous joindre à tout événement existant au cours de ce week-end d'action, ou à planifier votre propre initiative. Ensemble, nous sommes plus forts et nous pourrions montrer qu'il existe un mouvement mondial en faveur des alternatives à la guerre et à la militarisation.

LES PEUPLES DU MONDE ENTIER VEULENT LA PAIX !

NON A LA GUERRE – NON A TOUTES LES GUERRES EN COURS

NON A LA MILITARISATION DES RELATIONS INTERNATIONALES

Faisons entendre les voix de la paix partout en France et dans le Monde !

*Bureau International de la Paix
Mouvement de la Paix
Le 6 février 2023*

III. Le mouvement contre la réforme des retraites en 2023 : la décomposition des « décompos » de la période d'avant 2020

A) L'achèvement du pourrissement de la contestation syndicaliste

Dans la Gauche du mouvement ouvrier, on parle de « décompos » pour parler d'individus, d'organisations ou de mouvements qui expriment la fin d'un cycle dans la lutte des classes.

Ici, il faut bien voir que l'on assiste à une décomposition générale qui n'a aucun lien avec un quelconque « cycle » de lutte des classes.

Par conséquent, ce dont on a affaire c'est la décomposition des « décompos » de l'ancien cycle de lutte des classes.

Si l'on part du principe que le dernier cycle de lutte de la classe ouvrière a existé dans les années 1970-1980, alors ce qui en reste dans les années 2020 n'est qu'une décomposition d'éléments eux-mêmes déjà décomposés.

Cela signifie concrètement que le mouvement contre la réforme des retraites en 2023 exprime l'achèvement d'une décomposition d'un cinéma ayant pour théâtre la période 1989-2019.

Cela avait été admirablement remarqué par le PCF(mlm) dans le communiqué d'avant-garde historique « Les années 2010, dernière étape de la période-parenthèse ouverte en 1989 » **publié en janvier 2020**. Ce communiqué est d'une extrême clairvoyance en dénonçant le décalage total entre la contestation contre la réforme des retraites et le fait que tout allait changer à « 20, 30, 40 ans » :

« Il y a l'illusion que le système est finalement stable – on le voit avec la bataille contre la réforme des retraites lancée en décembre 2019 en France, **comme si le monde n'aura pas entièrement changé d'ici 20, 30, 40 ans !**

En vérité, les gens ne conçoivent pas que les choses puissent être différentes sur le plan qualitatif. Tout leur apparaît comme largement en continuité, avec plus ou moins d'acquis quantitatifs.

Cela est vrai même des pseudos oppositions, soit de la gauche institutionnelle, soit des mouvements d'extrême-gauche : tous exigent un meilleur partage du gâteau. Aucun ne part du principe que le système va s'effondrer.

La seule mouvance qui a accepté de maintenir le principe d'effondrement inéluctable du capitalisme – celle, pour parler sommairement, autour de Julien Coupat – a vendu son âme, s'effaçant devant la CGT et les gilets jaunes... Comme on est loin de l'Autonomie ouvrière italienne de la fin des années 1970 qui servait de modèle stratégique pour l'affrontement généralisé ! »

Quelques mois plus tard, avec l'émergence réelle de la seconde crise générale consécutive à la pandémie de Covid-19, s'ouvrait la transformation, formant le tremplin objectif au déclenchement de la guerre mondiale de repartage devenue le moteur du monde depuis le 24 février 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Depuis janvier 2020, le monde a déjà entièrement changé, et il est maintenant question de suivre le rythme des modifications à tous les étages de la civilisation humaine, et plus spécifiquement son écho en France...

De fait si le mouvement contre la réforme des retraites de 2019/2020 a été une « fiction », il apparaît que, comme l'avait dit Marx paraphrasant Hegel à propos du coup d'État de Napoléon III, que celui de 2023 a été une farce.

Dans une déclaration intitulée « Le mouvement contre la réforme des retraites de 2019/2020 a été une fiction » et publiée en mars 2020, il a été affirmé :

« Il suffit de regarder les trente dernières années pour voir que le mouvement contre la réforme des retraites n'est qu'un ajout de plus à une liste déjà longue de mouvement de masse à caractère revendicatif.

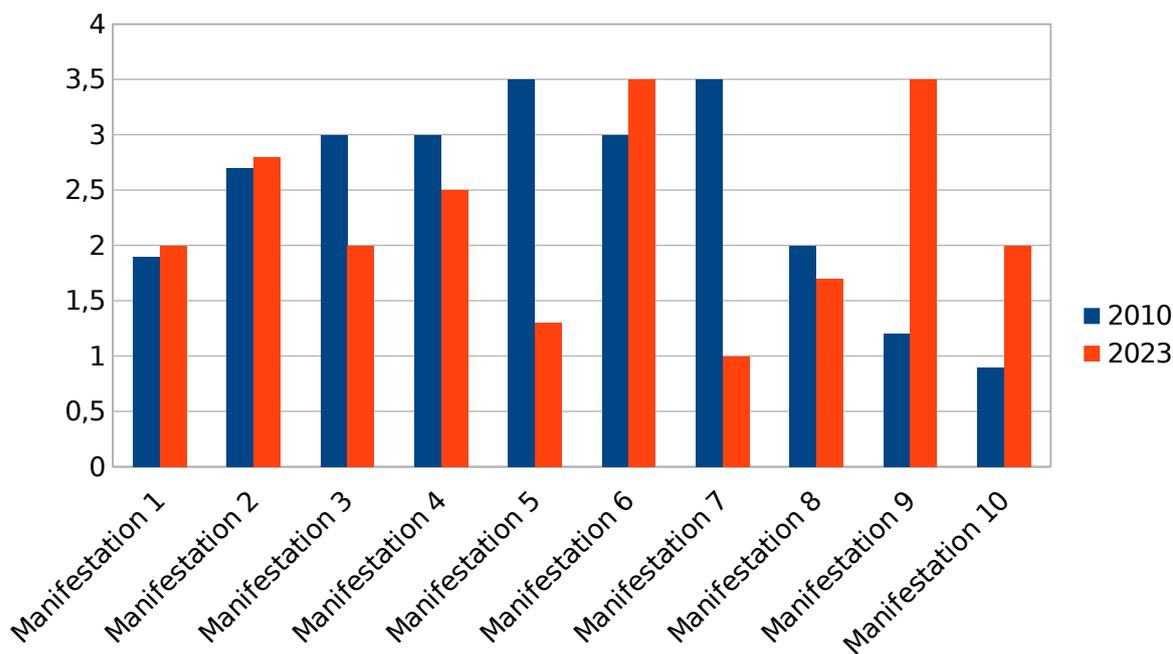
C'est une tradition française, qui doit au fait que les rapports d'intégration des travailleurs au sein des institutions ne sont pas aussi bien structurés que, par exemple, en Allemagne, en Suède, en Belgique. Cela tient bien entendu au taux très faible de syndicalisation en France, le pire de tous les pays capitalistes d'ailleurs. »

Si l'on suit la thèse consécutive de la revue Crise de la seconde crise générale démarrée au printemps 2020, on ne peut donc pas dire que le mouvement contre la réforme des retraites en 2023 n'ait été qu'une simple répétition quantitative des mouvements précédents, à commencer par celui de 2019-2020.

C'est ce qui fait qu'il y a eu bien plus de monde en 2023 qu'en 2019 où il a été comptabilisé par la CGT lors de la plus importante journée le 17 décembre 2019, 1,8 millions de manifestants contre 3,5 millions le 7 mars 2023.

Il n'en reste pas moins vrai que c'est le même nombre de personnes que lors des plus grosses journées de manifestation contre la réforme des retraites de 2010, qui avait vu deux jours de manifestations au mois d'octobre rassembler près de 3,5 millions de personnes. La différence notable est que le mouvement avait été en fait grandement structuré et orienté par le PS et ses canaux, tels l'UNEF, lui permettant de capitaliser sur un « anti-sarkozysme » et permettant l'élection de François Hollande deux ans plus tard.

Nombre de participants selon les chiffres de la CGT sur les 10 journées de mobilisation contre les réformes des retraites de 2010 et de 2023



En fait, il faut constater que si les mouvements des années 1990-2010 ont été l'expression de la stabilité du capitalisme français avec le « mouvement social » comme vecteur de la négociation syndicale, le mouvement de 2023 exprime la fin de cette stabilité.

C'est là que se situe le changement d'ordre qualitatif et cela se lit dans de nombreuses déclarations à la fois syndicales et politiques paniquées par la tournure que pourrait prendre le mouvement. Car 2023 n'est plus 2019 et les syndicats jouent leur légitimité en tant qu'acteur institutionnel bien que, du fait du parcours des luttes de classe en France, cette légitimité s'inscrit précisément dans leur capacité à mobiliser « la rue » pour mieux « huiler » la machine institutionnelle.

C'est pourquoi il avait été dit dans un document de mars 2020 à propos du mouvement contre la réforme de 2019/2020 :

« Il suffit de prendre l'exemple de la grève contre la réforme des retraites de 2010. La CGT et la CFDT affirment toutes deux que le 23 septembre 2010, trois millions de personnes se sont rendues aux manifestations, dans 239 villes. Qui s'en souvient ? Quel a été l'impact culturel, politique, idéologique ?

Il n'en reste tout simplement rien du tout. De la même manière, personne ne se souviendra qu'il y a eu d'après la CGT 1,8 millions de manifestants en France, le 17 décembre 2019. La raison en est que ce n'est pas de l'Histoire, mais une péripétie relevant de la petite histoire de la pacification des rapports sociaux dans le capitalisme français. »

À la lumière de ce constat, on peut affirmer que le mouvement de 2023 restera dans l'Histoire non pas parce qu'il exprime une lutte de classe ou un quelconque impact subjectif, mais précisément car il est le point de départ de la fin de l'époque de la stabilité capitaliste à la française.

Il apparaît comme un événement historique en négatif si l'on puisse dire, et cela d'autant plus qu'il a drainé des millions de personnes au moment où l'histoire est marquée par l'effritement de l'occident et le déploiement des conditions de la troisième guerre mondiale.

Une chute de l'occident à l'intérieur duquel la France apparaît justement comme un maillon faible et dont les acteurs de la contestation début 2023 relève de ce que Lénine appelait le « petit-bourgeois pris de rage ».

Il en parle de la sorte dans *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*:

« Le petit bourgeois, "pris de rage" devant les horreurs du capitalisme, est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes.

L'instabilité de ce révolutionnarisme, sa stérilité, la propriété qu'il a de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie, et même en engouement "enragé" pour telle ou telle tendance bourgeoise "à la mode", tout cela est de notoriété publique.

Mais la reconnaissance théorique, abstraite de ces vérités ne préserve aucunement les partis révolutionnaires des vieilles erreurs qui reparaissent toujours à l'improviste sous une forme un peu nouvelle, sous un aspect ou dans un décor qu'on ne leur connaissait pas encore, dans une ambiance singulière, plus ou moins originale. »

Pour se convaincre de cette nature de la contestation début 2023, on peut regarder comment a triomphé un activisme populiste.

B) Triomphe de l'activisme populiste

Si l'on part du principe quel mouvement de contestation de la réforme des retraites en 2023 relève d'un événement historique en négatif, alors il se situe objectivement de dehors de l'Histoire, donc ne relève pas de la lutte des classes.

Pour apprécier cette caractéristique, il s'agit de relever des éléments qui attestent d'un pourrissement. Cela est visible dans deux phénomènes : le « black bloc » et les « marches au flambeau ».

La réapparition en France du phénomène « black bloc » est en opposition complète avec son origine allemande à la fin des années 1980. À l'origine, le black bloc était une tactique utilisée par les militants alternatifs et révolutionnaires pour se défendre (et non pas « attaquer ») des assauts de la police en vue de protéger un lieu de contre-pouvoir ou de former un bloc homogène et protecteur pour principalement mener l'offensive contre des lieux fascistes, et secondairement éviter l'identification de ses membres.

Tout cela s'est ensuite décomposé dans la mouvance altermondialiste, en perdant sa dimension tactique dans une bataille concrète pour en faire un amas de gens visant de plus en plus simplement à attaquer les forces de l'ordre et détruire des symboles du capitalisme. **De tactique, cela est devenu une stratégie sans programme stratégique** : c'est le début de la décomposition.

En France, le phénomène est réapparu lors du mouvement social contre la Loi Travail au printemps 2016. On peut dire que la période 2016-2023, passant de la « Loi Travail » à l'opposition à la réforme des retraites en passant par le mouvement des gilets jaunes en 2018-2019 achève la décomposition du phénomène.

On a assisté à la connexion des éléments décomposés de la petite-bourgeoisie qui, en petits-bourgeois typiques ont repris la forme révolutionnaire de la démarche pour mieux en transformer son contenu.

C'est l'idéologie, si tant est qu'on puisse dire cela ainsi, de l'émeute érigée en stratégie existentialiste, bien représentée par le média « Lundi.am ». Le « black bloc » devient un espace de projection existentielle en vue de médiatiser collectivement une violence individuelle fondée sur la rancœur du déclassement social. C'est transposer aux conditions psychologiques de la métropole impérialiste l'état d'esprit des chemises noires italiennes ou des S.A allemandes des années 1920-1930.

Partant de ce constat, on peut également noter l'apparition d'un nouveau mode de manifestation promue par la CGT dès le mouvement de contestation contre la réforme des retraites en décembre 2019. Ce mode c'est la marche au flambeau. Elles n'ont d'ailleurs rassemblé qu'une minorité des gens se mobilisant, tant la démarche est sinistre sans même parler de son arrière-plan historique qui rappelle aux mieux les processions religieuses, au pire les pires déambulations d'extrême-Droite.

Tout comme la décomposition des « décompos » du « black bloc », il est exprimé ici la décomposition des « décompos » du style « merquez-canette » de la CGT. Il y a une convergence vers une démarche fasciste, car ces actions sont rassemblées autour de l'idée d'une minorité agissante devant prendre en main le combat par des actions chocs et frappant l'imaginaire.

Voici quelques chiffres non exhaustifs « retraites au flambeau » : 500 personnes à Marseille le 17 janvier, 500 à Paris le 26 janvier, 2000 à Vesoul le 16 février, 150 à Bordeaux le 24 février, 150 à Vendôme le 1er mars, 300 à Valence le 3 mars, 400 à Sélestat, 600 à Chambéry et 1 200 à Rennes, le 21 mars, 5 000 à Grenoble le 22 mars...

Avec le mouvement contre la réforme des retraites 2023, on a avec le « black bloc » et les « marches aux flambeaux, les deux éléments historiques qui prouvent la décomposition générale du « mouvement social ». C'est le basculement vers un activisme populiste qui fait des thèses de Georges Sorel leur étendard.

On a d'un côté ce culte de la « minorité agissante » façon « black bloc » et d'un autre côté cet attrait pour l'impact symbolique et imaginaire au détriment du travail de conscientisation avec les « marches au flambeau ». Derrière Georges Sorel, on retrouve l'influence des thèses de Gustave Le Bon à propos des « foules » ne pouvant saisir des raisonnements rationnels mais devant agir grâce à des images jouant sur l'inconscient...

De fait, ces gens n'ont plus rien à proposer, ils contestent sans ne rien savoir de pourquoi ils contestent. En réalité, leur absence de conscience des motivations de leur propre mouvement ne fait qu'illustrer leur opposition à leur propre déclassement social. Ce qu'ils cherchent, c'est la conservation des acquis individuels mais obtenus collectivement et c'est pourquoi le fond réel est de nature social-impérialiste. Leur objectif historique est de survivre au pourrissement d'une crise qui les emporte.

C) Discours de Sophie Binet, élue secrétaire générale de la CGT le 31 mars 2023

Élue pour temporiser les frictions internes qui ont éclaté au grand jour lors du 53^e congrès de la CGT à Clermont-Ferrand entre le 27 et le 31 mars 2023, le discours de Sophie Binet, ancienne secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT), en dit long sur le pourrissement du syndicalisme en France. On sent dans ce discours toute la cacophonie du congrès (passages surlignés en gras).

« Chères et chères camarades,

Je voudrais d'abord commencer par remercier toutes celles et ceux qui ont travaillé à la réussite de ce congrès. Je vous demande d'applaudir les bénévoles, les camarades de l'ALS qui, tous les matins à 6h00 du mat, étaient là pour ouvrir le congrès et jusqu'à tard le soir, étaient là pour fermer le palais des congrès.

Je vous demande d'applaudir particulièrement Sylvain Bernard, qui a coordonné l'équipe de 200 camarades de l'ALS. Je vous demande également d'applaudir les partenaires sans qui notre congrès n'aurait pas pu se tenir, qui étaient pendant tout le congrès dans les allées du congrès. Et puis, je voudrais aussi et surtout qu'on s'applaudisse tous les délégués.

On a vécu un congrès difficile, compliqué et on a su, par notre sens des responsabilités collectives, surpasser les difficultés. Et je suis sûre qu'on réussira à sortir avec une CGT largement rassemblée pour répondre à tous les défis qui sont les nôtres.

Je voulais juste quand même dire, pour reprendre les termes de Boris tout à l'heure, son petit euphémisme, qu'on a eu **quelques petites conditions techniques un petit peu particulières sur la préparation de cette fin de congrès et donc vous demandez toute votre indulgence, étant donné que ça fait 48 heures que je n'ai pas dormi et que ces conclusions ont été écrites en moins d'une heure.**

Ne vous étonnez pas, ça va être rapide.

On a vécu, chers camarades, un congrès inédit. Un congrès inédit parce qu'il s'est placé au cœur du mouvement social, au cœur d'un mouvement social qui dure depuis deux mois et demi, au cœur d'un mouvement social marqué par des grèves reproductibles depuis le 7 mars et je tiens à saluer tous les camarades, toutes les professions qui sont en grève depuis le 7 mars et qui ne lâcheront rien jusqu'aux retraites, cette réforme des retraites. Notre congrès, il était inédit aussi.

C'était peut-être pas complètement prévu parce qu'il s'est tenu sur une terre volcanique. Heureusement, on a empêché l'éruption, plutôt. Mais bon, il ne faut pas qu'on se mente.

Notre congrès, il a été très difficile. Il a été violent parfois.

Je pense que c'est important de se dire, de se redire que cette violence, elle n'est pas normale, elle n'a pas sa place dans les rapports militants et qu'il faut qu'on travaille pour la faire disparaître.

Parce que parfois, chers camarades, on le sait toutes et tous, parfois, on est plus durs entre nous qu'on est durs face aux employeurs ou face au gouvernement. On a besoin, c'est tellement dur la lutte qu'il faut que le militantisme, ça soit un havre de paix, de ressourcement pour retrouver la force face aux attaques du capital.

Faire en sorte de retrouver des relations apaisées, pacifiées, ça ne va pas se faire du jour au lendemain. Il y a des plaies qui sont importantes, mais ça passe d'abord par notre culture des débats.

Il faut qu'on réapprenne à travailler tous et toutes ensemble, à l'image de ce que nous savons si bien faire dans les luttes. Ce qu'on sait faire dans les luttes, il n'y a pas de raison qu'on ne sache pas le faire dans la CGT, parce que c'est exactement la même méthode qu'il faut employer.

Alors, notre congrès, il a pris la responsabilité pour dépasser les clivages et sortir avec une CGT unie et rassemblée.

Notre congrès, il a permis d'adopter un document d'orientation ambitieux voté à 72 %.

Notre congrès, il a permis de se rassembler autour d'une équipe de direction en capacité d'impulser une confédéralisation portée par le croisement des organisations professionnelles et territoriales.

Notre congrès, il va permettre un déploiement vers l'ensemble du salariat, vers l'ensemble des travailleurs, des chômeurs, aux travailleurs et travailleuses ubérisés, des travailleurs à statut, aux salariés du privé, de l'ouvrier, au cadre, des femmes et des hommes, des jeunes et des retraités.

Notre congrès, il va permettre de mettre en place en grand une grande campagne de syndicalisation pour que cette lutte inédite qu'on traverse aujourd'hui, elle permette à la CGT, au syndicalisme en général, de franchir un cap en termes de niveau de syndicalisation dans le pays, parce que nous savons que depuis deux mois, nous menons une lutte historique.

Nous avons replacé la CGT et le syndicalisme à la place qui est la sienne, c'est à dire au centre. Ça doit se traduire dans la durée par un renforcement conséquent de nos effectifs militants et nous allons faire cette grande campagne de syndicalisation.

Notre document voté à plus de 70 %, il comprend un certain nombre d'orientations claires et une feuille de route claire. D'abord, une feuille de route sur la question de l'industrie et des services publics.

L'enjeu, c'est un plan de reconquête industrielle pour gagner la relocalisation de l'industrie, une transformation aussi de l'outil industriel, parce qu'il faut produire autrement pour répondre aux enjeux environnementaux et pour mettre fin à cette saignée industrielle qui affaiblit notre pays depuis trop longtemps.

Notre document d'orientation, il comprend des orientations claires sur la question environnementale et sur les questions sociales, parce que la particularité de la CGT, la marque de fabrique de la CGT, c'est d'être capable de porter au même niveau l'environnement et le social, fin du monde et fin du mois, et de sortir des oppositions délétères, stériles, entre le social et l'environnemental.

Pour réussir à faire ça, il faut travailler à partir de ce que nous savons faire, c'est à dire partir du travail, partir de nos métiers et à partir de là, transformer l'outil productif pour répondre aux enjeux environnementaux à partir de nos questions syndicales quotidiennes.

Les questions environnementales, ce n'est pas des questions extérieures à notre militantisme quotidien, ce n'est pas des questions sociétales, c'est des questions qu'il faut qu'on porte au quotidien en même temps que nous portons les enjeux sociaux dans les boîtes.

Et puis, dans notre document d'orientation, il y avait aussi des orientations claires en matière de féminisme, d'égalité femmes hommes et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Et c'est très important parce que ça montre que la CGT, elle a su être précurseur et comprendre que ces questions ne peuvent pas être des questions secondaires et qu'elles doivent être réglées de façon claire, avec une exemplarité à tous les niveaux, au travail, parce qu'évidemment, c'est au cœur de nos enjeux de pouvoir garantir la dignité des femmes et des hommes au travail et donc empêcher qu'il y ait des phénomènes de harcèlement sexuel au travail, mais aussi dans notre organisation, avec une exemplarité forte.

Je ne vais pas continuer plus longtemps pour les raisons techniques que je vous ai indiqué tout à l'heure, donc je vous ferai des discours plus longs.

Dernière priorité et élément d'orientation claire dans notre document d'orientation, nos orientations internationalistes qui ont été rappelées et confirmées dans notre document d'orientation, parce qu'on sait que jamais le capital n'a été aussi mondialisé, jamais notre travail n'a été aussi internationalisé et que si on n'est pas capable de s'organiser au plan mondial, au plan international, **on ne pourra pas faire reculer le capitalisme.**

Donc, la CGT, elle est organisée au plan international, c'est sa marque de fabrique et on l'a rappelé dans des votes clairs avec nos affiliations internationales qui sont rappelées et qui permettent que la CGT, elle, s'investisse dans ces organisations au plan européen et au plan international pour renforcer leur dimension combative et de lutte des classes.

À l'image du message des délégués, à l'image du message que toutes et tous vous avez souhaité passer à travers tout ce congrès ce message de rassemblement. Je vais commencer maintenant, moi aussi, à aider à travailler ce rassemblement en commençant par remercier Philippe Martinez. Philippe a dirigé pendant huit ans la CGT.

Ses moustaches sont célèbres. On nous dit même qu'un certain nombre de personnes se syndiquent pour ses moustaches, il faut le rappeler.

Philippe, je voulais t'adresser un message personnel et te dire que tu as réussi, et ce n'était pas une mince affaire, à amener pour la première fois une femme à la tête de la CGT. Je sais que ça te tenait particulièrement à cœur.

Ensuite, je voudrais adresser un message à Marie. Je sais que Marie a vécu des choses dures, violentes même je pense qu'on peut dire ça. Marie est élu à la ce confédérale et je sais que la CGT pourra compter sur toi, Marie, et ce que je tiens à dire c'est que tu peux être sûr que tu pourras compter sur l'organisation pour les mois les années à venir on sera là au rendez-vous pour ce que tu souhaites.

Enfin je voulais aussi passer un message à Olivier Mateu. Donc j'ai dit que Philippe était célèbre par ses moustaches, Olivier c'est aussi rendu célèbre par son look et son phrasé et puis son accent bien marseillais évidemment notamment à la télé et je sais Olivier que la CGT pourra continuer à compter sur toi pour ton apport déterminant à la lutte et à l'élévation du rapport de force.

Alors maintenant les camarades, voilà Olivier, maintenant les camarades je crois que notre congrès on va pas se mentir c'est d'abord un message fort déterminé au gouvernement au patronat et à Emmanuel Macron.

Nous ne lâcherons rien, nous ne lâcherons rien à commencer par notre exigence de retrait de cette réforme des retraites. Il n'y aura pas de trêve, il y aura pas de suspension il y aura pas de médiation on gagne le retrait de la réforme des retraites. On ne reprendra pas le travail tant que cette réforme ne sera pas retirée.

Alors pour ça notre planning il est clair. Dès la sortie du Congrès évidemment tous les délégués reprendront la lutte c'est pas comme si on l'avait arrêté on avait continué pendant le congrès et on a des camarades qui ont continué à tenir les piquets de greffe pendant notre congrès à qui il faut qu'on adresse toute notre solidarité le planning de la semaine prochaine il est déjà bien balisé il y a une date qui a appelé par toute l'Inter syndicale le 6 avril prochain grande journée de manifestation grande journée de grève dans le pays raz-de-marée déferlantes on sera encore plus de 3 millions dans le pays si d'ici là la réforme n'est pas retirée

Et puis avant le 5 le 5 avril vous savez que finalement Élisabeth borne et le gouvernement qui avait pas le temps de rencontrer l'intersyndical autre chose à faire on subitement annoncé que il souhaitait nous rencontrer donc il y a un rendez-vous de l'intersyndical le 5 avril avec Élisabeth Borne et nous irons toute l'Inter syndicale uni pour exiger le retrait de cette réforme de façon ferme déterminée

Et c'est le retrait de cette réforme qui nous permettra de passer enfin au vrai priorité parce que la vraie priorité c'est pas de répondre à un déficit qui n'existe pas la vraie priorité c'est d'augmenter les salaires les camarades parce qu'on le sait que pour la première fois les salariés de ce pays ont des salaires qui baissent en euros constants nos salaires ont baissé pour la première fois il faut augmenter les salaires.

Les vrais priorités c'est d'améliorer les conditions de travail parce que le bienfait de cette mobilisation contre la réforme des retraites c'est que ça a permis de faire la transparence sur la réalité des conditions de travail aujourd'hui qui font que dans la moitié des métiers on ne peut pas continuer à travailler après 50 ou 55 ans tellement les boulots sont pénibles et puis les vrais priorités c'est la question environnementale parce que pendant qu'on fait cette réforme des

retraites on ne fait toujours rien sur la question environnementale la semaine dernière le rapport du GIEC est sorti personne n'en a parlé alors que le contenu de ce rapport est plus qu'alarmant on enterre on continue comme avant et le capitalisme continue à détruire notre planète ça n'est plus possible

Alors camarade ce qui nous rassemble à la CGT c'est qu'on ne lâche rien nous ne lâcherons rien dans notre bataille contre la répression contre la criminalisation contre les attaques contre les libertés syndicales contre le droit de grève et contre les réquisitions

Alors camarade, je pense qu'on va conclure ici
Vive la CGT et vive notre 53e congrès ! »

Chronologie générale du mouvement contre la réforme des retraites 2023

→ 5 décembre 2022 : premier communiqué intersyndical

Retraites : prêt-es à la mobilisation.

Les consultations en cours concernant notre système de retraite ont été une nouvelle occasion pour les organisations syndicales de faire des propositions dont aucune ne nécessite une réforme paramétrique. Le système par répartition n'est pas en danger, y compris pour les jeunes générations. Le gouvernement instrumentalise la situation financière du système de retraites et affirme, à tort, que le recul de l'âge légal de la retraite est un impératif.

De premiers arbitrages seraient ainsi rendus en ce sens dès la mi-décembre. Au moment où le contexte social, environnemental et économique est particulièrement difficile pour une partie croissante de la population, le gouvernement, en s'entêtant, porterait l'entière responsabilité d'un conflit social majeur.

Les organisations syndicales réaffirment qu'elles sont, comme la très grande majorité de la population, fermement opposées à tout recul de l'âge légal de départ en retraite comme à toute augmentation de la durée de cotisation. La jeunesse, déjà fortement touchée par la précarité, serait fortement impactée par ce projet. Pour l'intersyndicale, des alternatives, y compris financières, existent pour améliorer les fins de carrière et les montants des pensions tout en faisant reculer les inégalités touchant particulièrement les femmes.

Les organisations syndicales et de jeunesse ont d'ores et déjà décidé de se revoir le jour même des annonces gouvernementales. Elles réaffirment leur détermination à construire ensemble les mobilisations passant en particulier par une première date de mobilisation unitaire avec grèves et manifestations en janvier si le gouvernement demeurerait arcbuté sur son projet.

Les Lilas le 5 décembre 2022

→ 13 décembre 2022 : deuxième communiqué intersyndical

Retraites : prêts et déterminés.

Le président de la République a annoncé le report de l'annonce de la réforme au 10 janvier 2023. Ce décalage de calendrier ne changera pas l'opposition de toutes les organisations syndicales et de jeunesse à tout recul de l'âge légal de départ en retraite. Conformément au communiqué intersyndical du 5 décembre, les organisations syndicales et de jeunesse confirment qu'elles se réuniront dans la foulée de l'annonce de la réforme pour construire une réponse commune de mobilisation interprofessionnelle, dès le mois de janvier, si le gouvernement maintient son projet.

Paris le 13 décembre 2022

→ 10 janvier 2023 : troisième communiqué intersyndical appelant à la première manifestation le 19 janvier 2023

RETRAITES : PREMIÈRE JOURNÉE DE MOBILISATION LE 19 JANVIER

La Première Ministre a annoncé ce 10 janvier 2023 le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans avec une accélération de l'augmentation de la durée de cotisation.

Cette réforme va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleurs et travailleuses, et plus particulièrement celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, les plus précaires, dont l'espérance de vie est inférieure au reste de la population, et celles et ceux dont la pénibilité des métiers n'est pas reconnue.

Elle va aggraver la précarité de celles et ceux n'étant déjà plus en emploi avant leur retraite, et renforcer les inégalités femmes-hommes.

Le système de retraites par répartition n'est pas en danger, rien ne justifie une réforme aussi brutale. Attachées à un meilleur partage des richesses, les organisations syndicales n'ont eu de cesse pendant la concertation avec le Gouvernement de proposer d'autres solutions de financement, à commencer par l'amélioration de l'emploi des seniors. Jamais le gouvernement, arc-bouté sur son projet, ne les a étudiées sérieusement.

Suite à l'annonce de la réforme gouvernementale, toutes les organisations syndicales se sont immédiatement réunies pour construire une réponse commune de mobilisation interprofessionnelle. Celle-ci prendra la forme d'une première journée de grèves et de manifestations le 19 janvier 2023.

Parce qu'elles représentent l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, demandeurs et demandeuses d'emploi, et retraité.es, c'est cette date syndicale qui donne le départ d'une puissante mobilisation sur les retraites dans la durée.

Elles décident d'ores et déjà de se réunir le 19 janvier au soir avec les organisations de jeunesse pour prolonger le mouvement de mobilisation et convenir d'autres initiatives.

Les organisations syndicales appellent les salarié.es à se mobiliser fortement dès cette première journée dans l'ensemble du territoire et à participer aux différentes initiatives organisées en intersyndicale.

→ 19 janvier 2023 : première manifestation nationale, communiqué intersyndicale appelant à une nouvelle journée de mobilisation le 31 janvier

2 millions de manifestants selon la CGT, 1 120 millions selon le Ministère de l'Intérieur

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL :

UNE PUISSANTE MOBILISATION QUI OBLIGE AU RETRAIT

Ce 19 janvier, partout sur le territoire, plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, et de jeunes se sont mobilisé-es mis en grève et/ou ont manifesté, dans le public comme dans le privé, contre la réforme des retraites de ce gouvernement Cette réforme est inacceptable et va à l'encontre des intérêts de la population.

Elle ne s'y trompe pas, puisque même avant d'être dans la rue plus de 600 000 personnes ont déjà signé la pétition intersyndicale.

Les travailleuses et les travailleurs aspirent à partir à la retraite en bonne santé, et avec un niveau de retraite qui permette de vivre dignement.

Le message est très clair : le gouvernement doit renoncer à la fois à l'âge de départ à la retraite à 64 ans et à l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation. D'autres solutions existent, elles ont malheureusement été balayées d'un revers de main.

L'ensemble des organisations syndicales réaffirme son opposition à la réforme et sa détermination à avoir un système de retraite juste, financé aussi par un autre partage des richesses.

Afin de renforcer et d'inscrire dans la durée cette première mobilisation massive, les organisations syndicales appellent dès à présent à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle.

L'intersyndicale invite la population à signer massivement la pétition, et appelle [sic] à multiplier les actions et initiatives partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève, notamment autour du 23 janvier, jour de la présentation de la loi au conseil des ministres.

Elles appellent les salarié-e-s et les jeunes à préparer des assemblées générales pour discuter des poursuites de la mobilisation.

Et alors que le gouvernement appelle les organisations syndicales à être responsables et à ne pas bloquer le pays, nous réaffirmons qu'il est et sera le seul responsable de cette situation puisque 9 travailleuses et travailleurs sur 10 rejettent cette réforme injuste et brutale.

Nous sommes unis et déterminés à faire retirer ce projet de réforme des retraites, c'est pourquoi l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles le 31 janvier. L'intersyndicale se réunira le soir même.

- ➔ **Vendredi 20 janvier : vœux d'Emmanuel Macron aux armées et annonce d'un budget de 413 milliards d'euros dans le cadre de la loi de programmation militaire 2024-2030.**
- ➔ **Samedi 21 janvier : manifestation à Paris organisée par La France Insoumise.**

Mobilisation un samedi dans le but de mobiliser en dehors des journées de grève. 150 000 personnes ont participé selon LFI, 14 000 selon le cabinet privé Occurrence.

- **31 janvier 2023 : seconde journée de mobilisation, communiqué de l'intersyndicale le 1 février 2023**

2,8 millions de manifestants selon la CGT, 1,27 millions selon le Ministère de l'Intérieur

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL :

FACE AU REJET MASSIF, LE GOUVERNEMENT DOIT RETIRER SA RÉFORME.

A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, ce 31 janvier a confirmé la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présentée par le gouvernement. Plus de 2,5 millions travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, se sont mobilisés, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire. Cette mobilisation d'ampleur fait suite à celle du 19 janvier qui avait rassemblé près de 2 millions de personnes. La jeunesse s'est particulièrement mobilisée aujourd'hui pour refuser la précarité grandissante que promet le gouvernement.

La population soutient les revendications des organisations syndicales qui s'opposent au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, 2/3 de la population soutiennent les mobilisations.

Personne ne s'est laissé tromper par la propagande du gouvernement.

Les organisations syndicales dénoncent ainsi le mail du ministre de la Transformation et de la Fonction publique, envoyé tant à des agents publics qu'à des salariés de droit privé, présentant une liste d'arguments en faveur de la réforme des retraites.

Les organisations syndicales n'acceptent pas les propos tenus par la Première ministre, ce dimanche, indiquant que, selon elle, « l'âge de départ à 64 ans n'est plus négociable ». Pour les organisations syndicales le recul de l'âge de départ n'a jamais été négociable ! Les propositions alternatives formulées par elles sont toutes restées lettre morte ! Cela démontre le jusqu'au-boutisme du gouvernement, sourd au rejet exprimé par la totalité des organisations syndicales et l'immense majorité des citoyens.

Rien ne justifie une réforme aussi injuste et brutale. Le gouvernement doit entendre le rejet massif de ce projet et le retirer.

L'intersyndicale appelle toute la population à se mobiliser par la grève et la manifestation encore plus massivement le mardi 7 février puis le samedi 11 février pour dire non à cette réforme.

Elle appelle, d'ici là, à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'études, y compris par la grève.

L'intersyndicale se réunira le mardi 7 février au soir.

➔ 7 février 2023 : troisième journée de mobilisation

2 millions de manifestants selon la CGT, 757 000 selon la Ministère de l'Intérieur

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL publié le 8 février :

LE GOUVERNEMENT ET LES PARLEMENTAIRES NE PEUVENT PAS ÊTRE SOURDS À CETTE MOBILISATION PUISSANTE

Avec près de 2 millions de manifestants, ce 7 février a confirmé, s'il était encore nécessaire, la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement.

Depuis le 19 janvier, des millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, de plus en plus exaspérés de ne pas être entendus par le Gouvernement, se sont mobilisé.e.s, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire.

La population soutient plus que jamais la totalité des organisations syndicales professionnelles et de jeunesse qui s'oppose au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. Plus de 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, plus des 2/3 de la population soutiennent les mobilisations.

De nombreux experts se font entendre pour dénoncer l'injustice et la brutalité de cette réforme. Ils pointent des éléments justificatifs insuffisants, peu quantifiés voire erronés.

Une démocratie qui fonctionne se doit d'être à l'écoute de la position largement majoritaire de la population qui s'oppose à cette réforme.

Face à un gouvernement toujours sourd, alors que l'examen du projet de loi a débuté hier à l'Assemblée nationale, les parlementaires doivent prendre leurs responsabilités en rejetant ce projet de loi.

L'intersyndicale appelle toute la population à manifester encore plus massivement le samedi 11 février sur l'ensemble du territoire pour dire non à cette réforme.

D'ici là, elle invite à interpeller les députés et sénateurs et à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

L'exécutif portera l'entière responsabilité des suites de ce mouvement social inédit par son ampleur et désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement doit retirer son projet sans attendre la fin du processus parlementaire.

L'intersyndicale annoncera le samedi 11 février les suites de cette mobilisation.

→ 11 février 2023 : Quatrième journée de mobilisation syndicale, cette fois-ci un samedi.

2,5 millions des manifestants selon la CGT, 963 000 selon le Ministère de l'Intérieur

→ 13 février 2022 : communiqué de l'intersyndical

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposés au projet de réforme.

Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement, comme les parlementaires, ne peuvent y rester sourds.

Durant la poursuite des débats parlementaires, les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse vont poursuivre la mobilisation et l'amplifier. Ainsi, elles appellent à une journée d'actions interprofessionnelles sur l'ensemble du territoire le 16 février. A cette occasion, les secrétaires généraux ou présidents des organisations syndicales manifesteront à ALBI pour appuyer l'ancrage fort de ce mouvement partout sur le territoire, dans les petites villes comme dans les plus grandes.

Par ailleurs, les parlementaires appelés à se prononcer sur ce projet de réforme doivent entendre comme le gouvernement, le mécontentement de la population, et rejeter massivement ce texte. Il en va de leur responsabilité.

C'est dans ce cadre que l'ensemble des secrétaires généraux et présidents écriront à chaque parlementaire de l'arc républicain pour réaffirmer notre opposition et celle de la population. Parallèlement, nous appellerons nos structures locales à interpeler député-es et sénateurs-trices dans leurs circonscriptions.

Enfin, si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, l'intersyndicale appellerait les travailleurs et les travailleuses, les jeunes et les retraité.e.s à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain. L'intersyndicale se saisira du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes.

L'intersyndicale se réunira le 16 février au soir. D'ici là, elle appelle le gouvernement à retirer son projet de loi et les parlementaires à prendre leurs responsabilités face au rejet massif de la population face à ce projet injuste et brutal.

→ 16 février 2023 : cinquième journée de mobilisation.

1,3 millions selon la CGT, 440 000 selon le Ministère de l'Intérieur

→ 22 février 2023 : Communiqué intersyndical en vue du 7 mars pour une « France à l'arrêt ».

Une « pause » est marquée dans la mobilisation pour ne pas bloquer le départ en vacances au ski.

Communiqué intersyndical :

ENSEMBLE, LE 7 MARS, METTONS LA FRANCE À L'ARRÊT !

Les organisations syndicales et de jeunesse saluent la mobilisation de ces millions de travailleurs.euses, jeunes, retraité.e.s qui, depuis le 19 janvier, expriment leur opposition à cette réforme des retraites. Ils et elles sont déterminé.e.s à empêcher le recul de l'âge légal à 64 ans et l'allongement du nombre de trimestres, ce qui aurait pour effet de faire aussi baisser plus rapidement leurs pensions.

Malgré la propagande du gouvernement qui ne convainc pas du bien-fondé de sa réforme, l'écrasante majorité de la population comme 90% des salarié.e.s font preuve de « bon sens » et rejettent cette réforme brutale, inacceptable et inutile.

En opposition à ce projet de réforme des retraites, l'unité des organisations syndicales a construit un mouvement social solide, déterminé, ancré dans le paysage social de tout le pays. Il révèle également l'inquiétude face à la désertification des territoires, le manque de services publics, les incertitudes en matière d'emploi, de salaires et de pouvoir d'achat.

En complément de ces manifestations, c'est plus d'un million de personnes qui ont signé et diffusent la pétition en ligne proposée par les organisations syndicales. Cette opposition à la réforme touche désormais toutes les strates de la population.

Malgré cela, le gouvernement et le président de la République restent sourds et dégradent la cohésion sociale du pays en refusant toujours de retirer ce projet injuste.

C'est pourquoi, comme annoncé lors du précédent communiqué le 11 février, l'intersyndicale réaffirme sa détermination pour mettre la France à l'arrêt le 7 mars prochain en appelant les travailleurs.euses à participer massivement aux manifestations et à se déclarer en grève.

Les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse continuent leurs actions d'information et de conviction pour élargir encore le mouvement social. Le 7 mars doit être une véritable journée morte dans les entreprises, les administrations, les services, les commerces, les écoles, les lieux d'études, les transports...

Pour y parvenir, elles organisent partout régulièrement de nombreuses initiatives publiques sur les lieux de vie et appellent la population à y participer.

Elles interpellent localement les parlementaires sur la base du courrier commun qui leur a été adressé, pour qu'ils votent contre cette réforme.

Elles se saisissent du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, pour rendre visibles les conséquences particulièrement graves de ce projet pour elles.

Elles agissent avec les organisations de jeunesse qui militent sur leurs lieux d'études pour élargir encore le rejet de cette réforme des retraites particulièrement injuste.

Elles soutiennent aussi leur mobilisation du 9 mars pour améliorer notamment le système des bourses d'études.

Ensemble, dès le 7 mars, mettons un coup d'arrêt à ce projet de réforme des retraites inacceptable.

→ 25 février 2023 : « marche pour l'Ukraine » de l'Union des ukrainiens de France (UUF) à Paris

Soutien de tous les membres de l'Intersyndicale. Appel à y participer du PS, EELV, Génération écologie, Attac, NPA, Ensemble, Mouvement des Progressistes, Gauche démocratique et socialiste, Gauche écosocialiste, Pour une écologie populaire et sociale (PEPS), les éditions Syllepse, Memorial 98, L'insurgé.

Entre 5 à 10 000 personnes participent en France à différentes initiatives du même type.

→ 27 février : communiqué intersyndical de la réforme des retraites sur les femmes.

NOUS EXIGEONS LE RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES QUI PÉNALISE PARTICULIÈREMENT LES FEMMES

Malgré les nombreuses lois, les salaires des femmes sont toujours inférieurs de 25% en moyenne à ceux des hommes en 2023. Ceci en raison de temps partiels subis, de la ségrégation professionnelle, du plafond de verre, des interruptions de carrière et de politiques indemnitaires inégalitaires et au détriment de réelles politiques d'augmentation des salaires.

Les discriminations et inégalités professionnelles subies par les femmes durant toute leur carrière ne sont pas seulement reproduites au moment de la retraite mais fortement amplifiées. L'index Egalité professionnelle n'a d'ailleurs rien résolu pour les inégalités salariales dans le privé et ne résoudrait rien dans le secteur public.

Les femmes perçoivent des pensions de droit direct inférieures de 40% à celles des hommes, elles sont deux fois plus nombreuses à travailler jusqu'à 67 ans (fin de la décote), et 40% d'entre elles partent en retraite avec une pension incomplète.

Reporter l'âge de départ à la retraite à 64 ans, tout comme accélérer l'allongement de la durée de cotisation ne fera qu'aggraver la situation économique des femmes, comme le relève l'étude d'impact de la réforme.

Ce ne sont pas les mesurtes d'amortissement (carrière longues, minimum retraite, Index seniors) qui compenseront ces régressions importantes pour l'ensemble des femmes. Par ailleurs, atteindre l'égalité salariale, et favoriser le taux d'emploi des femmes sont des solutions pour renforcer l'équilibre financier du système par répartition. Ces pistes sont également écartées par le gouvernement.

Les organisations syndicales interprofessionnelles et de jeunesse appellent les travailleuses et travailleurs à se saisir du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, pour dénoncer partout l'injustice sociale majeure de cette réforme des retraites envers les femmes.

→ 7 mars 2023 : sixième journée de mobilisation sous le mot d'ordre « Mettons la France à l'arrêt ».

3,5 millions de participants selon la CGT, 1, 28 millions selon le Ministère de l'Intérieur.

Communiqué de l'intersyndicale :

RÉFORME DES RETRAITES : LE GOUVERNEMENT DOIT DÈS MAINTENANT RETIRER SON PROJET !

Depuis le 19 janvier, la population se mobilise massivement contre la réforme des retraites. Les différentes journées à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse ont rassemblé des millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s.

Le 16 février, face à l'absence de réponse du gouvernement et du président de la République, l'intersyndicale a appelé à mettre la France à l'arrêt le 7 mars. Elle est forte du soutien des 3/4 de la population et de 94% des actifs qui refusent le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'allongement de la durée de cotisations.

Aujourd'hui encore, ce sont plus de 3 millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, qui se sont mobilisés, par la grève et/ou la manifestation. C'est une journée historique par l'ampleur de ces grèves et de ces mobilisations. Des milliers d'écoles et de lieux d'études fermés, des entreprises privées, des administrations, et des villes à l'arrêt. Plusieurs centaines de manifestations et d'actions sur l'ensemble du territoire pour demander le retrait du projet de loi retraites.

A ce jour, ces mobilisations énormes conduites par une intersyndicale unie n'ont reçu aucune réponse de la part du gouvernement. Cela ne peut plus durer. Le silence du président de la République constitue un grave problème démocratique qui conduit inévitablement à une situation qui pourrait devenir explosive.

En responsabilité, l'intersyndicale adressera un courrier lui demandant à être reçue en urgence pour qu'il retire sa réforme.

C'est forte de cette détermination exprimée aujourd'hui que l'intersyndicale soutient et encourage tous les secteurs professionnels à poursuivre et amplifier le mouvement.

L'intersyndicale appelle à se saisir du 8 mars pour pointer la détérioration particulière de la situation des femmes avec ce projet de réforme. L'intersyndicale soutient l'appel spécifique des organisations de jeunesse à se mobiliser jeudi 9 mars et appelle à rejoindre les rassemblements et manifestations, notamment à Paris, place de la République.

L'intersyndicale appelle à une nouvelle mobilisation interprofessionnelle ce samedi 11 mars puis dès la semaine prochaine, à une journée de manifestations et de grève, le jour de la commission mixte paritaire, moment important du calendrier parlementaire.

Elle appelle toute la population à continuer la mobilisation et les actions, encore plus massivement pour dire non à cette réforme injuste et brutale.

Paris, le 7 mars 2023

→ Samedi 11 mars 2023 : huitième journée de mobilisation, un second fois un samedi.

1 million de participants selon la CGT, 368 000 selon le Ministère de l'Intérieur.

Communiqué de l'intersyndicale :

A l'occasion de cette septième journée de mobilisation, ce sont à nouveau des centaines de milliers de salarié-es, jeunes, retraité-es qui se sont mis en grève et qui sont descendus dans la rue pour une nouvelle fois dire non au départ à la retraite à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisation.

A l'occasion de cette septième journée de mobilisation, ce sont à nouveau des centaines de milliers de salarié-es, jeunes, retraité-es qui se sont mis en grève et qui sont descendus dans la rue pour une nouvelle fois dire non au départ à la retraite à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisation.

L'intersyndicale unie dénonce le mépris dans lequel s'obstine Emmanuel Macron qui refuse de la recevoir.

Parce que l'intersyndicale entend faire grandir le rapport de force en complément des mobilisations en cours et continuer à démontrer que l'immense majorité de la population reste déterminée à dire non à ce projet de loi, elle demande solennellement au gouvernement d'organiser une consultation citoyenne à ce sujet dans les plus brefs délais.

La pétition intersyndicale a recueilli plus d'un million de signataires, c'est largement au-dessus du nombre de signataires nécessaire pour que le parlement s'en saisisse. L'intersyndicale soutient et encourage tous les secteurs professionnels à poursuivre et amplifier le mouvement pour obtenir le retrait de ce projet de loi.

D'ores et déjà elle appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le mercredi 15 mars, jour de la commission mixte paritaire et moment important du calendrier parlementaire. Elle se réunira à nouveau le 15 mars au soir.

Paris, le 11 mars 2023

→ Jeudi 16 mars 2023: le premier ministre Élisabeth Borne enclenche l'article 49-3 qui outre-passe le vote des députés pour le projet de loi de réforme des retraites et met en jeu la confiance du gouvernement.

Rassemblement en soirée à Paris et dans plusieurs grandes villes françaises. Des saccages ont lieu, affrontement avec les forces de l'ordre, ainsi que des incendies et du mobilier urbain est déposé sur la chaussée.

Communiqué de l'intersyndicale :

RÉFORME DES RETRAITES, POUR LE RETRAIT, ON CONTINUE !

La formidable mobilisation sociale organisée par l'ensemble des organisations syndicales est engagée depuis le 19 janvier.

Depuis deux mois, ce sont des millions de travailleurs-euses, jeunes, retraité.es qui ont exprimé avec force et dignité leur refus d'un recul de l'âge légal à 64 ans et d'un allongement des trimestres de cotisation.

Ce mouvement social a fait la démonstration par les grèves dans tous les secteurs professionnels toujours mobilisés et les manifestations dans les grandes comme dans les petites localités du pays, que cette réforme des retraites était brutale, injuste et injustifiée pour l'ensemble du monde du travail.

Aujourd'hui, c'est ce mouvement social exemplaire qui démontre que le président de la République et son gouvernement sont en échec devant l'Assemblée nationale. Au lieu de retirer leur projet, ils décident de passer en force en ayant recours au 49-3.

L'intersyndicale mesure avec gravité la responsabilité que porte l'exécutif dans la crise sociale et politique qui découle de cette décision, véritable déni de démocratie.

Forte du soutien de la grande majorité de la population, mobilisée depuis des semaines, l'intersyndicale continue à exiger le retrait de cette réforme en toute indépendance dans des actions calmes et déterminées. Elle décide de poursuivre la mobilisation et appelle à des rassemblements syndicaux de proximité ce week-end et à une nouvelle grande journée de grèves et manifestations le jeudi 23 mars prochain.

Montreuil, le 16 mars 2023

→ Du 16 mars au 23 mars : une partie du mouvement social occupent des places et des ronds-points dans plusieurs villes de France. Barrages filtrants dans les zones rurales ; manifestations « sauvages » dans les moyennes villes ; incendies et dégradations en grandes villes

→ 22 mars 2023 : le président de la République Emmanuel Macron donne une interview à deux journalistes lors du journal télévisé de TF1 à 13h.

→ 23 mars 2023 : neuvième journée de mobilisation.

3,5 millions de manifestants selon la CGT, 1,028 millions selon le Ministère de l'Intérieur.

Communiqué de l'intersyndicale :

LA MOBILISATION SOCIALE S'ACCENTUE, C'EST L'HEURE DU RETRAIT !

A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse, la 9ème journée de mobilisation contre la réforme de retraites a encore réuni plus de 3 millions de manifestants, ce qui en fait l'une des plus importantes depuis le début du mouvement social. La jeunesse s'est aussi largement mobilisée

Massifs et déterminés, ces manifestations, ces actions intersyndicales, ces grèves et ces débrayages sont une réponse aux contre-vérités exprimées par le Président de la République et son entêtement incompréhensible.

L'intersyndicale réaffirme que contrairement aux propos du président de la République, de nombreuses alternatives aux mesures d'âge ont été formulées. Aucune n'a été sérieusement étudiée. La responsabilité de la situation explosive n'incombe donc pas aux organisations syndicales mais bien au gouvernement.

Alors que l'exécutif cherche à tourner la page, ce mouvement social et syndical pérenne et responsable, confirme la détermination du monde du travail et de la jeunesse à obtenir le retrait de la réforme.

A l'issue d'un parcours parlementaire chaotique, au cours duquel le gouvernement a utilisé tous les outils constitutionnels à sa disposition permettant de limiter l'exercice démocratique, le texte de loi est à présent soumis au Conseil Constitutionnel. Dans ce cadre, l'intersyndicale lui adressera prochainement des contributions explicitant les raisons pour lesquelles cette loi doit être entièrement censurée.

Face à l'absence de réponse de l'exécutif, Président de la République en tête, les organisations syndicales et de jeunesse, ont demandé publiquement une consultation citoyenne.

Les parlementaires se sont saisis de l'outil constitutionnel à leur disposition et ont transmis un projet de Référendum d'Initiative Partagée au Conseil constitutionnel. Les organisations syndicales et de jeunesse sont prêtes à y prendre toute leur part dans le périmètre de leur représentation du monde du travail et de la jeunesse.

Le puissant rejet social de ce projet est légitime et son expression doit se poursuivre. Revendiquant le retrait de la réforme des retraites, l'intersyndicale appelle les millions de travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraités à continuer de se mobiliser. Elle appelle à des rassemblements syndicaux de proximité ce week-end et à une nouvelle grande journée de grève et de manifestations mardi 28 mars partout dans le pays. L'intersyndicale se réunira mardi 28 mars au soir.

Paris, le 23 mars 2023.

• **28 mars 2023 : dixième journée de mobilisation**

2 millions de manifestants selon la CGT, 740 000 selon le Ministère de l'Intérieur.

Communiqué de l'intersyndicale :

L'INTERSYNDICALE DÉTERMINÉE DONNE RENDEZ-VOUS LE 6 AVRIL

À l'appel de l'intersyndicale ce sont plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, jeunes et retraités qui se sont mis en grève et ont manifesté. Le monde du travail s'est une nouvelle fois mobilisé dans toute la France de façon massive et déterminée, pour le retrait de la réforme des retraites. La jeunesse a encore une fois été très présente dans les mobilisations.

Après deux mois d'un mouvement social exemplaire et inédit depuis 50 ans, très largement soutenu par la population, et un parcours parlementaire chaotique, l'absence de réponse de l'exécutif conduit à une situation de tensions dans le pays qui nous inquiète très fortement.

En ne répondant pas à la demande de retrait, en usant du 49.3, l'exécutif a fait le choix d'accentuer la crise démocratique et sociale. Pourtant, dès le début, les organisations syndicales et de jeunesse avaient prévenu l'exécutif du risque d'explosion sociale que pouvait provoquer cette réforme injuste, injustifiée et brutale.

Le gouvernement a la responsabilité de garantir la sécurité et le respect du droit de grève et de manifester. Alors que le calme a toujours caractérisé le mouvement, l'intersyndicale déplore le nombre de blessés.

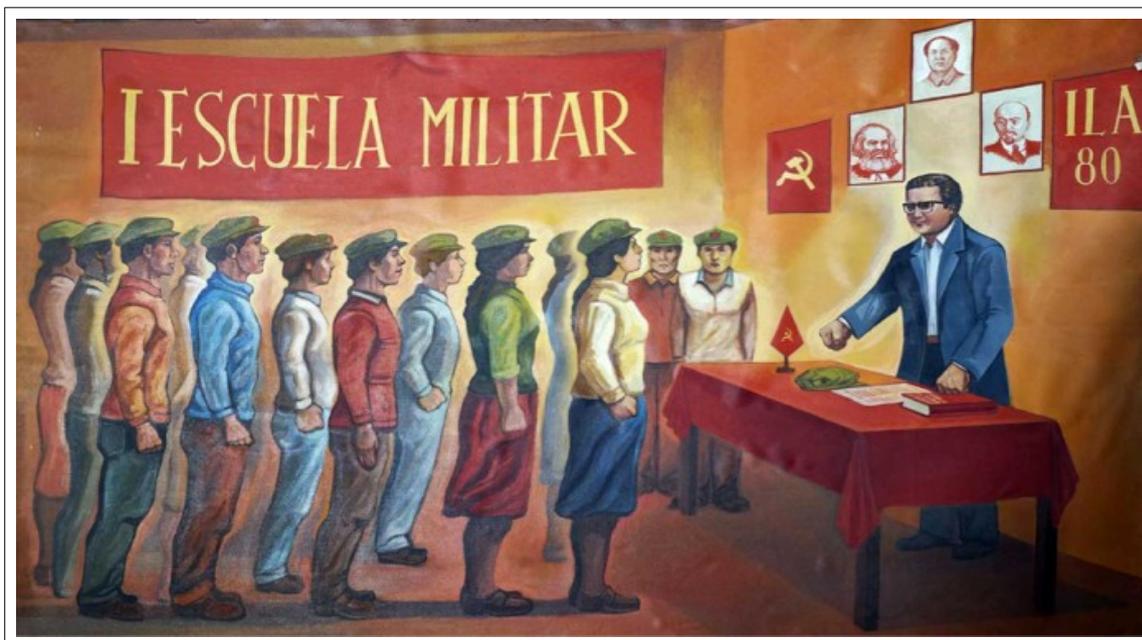
Depuis des semaines, nos organisations ont fait preuve d'une grande responsabilité. Aujourd'hui encore, nous demandons au gouvernement de prendre la sienne. L'intersyndicale soutient les mobilisations, manifestations, les actions intersyndicales et grèves qui perdurent depuis janvier. Elle appelle les millions de travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité.es à continuer de se mobiliser.

Elle appelle à des rassemblements syndicaux de proximité définis localement et à une nouvelle grande journée de grève et de manifestations le jeudi 6 avril partout dans le pays. L'intersyndicale se réunira prochainement.

Le 28 mars 2023

- **6 avril 2023 : Onzième journée de mobilisation**

2 millions de personnes selon la CGT, 570 000 selon le Ministère de l'Intérieur ■



DU CAUCASE À LA FRANCE :

LES ARMÉNIENS DOIVENT ROMPRE AVEC L'OCCIDENT

Il a été analysé depuis octobre 2020 sur Crise que le Caucase constituait une poudrière, notamment depuis le dramatique effondrement du Karabagh arménien. L'Arménie est devenue objectivement le détonateur de cette poudrière, la fuite en avant de son régime annonce son suicide, avant que l'étincelle n'embrasse toute la région.

L'écho de cette tragédie en France est d'autant plus dramatique que la France, comme l'Occident dans son ensemble, est partie prenante de cette fuite en avant et que les Arméniens de France, pris au piège de leurs propres préjugés, s'effondrent dans leurs illusions.

Pour les Arméniens, comme pour les masses du Caucase dans leur ensemble, c'est l'heure de la rupture ou de la catastrophe totale.

Le Karabagh arménien étranglé par le régime de Bakou

Coupée de l'Arménie et occupée par une force russe formellement déployée pour garantir un cessez-le-feu précaire, la région est depuis le 12 décembre dernier soumise à un blocus, lui-même formellement organisé par de prétendus militants écologistes.

Tant sur le fond la situation est tragiquement claire pour le peuple arménien du Karabagh : tout va à son écrasement et à son effacement de la région.

Les 120 000 Arméniens peuplant le Karabagh sont depuis décembre 2022 littéralement coupés du monde, leur approvisionnement étant soumis à de sévères restrictions et les services publics tournant au ralenti. Hôpitaux et écoles ne fonctionnent plus qu'au minimum, et les coupures d'électricité, normalement fournies par l'Arménie, ne sont plus possibles que selon le bon vouloir du régime azerbaïdjanais.

Ce dernier ne cesse d'augmenter la pression : depuis le mois de janvier, l'électricité est ainsi coupée 6 heures par jour.

Les pénuries alimentaires ont imposé un rationnement strict de l'ensemble de la population, le tout dans une atmosphère de siège toujours plus tourmentée : l'armée du régime de Bakou déplace ainsi sporadiquement ses positions en avançant de

quelques mètres, ou ouvre parfois le feu sur des civils ou des patrouilles de policiers arméniens passant à portée de tir.

Le 5 mars dernier par exemple, trois policiers ont ainsi été abattus, alors qu'ils circulaient sur une route à un kilomètre de la ligne de cessez-le-feu.

L'objectif du régime de Bakou n'est toutefois pas, ou plus, de chercher un affrontement direct avec les forces arméniennes. Ce qui est espéré est la capitulation de la population civile arménienne et le retrait des forces russes, pour permettre à l'Azerbaïdjan d'occuper ce qui reste du Karabagh.

Que les Arméniens y restent dans un premier temps, n'est pas vu en soi comme un obstacle, le régime misant de toutes façons sur le moyen terme pour faire fuir les Arméniens ou les noyer sous un flux de colons, même si pour le moment, malgré la propagande du régime qui prétendait qu'au moins un million d'Azerbaïdjanais rêvaient depuis la sécession arménienne de "revenir" au Karabagh, les candidats au peuplement ne se bousculent pas.



En fait, le régime de Bakou est pris à son propre piège : il ne cesse d'annoncer dans sa presse des projets tous plus grandioses les uns que les autres concernant le Karabagh, il ne cesse non plus de présenter la région comme une sorte de trésor absolument unique, appelé à devenir un eldorado touristique majeur, et un prospère centre de production.

Dans cet ordre d'idée, outre l'annonce de centaines de milliers de colons, une autoroute et un aéroport international sont prévus, avec l'ambition de se relier à la Turquie à travers un corridor coupant l'Arménie en deux, dans la région du Siunik, qui est par ailleurs régulièrement visée par la propagande du régime comme une région "occupée" par l'Arménie.

Car au-delà du Karabagh arménien, l'expansionnisme de l'Azerbaïdjan, vise l'Arménie en elle-même.

L'Arménie, prochaine cible du régime de Bakou

Le régime de Bakou considère en effet l'Arménie comme une "création" soviétique et tend à promouvoir la situation qui était celle du Caucase avant l'intervention de l'Armée Rouge en décembre 1920. À cette date, la République d'Arménie était alors en voie d'écrasement total entre la Turquie de Mustafa Kemal et l'Azerbaïdjan des nationalistes islamistes du Mûsavat.

Vue de Bakou, l'Arménie, au maximum, n'existe que dans la région même de Yerevan : le lac Sevan et tout le sud du pays relevant de l'Azerbaïdjan. Au minimum, Yerevan elle-même est tenue pour être une ville turque, et l'Arménie n'existe plus.

Le plus lamentable encore, est que l'Arménie elle-même est la première à contester les frontières mises en place sous l'URSS, mais pour dire l'inverse de l'Azerbaïdjan. De son point de vue, la République d'Arménie aurait été "amoindrie" par un pouvoir soviétique présenté comme "pro-turc", qui aurait abandonné le Nakhitchevan et le Karabagh à l'Azerbaïdjan, au lieu de promouvoir une "Grande Arménie" au Sud-Caucase.

On voit bien ici à quel point le chauvinisme des uns et des autres alimente le mur de haine qui s'est dressé encore les deux peuples. La commune entente des nationalistes des deux bords au rejet de l'héritage soviétique est ici absolument significative.

Il est bien entendu que le projet soviétique était par principe même d'écraser les chauvinismes, tout en promouvant l'amitié internationale. Les nationalistes ont donc parfaitement raison de chercher à rejeter l'héritage soviétique, c'est là le reflet d'une lutte à mort qu'il nous faut aussi assumer de notre côté.

Nous avons été les premiers et les seuls à défendre l'immense héritage démocratique de l'URSS dans le Caucase, et même à promouvoir le projet d'une Transcaucasie démocratique et populaire comme alternative aux chauvinismes des États semi-bureaucratique semi-capitaliste issus de l'éclatement de l'URSS. Cela, car nous sommes les plus acharnés ennemis du nationalisme, et nous entendons procéder à l'écrasement total de tous les nationalistes.

Il n'était effectivement pas question dans le projet soviétique de soutenir des États ethniquement "purs", déjà parce qu'il n'existe aucune base scientifique pour justifier une telle abstraction, mais aussi précisément parce qu'il était question de construire une Caucase commune et démocratique. Cela impliquait de reconnaître les caractères nationaux de chaque peuple ainsi que des profonds liens les unissant les uns aux autres, dans la perspective de leur fusion.

Sur cette base, seule l'URSS a promu la culture nationale arménienne, au point que celle-ci n'existe toute entière en Arménie que par l'héritage soviétique : la ville de Yerevan, les grandes institutions académiques et culturelles, la base industrielle, etc., littéralement tout ce qui fait l'actuelle République d'Arménie n'existe que par les réalisations soviétiques.

En même encore plus précisément de par les réalisations de l'URSS de Staline.

Cela, le régime actuel de Yerevan peut essayer de le masquer, mais il ne peut le nier. Il n'essaye d'ailleurs même pas, si ce n'est pour mettre davantage en avant les figures arméniennes de l'époque stalinienne, tout en contournant la figure titanique de Joseph Staline lui-même.

Ce que cherchent à rejeter les nationalistes arméniens en fait, c'est le volet internationaliste de l'URSS de Staline : la promotion de la culture turque en Arménie même, dont il ne reste que de tristes vestiges, et celle de la culture arménienne en Azerbaïdjan.

Le fait est que l'Azerbaïdjan n'a jamais été autant arménien que sous l'URSS de Staline.



Les nationalistes turcs qui ont progressivement repris le pouvoir en Azerbaïdjan, dès les années 1960-1970 en fait, ont tout fait pour liquider la composante arménienne de l'Azerbaïdjan. Et les nationalistes arméniens n'ont fait que soutenir objectivement cette liquidation. Certes avec le projet inverse des nationalistes turcs, mais sur la même base de la destruction des réalisations soviétiques.

Au final, les Arméniens sont en train de perdre leur bras de fer chauvin avec les nationalistes turcs. On ne peut s'en réjouir, mais on ne peut contourner les immenses erreurs historiques des Arméniens, qui auraient dû, plus que tous les autres peuples du Caucase, être les meilleurs agents de l'édification du Socialisme.

Pour sauver l'Arménie, il faut affronter le nationalisme

Il faut ici reconnaître que l'immense traumatisme du Génocide a pesé lourd dans cette faillite. Les Arméniens conservent une paradoxale mais sincère reconnaissance à l'héritage soviétique, en particulier stalinien, même s'ils ne l'expriment pas si ouvertement. Mais qui connaît les cœurs des masses arméniennes ne peut manquer ce point, même encore aujourd'hui.

Les Arméniens n'ont pas connu d'engagement historique aussi enthousiasmant que celui de l'édification du Socialisme en Arménie, qui a révélé aux yeux du monde le génie et les immenses capacités des masses arméniennes : l'inouï chantier de Yerevan, devenue l'un des bijoux de l'URSS, l'électrification, les progrès dans les secteurs de la

santé, de l'éducation, la fondation d'institut nationaux prestigieux comme le Maténadaran, centralisant tout le précieux héritage historique des manuscrits arméniens.

Et tout cela au milieu des pires difficultés de l'époque, malgré toutes les tentatives de sabotages, jusqu'à l'invasion des troupes de l'Allemagne nazie et de ses alliés, face à laquelle les Arméniens se sont levés en masse pour défendre la Patrie commune du Socialisme, plus d'aucune autre République, mobilisant 300 000 combattants, alors que le pays ne comptait qu'un peu plus d'un million d'habitants.

Le nationalisme arménien, ni celui mythifié des années 1918-1920, ni celui actuellement au pouvoir, n'a jamais pu susciter un tel élan, n'a pu réaliser de tels exploits héroïques. En vingt ans, l'Arménie soviétique sous Staline est devenue un État industriel moderne édifiant le Socialisme, pour lequel les masses arméniennes, à peine sortie de l'horreur du Génocide, se sont encore sacrifiées face à la barbarie nazie.

En trente ans, le nationalisme actuel de la République d'Arménie n'est parvenu qu'à isoler l'Arménie, la réduire à un vulgaire satellite corrompu de la Russie, le tout en sauvegardant à peine une certaine prospérité relative à Yerevan, alors que le reste du pays s'enfonçait toujours plus dans la misère, motivant une émigration et un désespoir sans fin.

Et maintenant que cet État est au bord du gouffre, alors que la nation arménienne d'Azerbaïdjan a été quasiment liquidée, les masses arméniennes, pourtant chauffées à blanc par le nationalisme, ne se sont pas levées contre l'invasion azérie.

Le cimetière militaire de Yerablur a beau être tristement illuminé des cierges et des chants du peuple arménien, qui pleure sa jeunesse tombée face au régime raciste de Bakou, la flamme ne brûle pas les cœurs des masses, les fusils ne se lèvent pas pour opposer la guerre populaire à la barbarie.

Le nationalisme arménien, de fait, a vaincu l'Arménie.

Mais le calice n'est pas encore bu jusqu'à la lie. Le régime actuel mis en place autour de Nikol Pashinyan suite au soulèvement populaire de 2018 à Yerevan est formellement partisan d'une modernisation libérale tournée vers l'Occident. Mais il est revenu depuis la défaite de 2020 sous la

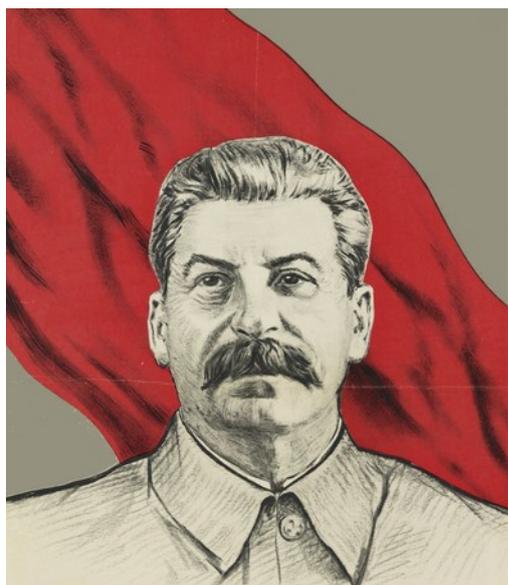
coupe de Moscou. À genou, l'Arménie est tiraillée en tout sens au milieu de la bataille pour le repartage du monde.

Le régime arménien court à sa perte

Alors c'est la fuite en avant. Nikol Pashinyan a d'abord tenté de s'appuyer sur ses alliés, formels de l'OTSC. L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) réunissant autour de la Russie la Biélorussie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, a tenu en effet en novembre 2022 une réunion à Yerevan en Arménie. Pour l'Arménie, il s'agissait alors d'une occasion de tenter de mettre la pression sur son protecteur russe afin d'obtenir un positionnement clairement agressif dans le cadre de son conflit avec l'Azerbaïdjan.

L'OTSC n'a en effet jusqu'aujourd'hui pris aucune position sur ce conflit, ni sur la question du Karabagh arménien, ni même sur les agressions menées par Bakou sur le territoire arménien en lui-même. Lorsque la Russie est intervenue en novembre 2020 au Karabagh, cela a été de son propre chef, malgré les appels du régime arménien à ses alliés de l'OTSC à intervenir.

Or, le régime arménien dirigé par Nikol Pashinyan s'est objectivement montré depuis 2020 un satellite tout à fait discipliné dans le cadre de cette alliance, puisqu'il n'a pas hésité à envoyer par exemple des troupes réprimer entre le 6 et le 11 janvier 2021 de larges manifestations qui secouaient le régime Kazakh, allié de Moscou, qui craignait la chute de ce régime en faveur d'un gouvernement pro-occidental.



Le président Nikol Pashinyan lui-même a exprimé ouvertement devant ses "alliés" ses reproches à l'organisation en tentant d'obtenir une position ferme sur une éventuelle intervention en cas d'attaque de l'Azerbaïdjan.

Cela correspond à une opinion largement exprimée dans les couches dirigeantes de l'État arménien et même son élite universitaire, comme quoi l'Arménie serait une sorte d'île n'ayant rien à faire en Orient et devant tout faire pour se connecter à l'Europe occidentale et aux États-Unis, selon la même logique qu'a développé le régime israélien ou celle que voudraient suivre certains mouvements nationalistes kurdes en Syrie par exemple.

Face aux réticences de ses "alliés" et face à la stratégie implacable mais indirecte de l'Azerbaïdjan, le régime arménien est donc poussé de manière suicidaire à la fuite en avant, cherchant par tous les moyens à impliquer les grandes puissances dans le conflit. En espérant de manière folle que plus le conflit sera compliqué, plus ses propres chances seront fortes.

L'Arménie offre donc aussi un espace à l'impérialisme occidental qui ne fait qu'attiser dans le secteur le feu des haines chauvines pour faire avancer ses intérêts, de manière concurrentielle et contradictoire.

Dans les faits, l'Occident, y compris la France, arme et soutien d'abord l'Azerbaïdjan, dont la place stratégique et les ressources énergétiques constituent la base des appétits impérialistes dans le secteur. Mais la poudrière du Caucase offre un dramatique terrain à l'impérialisme, dont l'Arménie devient le détonateur.

Sur le plan de la marche à la guerre, la situation est désormais la suivante : l'expansionnisme du régime de Bakou, appuyé par la Turquie, se heurte à l'expansionnisme russe et à celui de l'Iran, l'un et l'autre cherchant à contrôler l'Azerbaïdjan en s'appuyant sur l'Arménie, qui en retour cherche à bénéficier de cet appui pour isoler l'Azerbaïdjan et parvenir à le faire reculer.

La presse arménienne reflète cette fuite en avant désespérée : on y entend pêle-mêle des "analyses" affirmant que les Russes vont intervenir, prépareraient même un assaut sur l'Azerbaïdjan, et en même temps que les Russes en fait prévoient de lâcher le Karabagh à l'Azerbaïdjan contre un soutien en Ukraine, qu'Israël et le Royaume-Uni arment et entraînent l'Azerbaïdjan, que l'Azerbaïdjan comploterait une attaque contre l'Iran,

que l'Iran interviendra si l'Azerbaïdjan attaque l'Arménie, que l'Azerbaïdjan soutient les Jihadistes en Syrie contre la Russie et l'Iran, avec le soutien d'Israël, que l'Azerbaïdjan va installer une colonie jihadiste au Karabagh pour envahir l'Iran et le Caucase, que la Turquie installe des missiles aux frontières de l'Arménie et de l'Iran.

On pourrait alors se dire que peut-être l'Arménie se soude ainsi à un bloc russo-iranien anti-occidental, dont Israël et l'Azerbaïdjan serait les agents.

Mais on aurait tort de chercher une rationalité à la presse arménienne ou même à la politique du gouvernement arménien. Le régime arménien ne cherche qu'à survivre sur le tas, en cherchant tous azimuts des soutiens pour affronter l'Azerbaïdjan et renverser le rapport de force en sa faveur.

À ce jeu, la presse comme le gouvernement arménien sont largement intoxiqués par leur propre chauvinisme. Le fait est qu'ils sont complètement en roue libre, puisqu'en même temps, des accords sont signés avec l'Union européenne, des généraux en retraite de l'armée américaine viennent inspecter des installations militaires arméniennes pour soutenir l'armée arménienne, des politiques occidentaux de différents pays viennent régulièrement attiser le régime pour souligner l'amitié entre l'Arménie et l'Occident, etc.

Bref, l'Arménie tente en fait de se placer au centre de ces conflits pour le repartage du monde qui fragmentent toujours plus le Caucase, espérant de manière suicidaire que si elle parvient à devenir le centre des luttes impérialistes dans le secteur, elle pourra tirer son épingle du jeu dans le conflit qui l'oppose à l'Azerbaïdjan.

La situation dans le sud de l'Arménie est à ce titre significative : la principale ville de la province, Kapan, qui compte un peu moins de 40 000 habitants, a reçu le jumelage de la région du Siunik avec la région française Auvergne-Rhône-Alpes, dirigée par Laurent Wauquiez, figure de la Droite moderne-nationale française, qui est d'ailleurs venu en mars 2023 y faire un discours, d'un orientalisme convenu, affirmant le soi-disant soutien sans faille de la France à l'Arménie dans le secteur.

Le même mois de mars, l'Iran annonçait de son côté déplacer son Consulat Général en Arménie de Yerevan à Kapan, en affirmant que la souveraineté arménienne dans la région était une ligne rouge.

En somme, écrasé par l'expansionnisme du régime raciste de Bakou, la solution du régime arménien

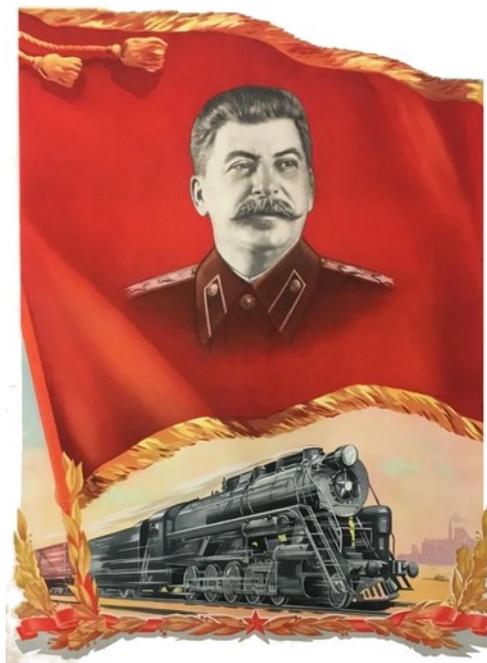
est l'escalade, diplomatique sur la forme, militaire dans la perspective. Il ne s'agit ni plus ni moins que de tenter d'ouvrir un nouveau front, espérant que dans la foulée, la Russie ou l'Occident, voire même l'Iran, interviennent en Arménie selon leurs intérêts propres, mais en espérant que ceux-ci permettent à l'Arménie de s'imposer à l'Azerbaïdjan.

Les trois États du Caucase, Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie, sont désormais pris dans un engrenage qui les dépasse complètement. Chacun d'eux a tout fait pour se couper de ses voisins et se lier à des puissances impérialistes cherchant l'expansion dans le secteur, dans le cadre de la bataille pour le repartage du monde dans la Crise de notre époque.

À mesure que la Crise les rattrape, la déliquescence les gagne et l'escalade militaire se complique toujours plus, et dans la poudrière du Caucase, le régime arménien est désormais le détonateur de la guerre impérialiste, qui n'attend plus que l'étincelle.

Les Arméniens de France s'effondrent, tant qu'ils ne sublimeront pas leur tragédie par la rupture révolutionnaire

Dans tout ce contexte tragique, on doit attendre des Arméniens de France qu'ils soient à la hauteur des exigences de l'Histoire, qu'ils se fassent les ennemis de tout chauvinisme, à commencer par le leur propre, et les saboteurs héroïques de toute menée impérialiste occidentale en général et française en particulier dans le Caucase.



C'est là la moindre des choses. Une figure comme le partisan communiste Missak Manouchian devrait être saisie par les Arméniens, entraînant le reste de masses françaises, alors même que la bourgeoisie de France a précisément neutralisé cette figure révolutionnaire en l'annexant héros national, dans son propre Panthéon institutionnel.

De fait, les Arméniens de France sont devenus les agents de l'État bourgeois en France, de ses institutions et surtout du venin de son orientalisme qui intoxique les consciences et la presse arménienne de France. Quelle image lamentable que celle qu'offrent les Arméniens en France à notre époque, captifs de leurs propres préjugés. Ils s'effondrent comme l'Arménien s'effondre de son côté.

On pourrait de manière superficielle se dire qu'il y a dans leurs mobilisations encore une certaine dignité, mais même la Droite catholique qui les soutiens traditionnellement n'y croit plus. C'est la panique complète qui s'impose, avec raison sur le fond.

La panique des Arméniens est d'autant plus tragique que les efforts ne sont pas ménagés pour tenter de « faire quelque chose », et cela a tous les niveaux. Ce qu'il y a de frappant et de révoltant, c'est le niveau politique incroyablement faible de toute cette mobilisation. C'est une peine que de le dire, mais il faut bien le dire franchement : les Arméniens de France ne sont pas au niveau des exigences de l'époque. Mais cela reflète aussi et peut-être même surtout, la faiblesse idéologique de la Gauche en France.

À lire les tribunes, à suivre les prises de positions, on ne voit rien qui mériterait d'être salué. Nulle part, la situation n'est reliée à la Crise en cours, à la tendance à la guerre qui dresse les puissances du capitalisme les unes contre les autres. Nulle part il n'est fait mention de fraternité entre les peuples, de franche condamnation du nationalisme, c'est-à-dire de tous les nationalismes, du nationalisme en général.

Nulle part un élan de masse ne s'organise en essayant notamment de lier de manière démocratique et populaire Arméniens et Turcs face à cette agression.

Tout au contraire, tout s'aligne sur les positions orientalistes de la France. Sur les pires même de ces positions. L'Arménie et le Karabagh arménien sont présentés dans tous les médias français comme des îles, noyés dans une mer d'hostilité, et si l'Azerbaïdjan est dénoncé, ce n'est même pas

comme un régime réel, mais comme une hallucination de la tyrannie orientale la plus caricaturale, avec l'islam comme soubassement menaçant.

Rien n'est dit concrètement et de manière documentée de la nature nationaliste et profondément raciste du régime, qui ne fait pourtant pas beaucoup d'efforts pour masquer sa haine des Arméniens.

Que les autorités françaises expriment ce genre de discours, tout en abandonnant le Karabagh arménien à son sort, cela ne peut surprendre sérieusement personne. Mais quelle honte que les Arméniens de France tombent dans un tel panneau.

Cela pourtant n'est pas non plus bien étonnant. Depuis l'indépendance de l'État arménien et la sécession du Karabagh arménien, la ligne qui s'est de fait imposée au sein de la minorité nationale arménienne en France se résume à un alignement pur et simple sur le nationalisme arménien, et même sur une version souvent encore outrancière par rapport à celui déployé en Arménie, notamment concernant l'héritage soviétique.

Et en se coupant de l'héritage objectif de l'URSS, les Arméniens de France se sont fabriqués de leur côté une image subjective, pour ne pas dire une hallucination : celle d'une Arménie de théâtre, flottant au-dessus de son environnement historique. Cette vanité a participé objectivement à anéantir la nation arménienne d'Azerbaïdjan, jusqu'à la tragique situation de son dernier réduit du Karabagh.

Les Arméniens de France, tout occupés à entretenir une Arménie fantasmagorique n'ont rien produit qui puisse s'opposer à la furie génocidaire du nationalisme de Bakou, sinon pour dire qu'il faut séparer les Arméniens des Turcs, et donc valider le nationalisme qui les anéantissait...



De fait, les Arméniens, et notamment en France, ont inlassablement servi la soupe au nationalisme turc ces 30 dernières années, tout simplement parce qu'ils ont eux aussi cru que leur propre nationalisme serait plus fort, sur la seule vertu de leur propre vanité à croire en la justice immanente de leurs préjugés.

L'Histoire est venue fracasser ce rêve mythomane, sidérant les Arméniens stupéfaits, qui redécouvrent le réel dans la dictature des faits imposés par la Crise du capitalisme de notre époque et la tendance meurtrière à la guerre pour le repartage du monde qui l'accompagne.

Il y aurait encore quelque chose de digne à le reconnaître maintenant, car c'est là l'exigence historique qui s'impose aux Arméniens, ils doivent sublimer leur propre souffrance, leur propre histoire tragique non dans le romantisme halluciné du nationalisme et de ses préjugés chauvins flatteurs et mensongers, mais dans l'héroïsme de l'affirmation de la nécessité du front populaire et démocratique le plus large possible face au nationalisme et à la tendance à la guerre.

Mais jusque-là, les Arméniens ne font que répéter et ressasser la même antienne, trouvant dans certains secteurs de la Droite un relatif public, au fond tout aussi fatigué finalement d'entendre la litanie anti-soviétique et catholique-nationale qui flatte néanmoins son propre ego idéologique sur l'Orient.

Le discours est là, mais il est devenu une distraction pour la Droite atone, qui cédant de plus en plus à l'atlantisme par peur de la bascule dans la Crise, se détourne même de son héritage national-romantique. On voit bien à quel point toute la triste agitation arménienne ne suscite pour autant aucun élan, fut-il romantique-légionnaire.

La zombification est totale. Le dépit et le désarroi des Arméniens aussi.

Pourtant, face à la propagande nationaliste de Bakou, qui mobilise de manière formelle des slogans écologistes qui paraissent aussi ridicules que forcé, mais qui alimentent la volonté génocidaire de purification ethnique en assimilant directement les Arméniens à la pollution, il y aurait à dire pour les Révolutionnaires de notre pays.

De même, la volonté d'écrasement culturel, en appelant Stepanakert, la capitale du Karabagh arménien du nom turc artificiel de « Xankandi », balayant au passage justement le passé soviétique de l'Azerbaïdjan (c'est-à-dire la composante arménienne de la nation azerbaïdjanaise), devrait soulever la Gauche française. D'autant que la question arménienne a une longue tradition démocratique au sein de la Gauche, comme l'illustre notamment le roman *Les Quarante Jours du Musa Dagh* (paru en 1933).

Mais sur ce sujet comme sur celui de l'Otan, sur celui l'Ukraine et plus généralement sur la question de la guerre comme tendance historique, la Gauche française montre à quel point elle est idéologiquement larguée. Et nulle sur le plan culturel.

Pire même, qu'elle ne parvient au mieux qu'à s'aligner sur le gouvernement sur ces sujets, ici en abandonnant à son sort le Karabagh arménien tout en protestant avec une mollesse formelle, ou alors, et le plus souvent, à ne rien dire face aux récupérations de la Droite.

Les partis de la Gauche institutionnelle ne font ainsi que s'aligner sur le gouvernement, en soulignant un peu plus nettement la question humanitaire en jeu et la nécessité de protéger au moins la population civile. Mais sans donner à cette question la moindre profondeur, sinon idéologique, du moins politique.

Seul le souffle de la Révolution pourra désormais sauver les peuples du Caucase du carnage qui se prépare. Et il est du devoir des Arméniens de France, comme de toutes les autres composantes nationales du Caucase de se placer à l'avant-garde de la lutte contre la Guerre impérialiste, contre tous les nationalistes, et donc de viser en France l'Otan et l'État bourgeois français, ses institutions et son orientalisme immonde qui intoxique la conscience populaire et démocratique des masses en général, et des Arméniens en particulier.

Guerre à l'Otan, guerre à l'Occident, guerre populaire jusqu'au Socialisme : voilà les slogans d'avant-garde qu'il faut arborer dans la lutte qui se lève, pour être à la hauteur de l'Histoire ! ■